LA TRANSITION AGRICOLE

une autre logique

Angela Hilmi



Le Réseau Plus et Mieux

Page de couverture

La page de couverture représente des mycorhizes.

Des milliers de mycorhizes vivent en symbiose avec pratiquement toutes les espèces végétales depuis 450 millions d'années. Elles sont l'élément le plus important de la fertilité des sols. Les longs filaments, ou hyphes (le mycélium), de ces champignons forment un vaste réseau souterrain entre les champignons et différentes plantes dans un entrelacs dense de relations bénéfiques. Le champignon approche la plante qui le reconnaît comme "ami" et abaisse ses défenses. Il colonise la racine en formant des arbuscules à ramifications hautement spécialisées dotées d'extrémités fines servant aux échanges de nutriments et de signaux, puis s'infiltre dans le sol sur de grandes distances, à raison d'un mètre d'hyphes pour un centimètre de racine, et y puise des nutriments qu'il apporte à la plante. Ce système est si efficace que la plante se "relâche" et n'absorbe plus les nutriments par elle-même, laissant le champignon le faire pour elle. Le champignon, qui possède des enzymes permettant la libération de phosphates à partir de sources organiques auxquelles la plante n'a pas accès et permet à la plante de se procurer d'autres minéraux bénéfiques, la protège contre les stress d'origine biotique (attaques d'organismes pathogènes) ou abiotique (salinité, métaux lourds), tout en renforçant la structure du sol par la formation d'agrégats. Le champignon tire de la plante le carbone qu'il est incapable de synthétiser de lui-même par photosynthèse. Les plantes hôtes montrent des signes de bien-être évident, elles sont plus riches en nutriments (minéraux) et résistent mieux au stress. En outre, les champignons redistribuent les sources d'énergie dans la communauté. Ils transportent les sucres synthétisés par les plantes vers d'autres plantes. Ainsi, les mycorhizes, racines du bien-être, illustrent-elles bien ce que peut être un réseau souterrain bénéfique: un réseau étendu de relations et de réciprocité. De la même manière, le réseau des paysans, pour beaucoup invisible, est inséré dans la nature vivante et lance des ramifications bien loin de ses frontières immédiates en formant des réseaux denses de relations et de réciprocité qui contribuent à régénérer les écologies et les économies locales.

LA TRANSITION AGRICOLE

Une autre logique

Angela Hilmi

Une publication de

Le Réseau "Plus et Mieux"

www.moreandbetter.org

2012

LA TRANSITION AGRICOLE

Une autre logique

Angela Hilmi

Éditeur et coordinateur: Aksel Naerstad

Une publication du
Réseau Plus et Mieux
2012
www.moreandbetter.org
secretariat@moreandbetter.org

ISBN 978-82-91923-96-3 (Printed edition)
ISBN 978-82-91923-97-0 (Digital edition)

Traduction : Odile Durand et Chantal Combaz
Développement artistique: Francesca Lucci
Mise en page: Anders Strømsodd Hosar



Table des matières

Préface	7
Remerciements	9
Introduction	11
PARTIE I - LES PERCEPTIONS	13
Une certaine disposition d'esprit	16
Les idées fausses	23
PARTIE II - LE CHAMP D'ACTION	27
Les nuages	30
Des îlots de viabilité	33
Les coûts	42
PARTIE III - UNE AUTRE LOGIQUE	55
Les différences	58
Le déroulement	63
L' émergence d'une nouvelle paysannerie	66
PARTIE IV - LA TRANSITION	73
Les étapes d'une transition	76
Les politiques	94
Les alliances	97
Conclusion	101
Annexe	104
Bibliographie	108



Préface

La planète continue de dériver au fil des réunions internationales tandis que s'organisent de puissants mouvements paysans. Les niveaux de pollution infligés par un certain modèle agro-industriel à l'homme et à la nature ne seront pas tenables à long terme. Nous avons besoin d'une transition qui tienne compte de la nature de l'agriculture et de celle des agriculteurs. Nous devons inventer des outils et des mécanismes pour aller dans une autre direction. Pour cela, il faudra revenir sur des idées préconçues et revoir les approches rigides. Au lieu de perpétuer l'image du petit paysan pauvre, il est temps d'ouvrir les yeux sur l'agriculture familiale et de comprendre qui sont vraiment ces "paysans": des professionnels solides, dotés de compétences multiples, enracinés dans le temps et l'espace, et capables de produire de la valeur à l'échelle locale et de la richesse au niveau mondial. L'erreur a été d'imaginer qu'ils obéissaient à la même logique que les entrepreneurs du secteur marchand, alors que leur degré d'autonomie, leur contact avec la nature, la qualité de leur travail et leurs rapports avec le marché les en distinguent radicalement. Loin de continuer à bloquer le potentiel de culture intensive que recèlent les communautés locales et de vouloir ignorer plus longtemps les possibilités de produire en accord avec la nature d'une manière qui ouvre les choix pour l'avenir, la transition proposée s'appuie sur les compétences des paysans. Des formes viables et évolutives d'agriculture sont pratiquées dans différentes parties du monde, et il existe de nombreux exemples de transitions réussies. Douze étapes sont proposées dans ces pages, avec les politiques de soutien destinées à déclencher des transitions et à les accompagner vers des manières de façonner le monde rural et urbain plus adaptées au troisième millénaire.

Remerciements

Nous remercions tout particulièrement l'auteur de la présente publication, Angela Hilmi.

Nous remercions aussi les mouvements paysans qui ont participé à sa relecture en nous donnant leur point de vue très précieux, ainsi que les nombreux collaborateurs et amis dont les critiques et les suggestions nous ont permis d'améliorer les différents parties: Miguel Altieri, Gustavo Gordillo, Shalmali Guttal, Paul Hawken, Hans R. Herren, Andre Leu, Pat Mooney, Paul Nicholson, Esther Penunia, Michel Pimbert, Jan Douwe van der Ploeg, Michael Polland, Jules Pretty, Christoffer Ringnes Klyve, Peter Rosset, Nadia Scialabba, Devinder Sharma, Ruchi Tripathi et Edith van Walsum.

Beaucoup d'autres collaborateurs nous ont apporté leur contribution sous une forme ou une autre. Alessandra Sgro, notre collègue du réseau Plus et mieux, a réuni les informations sur l'agriculture durable et les a organisées pour le site web www.ag-transition.org. Francesca Lucci a réalisé la partie artistique, Anders Stroemsodd Hosar la mise en page, et Andrew et Corrina Pearce les corrections. Cette publication, issue des activités du réseau Plus et mieux, est financée par le Fonds norvégien pour le développement, l'Agence norvégienne pour la coopération au développement et la Fondation Heidehof Stiftung, à qui nous exprimons notre reconnaissance.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) nous a fourni des données et des informations sur des thèmes spécialisés et nous a apporté son concours pour la cartographie. Que soient remerciés en particulier Riccardo Biancalani, Hubert George, John Latham, Antonio Martucci, Robert Mayo et Renato Cumani.

Les points de vue et les opinions exprimés ici, de même que toute erreur ou omission, sont la seule responsabilité d'Aksel Naerstad, qui a dirigé et coordonné la publication; ils n'émanent pas des personnes qui ont contribué à sa rédaction ou des institutions qui l'ont financée.

Oslo, Norvège, mai 2012

Aksel Naerstad
Éditeur et coordinateur:

Introduction

On pourrait penser que tout a déjà été écrit sur l'agriculture. L'agriculture a été décrite sous toutes les coutures, dans ses diverses formes et structures, vue à travers différentes focales selon les intérêts en jeu. Elle est, en somme, le théâtre de divergences de vues et d'opinions, mais l'élément unificateur, c'est qu'elle concerne chacun de nous, non seulement parce qu'elle nous fournit nos aliments quotidiens, mais parce qu'elle est intimement mêlée aux paysages qui nous entourent. Nous sommes en quelque sorte dans le giron de l'agriculture, et, comme il en va de tout ce qui nous est trop familier, nous n'en avons pas pleinement conscience.

Pourtant, avec les années, le malaise va grandissant. On a le sentiment que l'agriculture n'est pas ce qu'elle devrait être, que cet état de choses n'est pas satisfaisant. D'un côté, la concentration et la prise de contrôle aggravent la marginalisation et l'exclusion, tandis que, de l'autre, les communautés prospères vivant de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, en dépit de nombreux témoignages, demeurent un phénomène isolé. Qu'est-ce donc qui empêche ces millions d'îlots de prospérité de s'étendre, d'atteindre une grande échelle et d'avoir un retentissement? C'est la question posée en arrière-plan de ces pages.

L'agriculture, il est vrai, nous concerne tous, mais elle est le terrain des agriculteurs. Pourtant ce sont toujours les autres acteurs de ce domaine qui semblent avoir le dernier mot. Au cours des dernières décennies, ce sont eux qui ont dicté les pratiques à suivre, avec des succès mitigés. À cet égard, le plus vaste mouvement agricole au monde écrivait, en 2010:

Ce modèle dominant de production alimentaire n'offre aucun avenir à l'humanité ou à la planète. En fait, leur laisse-t-il même un présent? (…) Si l'on reconnaît que les petits systèmes agroécologiques sont plus productifs, préservent les sols et rétablissent la productivité des systèmes dégradés, tout en étant plus résistants au changement climatique, la question n'est pas de savoir si nous devons promouvoir la transition vers ces systèmes, mais comment le faire (La Via Campesina, 2010).

La question du "comment faire" est au cœur du présent document: comment accompagner une transition vers des modes de culture qui soient acceptables au troisième millénaire? Et cela sans revenir aux modes du passé, ni à ceux qui relèvent d'obsessions techniques chimériques, mais simplement en prenant conscience des "utopies concrètes" qui prolifèrent déjà sous de multiples formes et qu'il faut inventer et réinventer sans cesse?

Nous examinons, dans la première partie de ce document, de quelles façons nous percevons le monde et comment cela influe sur notre manière de le façonner; nous nous intéresserons aussi aux convictions dans lesquelles nous nous enferrons avec obstination. Dans la deuxième partie, nous faisons un tour d'horizon complet pour éclairer les éléments qui pourraient annoncer un orage. On y trouvera des

exemples viables de transition sur tous les continents, mais aussi de pratiques très coûteuses pour l'humanité sur le plan environnemental et social. Dans la troisième partie, nous aborderons le cœur de notre sujet: cette autre logique qui permet d'engager une transition vers la création de valeur au niveau local et de richesse au niveau mondial. La quatrième partie porte sur la transition proprement dite, les étapes proposées, les personnes grâce auxquelles elle peut s'amorcer et les politiques qui la facilitent, et propose un mécanisme d'accompagnement.

PARTIE I - LES PERCEPTIONS



Une certaine disposition d'esprit

Les idées fausses

PARTIE I - LES PERCEPTIONS

Résumé

L'idée, dans ce chapitre, est de nous faire faire un pas en arrière et prendre du recul par rapport à nos convictions. Cette proposition s'adresse à chacun d'entre nous: aux agriculteurs, qui en sauront peut-être plus sur la relation avec la nature et le monde vivant; aux investisseurs, qui y trouveront quelques notions peut-être nouvelles sur la peur de perdre. Nous avons tous des connaissances, mais jusqu'à quel point sommes-nous prêts à les remettre en question? Aucun changement, aucune transition ne peut avoir lieu sans une mise en question préalable de nos croyances, sans un moment de doute; sans que nous rassemblions nos idées, que nous percevions différemment notre environnement; sans une ouverture vers l'inconnu. Pour beaucoup d'entre nous, et plus particulièrement pour les paysans, le monde devient asphyxiant. La mainmise de quelques-uns a créé un étranglement, comme entre les deux parties d'un sablier, entre ceux qui consomment les aliments et ceux qui les produisent. Dans ces pages, nous chercherons à desserrer cette pression. Pour ceux d'entre nous qui sont des producteurs familiaux ou qui ont un lien avec l'agriculture quel qu'il soit, il s'agira de mettre de côté la peur panique des menaces imminentes, de repousser les limites de l'horizon bien au-delà de notre champ de vision, d'oublier les équilibres forcés et les stocks, de consentir à jeter un regard neuf sur notre environnement immédiat et d'essayer d'en tracer autrement les contours. Ce sera l'occasion d'essayer de nouveaux ingrédients et de nouvelles recettes, une manière de redonner à l'écologie et à l'économie un éclat plus prometteur et de redéfinir soigneusement la voie à suivre.

Une certaine disposition d'esprit

Tout athlète sait que, pour être au mieux de sa forme, il a besoin d'échauffement. Dans le premier chapitre, nous ferons donc une sorte d'échauffement mental. Avant de se lancer dans une étape d'une transition, il faut avoir un regard neuf. Mais voilà déjà que les choses se compliquent. Qu'est-ce qu'un regard neuf sur ce qui nous entoure? Comme le dit David Linden (Linden, 2007) dans son ouvrage intitulé *The occidental mind, how brain evolution has given us love, memory, dreams and god*, nous menons notre vie quotidienne en nous fiant à nos sens pour avoir une vue exacte du monde extérieur. En réalité, le sentiment que nos sens sont des organes d'information fiables et indépendants est tout simplement erroné, même s'il domine et imprègne toute notre vie mentale. Nos sens ne sont pas faits pour nous donner une image "exacte" de ce qu'est le monde extérieur. Au fil des minutieuses transformations opérées par plusieurs millions d'années d'évolution, ils ont été façonnés pour détecter, voire exagérer, certaines caractéristiques et certains aspects du monde sensitif et en ignorer d'autres. Notre cerveau ajoute de l'émotion à cette cuisine sensorielle pour transformer notre expérience en une histoire lisse et pleine de sens. Disons, pour simplifier, que notre cerveau, pour ce qui touche au monde sensoriel, embrouille les informations.

Au fond, le problème vient de ce que le cerveau humain n'est pas le bel objet optimal que nous croyons, mais plutôt un assemblage grossier d'éléments chaotiques qui, étonnamment, réussit à accomplir plusieurs fonctions impressionnantes en dépit de ses imperfections. La texture particulière de nos sensations et sentiments, de nos perceptions et de nos actions vient en grande partie de ce que le cerveau n'est pas une machine optimisée pour résoudre des problèmes génériques mais plutôt une bizarre agglomération de solutions empiriques qui se sont accumulées au fil de plusieurs millions d'années d'évolution.

C'est pourquoi il nous faut souvent revenir sur ce que nous tenons pour acquis ou pour vérité incontestable, et aussi sur les outils dont nous nous servons pour appréhender la réalité. Le rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (2009) nous en donne un bon exemple avec le Produit intérieur brut (PIB), notion longtemps incontestée. On y lit que "ce que l'on mesure définit ce que l'on recherche collectivement, et vice versa", ou encore que le PIB donnerait des "indications trompeuses" quant au niveau d'aisance de la population et qu'il faudrait donc le modifier. Les embouteillages, par exemple, sont susceptibles d'augmenter le PIB parce qu'ils entraînent une augmentation de la consommation d'essence, mais ils n'apportent à l'évidence aucune amélioration de la qualité de vie. D'une certaine façon, en changeant nos méthodes de mesure, nous modifions le regard que la société porte sur elle-même et, par voie de conséquence, la manière de concevoir, d'appliquer et d'évaluer les politiques.

L'autre chose dont il est important de prendre conscience, c'est que notre perception du monde qui nous entoure est en train de se rétrécir et de s'éloigner du monde

de la nature. Dans son ouvrage sur le charme des sens, *The Spell of the Sensuous* (1997), David Abram parle de ce lien avec la nature et de ses répercussions sur notre comportement. Voici ce qu'il écrit:

Aujourd'hui, nous agissons presque exclusivement avec d'autres êtres humains et avec nos technologies façonnées par l'homme. Cela crée une situation précaire, compte tenu de la très ancienne tradition de réciprocité que nous entretenons avec le paysage aux voix multiples. Nous avons toujours besoin de ce qui est autre que nous-mêmes et qui n'est pas notre propre création (…). Cela ne veut pas dire que nous devions renoncer à nos technologies complexes, mais que nous devons renouveler notre manière de prendre connaissance du monde sensoriel (…). Sans la bouffée d'oxygène que nous donnent les forêts, sans l'emprise de la pesanteur et sans les cascades enchanteresses des chutes d'un cours d'eau, nous n'avons aucun recul sur notre technologie, aucun moyen d'en évaluer les limites.

Si, en décidant de changer notre regard, nous acceptons un instant l'idée que notre cerveau n'est qu'un astucieux bricolage, "une collection mal assortie d'éléments disparates formant un tout désolant, (…) une configuration inefficace, inélégante et insondable, mais qui fonctionne" et que nos perceptions du monde se sont rétrécies et éloignées de la nature, nous pouvons commencer à mettre en question les outils et les méthodes que nous utilisons et nous demander s'ils sont toujours adaptés au troisième millénaire. Ces outils, en effet, privilégient exagérément les formes objectives de connaissance et laissent trop souvent de côté d'autres formes de connaissance plus subjectives.

Dans cet exercice d'échauffement, nous allons prendre chaque fois une bouffée d'air en:

- oubliant les menaces
- repoussant les limites du temps
- abandonnant l'idéal de l'équilibre
- prenant un point de départ local, et
- ouvrant des espaces

Première inspiration: oublier les menaces

Selon notre mode d'agir actuel, le facteur déclenchant de nos décisions est la peur. La peur qu'il n'y ait pas assez de nourriture d'ici à l'an 2050 et que nous soyons obligés de trouver de toute urgence une manière d'augmenter de 70 % la production d'aliments à l'échelle mondiale, la peur de l'effondrement des services des écosystèmes et de la nature en général, la peur de l'extinction des espèces, y compris de l'espèce humaine, la peur du réchauffement de la planète, du cataclysme de l'enchaînement des crises économiques, financières, énergétiques, etc.

John Beddington, Conseiller scientifique principal du gouvernement du Royaume-Uni, a utilisé l'expression *conditions d'orage parfaites* pour décrire la coïncidence

future de l'insécurité alimentaire, hydrique et énergétique (Beddington, 2009). Dans la publication (2009) de la Royal Society intitulée Reaping the Benefits, on lit ceci:

La composante alimentaire de cet orage sera inévitablement mondiale. Les marchés de produits alimentaires sont très fortement mondialisés. Les pays sont interdépendants pour leurs approvisionnements en denrées alimentaires et subiront ensemble les effets de l'instabilité mondiale engendrée par l'insécurité alimentaire. D'après l'interprétation qu'elle donne elle-même des tendances préoccupantes se dessinant jusqu'en 2050, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture conclut que "cela pourrait bien se traduire par un risque accru de persistance à long terme de l'insécurité alimentaire dans un certain nombre de pays alors que le monde produit suffisamment de produits alimentaires et a la capacité d'en produire davantage. (FAO, 2006).

Les facteurs de l'insécurité alimentaire chronique sont décrits de la façon suivante (The Royal Society, 2009):

- Accroissement démographique;
- Modification et convergence des modes de consommation;
- Augmentation des revenus par habitant, entraînant une augmentation de la consommation des ressources;
- Accroissement de la demande de produits animaux (viande et produits laitiers), en particulier d'animaux nourris aux céréales;
- Demande croissante d'agrocarburants;
- Raréfaction de l'eau et des terres;
- Effets négatifs du changement climatique;
- Ralentissement de l'augmentation de la production agricole.

La question que nous devons tous nous poser, à ce point, est de savoir si la peur est vraiment le meilleur moteur de l'action. Même si cela et probablement tout à fait justifié, rationnel et fondé sur des données vérifiées, le fait d'insister sur les événements dramatiques qui nous attendent ne nous pousse-t-il pas à nous précipiter dans la planification, n'est-il pas l'arbre qui cache une forêt inconnue, invisible ou rendue invisible? Ce sentiment d'urgence nous force-t-il à regarder la réalité d'une manière sélective, comme à travers un objectif qui réduit la profondeur de champ ou l'angle de vue? Nous pousse-t-il vers une issue de secours technologique rapide que nous n'aurions peut-être pas choisie si nous avions vu la réalité à travers un autre objectif? N'y a-t-il pas d'autres choses que nous ne voyons pas mais qui se produisent quand même, dont nous n'entendons pas parler, mais qui se disent néanmoins? Pouvons-nous choisir des chemins plus diversifiés? Dans son dernier ouvrage intitulé *Ecomind: Changing the Way We Think, to Create the World We Want* (2011), qui propose un changement des modes de pensée pour créer un monde plus conforme à ce que nous voulons, Frances Moore Lappé s'interroge sur la manière dont les problèmes sont posés: "le sentiment de culpabilité", dit-elle, "est une bien piètre motivation".

Deuxième inspiration: repousser les limites du temps

Que de fois n'entend-on pas dire "je n'arrête pas de courir" ! Si l'on pouvait décrire notre époque en quelques mots, ce serait bien ceux-là. Mais courir où, dans la valse des réunions, conférences et colloques interminables où l'on parle beaucoup et l'on n'écoute guère. L'urgence permanente de la situation, la constante précipitation, les innombrables choses qu'il faut accomplir en un rien de temps. Ce manque continuel de temps agit à la manière de l'adrénaline en nous aiguillonnant vers des actions rapides et de courte durée et en nous donnant l'illusion d'avoir la maîtrise des choses et des gens. La Fondation Long Now[1] parle d'une "capacité d'attention anormalement raccourcie".

En réaction à cette urgence fabriquée, un ingénieur en informatique, Daniel Hillis, et un biologiste, Stewart Brand, ont entrepris de construire une horloge qui donnera l'heure pendant dix mille ans. Cette réalisation de la Fondation Long Now met le doigt sur la vision à court terme qui caractérise notre époque:

Cette tendance pourrait être due à l'accélération technologique, aux perspectives à court terme des économies de marché, à l'horizon des démocraties limité au calendrier électoral, ou à l'éparpillement individuel dans une multitude de tâches. Tous ces facteurs sont en augmentation. Il faudrait corriger cette myopie par un mécanisme de rééquilibrage ou un mythe qui encourage la vision et la prise de responsabilités à long terme, c'est-à-dire sur une durée qui se mesure au moins en siècles.

Le court terme donne une planification à courte vue et peu satisfaisante. Le développement viable, en revanche, est la capacité de planifier sur de très longues projections temporelles. Il implique d'agir en faisant en sorte que les générations futures puissent prendre appui sur les choix qui ont été faits aujourd'hui. Même si nous ne pouvons prédire les besoins des générations futures, nous pouvons décider aujourd'hui de certaines actions qui auront un impact sur l'avenir. Ce sont des choix politiques et non des choix scientifiques. Ils concernent des sociétés capables de repousser les limites du temps.

Troisième inspiration: se défaire de l'illusion de l'équilibre

L'une des caractéristiques les plus singulières de notre époque est notre attachement à la notion d'équilibre, ou sinon à la notion proprement dite, du moins à la *conviction* rassurante que les choses qui nous entourent doivent trouver un état d'équilibre, une sorte d'idéal statique et illusoire de l'équilibre *parfait,* comme si s'occuper de ce qui fluctue était une affaire trop risquée.

Le principe de l'équilibre, appelé principe de Chatelier, est utilisé pour prédire les effets d'une modification des conditions d'un équilibre chimique. En économie, le terme est utilisé pour suggérer un état d'équilibre entre forces de l'offre et forces de la demande, un état du monde dans lequel les forces économiques s'équivalent et où, *en l'absence d'influences extérieures*, les valeurs des variables économiques ne changeront pas.

1. http://longnow.org/about

En réalité, plusieurs études sur la dynamique des systèmes démontrent que la notion d'équilibre (qui est le fondement de la plupart des théories du développement en agriculture, et notamment de la notion de rendement équilibré maximal) est une illusion. L'équilibre en soi est un concept qui n'existe ni dans la nature, ni en économie (Weber et al., 1990; Aubin, 1992; Cury et Roy, 1991). L'intrusion de la variabilité, de l'incertitude ou de l'irréversibilité dans la dynamique des systèmes pose la question du développement, non pas comme un effort en vue d'atteindre un hypothétique niveau *d'équilibre optimal,* mais comme une gestion constante des interactions entre les variabilités économique, sociale et naturelle dans le temps et l'espace. Penser le développement à long terme implique de gérer le mieux possible les interactions entre différentes sources de variabilité naturelle et sociale sur la base d'objectifs à très long terme.

Ici, nous touchons à la principale différence entre les notions de développement *viable* et de développement *durable.* La différence fondamentale entre les deux réside dans le rejet du principe d'équilibre, inhérent à la notion de développement durable, et de l'analyse des ressources sur la base de la gestion des stocks. La notion de développement durable est fondée sur une vision de la nature comme d'un fonds qu'il convient de gérer d'une manière optimale, au point d'équilibre, de sorte que le développement durable peut se résumer à la conservation des écosystèmes et au maintien ou au rétablissement de l'équilibre.

Abandonner l'idée selon laquelle la nature ne serait qu'un fonds de ressources à gérer permet d'aborder le développement viable comme le fait de gérer les interactions entre les variabilités économique, sociale et naturelle dans l'espace et le temps. Cela permet de tenir compte des incertitudes comme d'une caractéristique des systèmes vivants plus enrichissante que menaçante.

Quatrième inspiration: prendre un point de départ local

À première vue, changer le monde est une idée écrasante, bien que ceux qui voudraient s'y essayer soient nombreux. Par où commencer? Des exemples de voies plus durables ont été proposés mais il semble qu'ils restent difficiles à suivre. L'Évaluation internationale des connaissances agricoles, de la science et de la technologie pour le développement (EICASTD), la plus vaste étude de l'agriculture jamais réalisée à l'échelle mondiale, a proposé de nouvelles directions, mais celles-ci n'ont été appliquées qu'à une échelle inférieure à ce que l'on pouvait attendre. Le rapport 2010 du PNUE sur l'Économie verte met en évidence un virage dans d'autres directions, tout comme le fera d'ailleurs la prochaine conférence Rio+20.

Toutefois, les virages et les transitions vers des modèles viables ne prennent pas une grande ampleur. Il semble que le changement ne puisse être imposé au niveau mondial mais qu'il doive répondre à une mobilisation sur le terrain et être accompagné et encadré par l'action et les politiques de gouvernements nationaux démocratiques.

Dans leur article *Émergence,* Wheatly et Frieze (2006) appliquent les enseignements des systèmes vivants et donnent leur point de vue sur la manière dont l'innovation locale peut être étendue à l'échelle internationale. Wheatly (2009) écrit ceci:

Le monde ne change que lorsque quelques individus prennent l'initiative. Ce ne sont pas les dirigeants ou les programmes décidés à haut niveau qui amènent le changement. Celui-ci se produit lorsque les gens ordinaires se réunissent en petits groupes, font savoir ce qui leur tient à cœur et font les premiers pas pour faire évoluer la situation. (…) Je pense que nous pouvons changer le monde si nous recommençons à nous écouter les uns les autres. Lorsque nous nous réunissons pour parler de ce qui importe pour nous, nous prenons vie. (…) Il n'y a pas de moyen plus efficace d'amorcer un changement tangible, il n'est pas de pouvoir à la hauteur de celui d'une communauté qui découvre ce qui lui importe. Ensemble, nous allons définir ce que sera notre première démarche, puis la suivante et ainsi de suite. Progressivement, nous devenons plus nombreux et plus puissants. Ce n'est pas du pouvoir que nous avons besoin pour commencer, mais de la passion.

Dans *Blessed Unrest: How the Largest Movement in the World Came into Being,* and Why No one Saw it Coming (2007), Paul Hawken compare les mouvements sociaux qui se sont organisés autour du changement climatique, de la pauvreté, de la déforestation, de la paix, de l'eau, de la faim, de la conservation, des droits à un système immunitaire pour la planète en écrivant ceci:

Personne n'en connaît l'étendue, et son fonctionnement est plus mystérieux qu'il n'y paraît. La partie émergée est impressionnante: des regroupements cohérents, organisés et autonomes de dizaines de millions de personnes décidées à faire changer les choses. (…) J'ai écrit ce livre avant tout pour découvrir ce que j'ignorais. Une partie de ce que j'ai appris concerne une histoire ancienne, silencieuse, et qui refait surface, ce que le poète Gary Snyder appelle le vaste souterrain, une veine d'humanité remontant au paléolithique, qui s'inscrit dans la lignée des guérisseurs, des prêtresses, des philosophes, des moines, des rabbins, des poètes et des artistes qui parlent pour la planète, pour les autres espèces, pour l'interdépendance, une vie qui traverse souterrainement les empires.

Les grands organismes internationaux sont certes nécessaires, mais ne sont pas à même de transformer à eux seuls la réalité à moins de travailler main dans la main avec des gouvernements nationaux démocratiques et de se faire l'écho de ce vaste mouvement souterrain, galaxie d'îlots se reliant d'un continent à l'autre pour former autour de la planète une sorte de système immunitaire.

Cinquième inspiration: ouvrir de nouveaux espaces

Nous fonctionnons trop souvent comme si nous avions horreur du vide ou de ce que nous croyons être le vide, comme si les espaces vides ou vacants étaient contraires aux lois de la nature et de la physique. Nos maisons sont pleines, nos cerveaux sont pleins, nos agendas aussi. Dans la sphère du développement, on

s'occupe de contenus, d'emballages, d'activités, de productions, d'intrants, de grilles, de cadres logiques, de recommandations, d'expertises, de faits et de chiffres. Tous les interstices sont remplis et rien n'est laissé au hasard, ou le moins possible. Il ne paraît pas naturel de laisser des espaces pour la créativité et les inventions endogènes. Il ne paraît pas naturel d'accorder plus de réflexion au cadre (valeurs, principes, buts) qu'au contenu (actions, faits, résultats).

Dans la sphère agricole, tout se passe comme si l'impossibilité de saisir la raison d'être de l'agriculture paysanne avait joué contre elle, comme si elle était perçue comme un espace vide à combler. Les pressions, que nous décrirons dans le chapitre suivant, se sont accumulées, et l'agriculture paysanne, n'ayant pu être reconnue à sa juste valeur, est repoussée aux marges. La marginalisation, l'exclusion, la concentration, l'expropriation, la domination et, en général, toutes les contraintes qui accablent l'agriculture mettent en péril, aujourd'hui comme hier, l'existence de millions de personnes, qui sont peut-être à même de relever bon nombre des défis qui nous attendent. Le même phénomène se produit avec les terres en friche qui sont accaparées dans différentes parties du monde comme si ce qui apparaît comme vide était insoutenable.

Ouvrir des espaces d'autonomie et d'autodétermination, c'est ménager la possibilité de créer de la richesse. Il est plus facile pour les responsables politiques d'établir des règles et d'instaurer des contrôles, mais cela va trop souvent à l'encontre du dynamisme local qui, par définition, a besoin de souplesse, et qui demande de l'espace et du temps pour avancer par tâtonnements, avec des hauts et des bas, essayer des nouveautés et explorer l'inconnu. On ne découvrira des territoires nouveaux qu'en donnant à ceux qui les habitent l'espace nécessaire. Le défi est beaucoup plus grand lorsque le chemin n'est pas tracé et que l'on ne connaît que la direction à suivre.

Nous voici donc à notre point de départ, prêts à aller sans précipitation, sans peur, sans projets grandioses, en prenant les rênes pour une vision à très long terme, dans une direction commune où chacun a de l'espace.

Nous allons commencer par corriger quelques idées fausses fondamentales sur lesquelles les conceptions du développement agricole se sont appuyées pendant des décennies.

Ces idées fausses sont:
- les paysans sont en voie de disparition
- les paysans sont de petits agriculteurs vulnérables
- les paysans sont des entrepreneurs
- la raison d'être première de l'agriculture paysanne est la nourriture
- les rendements sont une affaire de technologie

Les idées fausses

Une transition se fait pas à pas; peu à peu les motifs, les ombres, les couleurs se transforment. La transition, c'est une *manière* de faire advenir le changement plutôt qu'une décision de ce qui doit changer. Dans ces pages, nous ne parlerons pas de recettes mais de certaines conditions qui permettent au changement de se produire. Oublions l'idée d'une transition clairement décidée en haut lieu, planifiée, programmée et définie d'avance, qui dicterait aux agriculteurs ce que désormais ils *devraient* faire, ce qu'ils *pourraient* faire ou ce qu'ils *feraient bien* de faire… Dans la transition que nous proposons, nous ne savons pas, au départ, quelles transformations individuelles seront nécessaires car elles n'ont pas été programmées d'avance, mais différents acteurs prendront une direction commune

Il existe, certes, des transitions vers des systèmes agricoles viables. Des transitions agricoles se déroulent sous nos yeux, mais elles ne sont pas accompagnées de mécanismes et d'outils pensés et conçus pour les aider. Dans de nombreuses régions du monde, des groupements et des mouvements d'agriculteurs, à différentes échelles, transforment déjà la manière de cultiver les terres. Paradoxalement, on ne s'en rend pas compte. Ces transformations profondes échappent aux outils de mesure. Aussi la question est-elle de savoir comment aller dans leur sens au lieu de les contrarier, comme c'est actuellement le cas. S'agit-il de proposer un degré de plus dans ce qui existe déjà, de changer le message tout en gardant la même approche? Ou bien est-il possible de saisir la logique qui sous-tend des modèles différents et d'entraîner nos cerveaux à remodeler l'agriculture dans une perspective autre?

Si nous choisissons la seconde option, nous devrons revenir sur certaines idées fausses, énumérées ci-après et décrites plus en détail dans le chapitre suivant.

Les paysans ne sont pas en voie de disparition

On pense à tort que les paysans sont en voie de disparition, et ce d'autant plus que le mot paysan porte une connotation négative d'arriération. Comme nous l'avons dit plus haut, les paysans sont des producteurs familiaux, des professionnels possédant des compétences étendues. Être paysan est bien éloigné de la notion d'arriération, et beaucoup de paysans, au troisième millénaire, ont sans doute des pratiques et une réflexion plus avancées et des connaissances plus diversifiées que bon nombre d'autres experts du domaine agricole. L'idée de pauvreté n'est pas non plus intrinsèquement attachée au fait d'être paysan, ce serait plutôt l'inverse. Si les paysans sont plus nombreux dans les régions pauvres c'est qu'ils sont capables de vivre même dans les milieux pauvres parce que l'agriculture paysanne est plus flexible, a plus de potentiel et est plus adaptable, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne prospèreraient pas dans de bonnes conditions.

Non seulement les paysans ne sont pas en train de disparaître, mais ils sont en augmentation dans la plupart des régions d'Asie et d'Afrique. Nous y reviendrons

plus tard dans ce document avec des explications et des cartes. Actuellement, 80 % des agriculteurs européens pratiquent activement l'agriculture paysanne (Ploeg, 2009) par des activités d'approfondissement (qui augmentent la valeur ajoutée par unité de produit, par exemple l'agriculture biologique, l'agriculture de qualité, la spécialisation régionale, la transformation à la ferme, la vente sur place, etc.), d'élargissement (en s'adjoignant des activités autres qu'agricoles telles que la gestion des paysages, l'agrotourisme, la fourniture d'autres services, etc.) et de refondation (qui permettent d'obtenir de nouvelles ressources ou combinaisons de ressources). Cette évolution vers l'agriculture paysanne n'est ni un retour au passé, ni une action de dernier recours. C'est une adaptation active aux pressions extérieures qui s'exercent actuellement.

Les paysans ne sont pas des petits agriculteurs vulnérables

Si l'on en croit la fable d'Ésope *Le chêne et le roseau,* le plus fort n'est pas toujours celui que l'on pense. Les paysans, par définition, pratiquent une agriculture plus intensive lorsqu'il s'agit de leurs propres cultures et de leurs propres animaux et s'assurent un degré élevé d'autonomie. L'agriculture marchande ou industrielle obéit à une autre logique, elle cible l'accélération de la croissance et l'augmentation d'échelle, ce qui renforce sa dépendance à l'égard du renouvellement technologique, des intrants externes et du crédit, et, par voie de conséquence, sa vulnérabilité face aux fluctuations externes des prix des produits de base, des marchés, de l'énergie, etc. Comme nous le verrons plus loin, les conditions qui régissent l'agriculture marchande portent en germe sa chute, car ce modèle d'agriculture deviendra de moins en moins viable.

Les paysans ne sont pas petits par le nombre. Selon différents auteurs (ETC Group, 2009; Pimbert, 2008), ils sont 1,5 milliard à cultiver 380 millions d'exploitations, 800 millions à cultiver des jardins de ville, 410 millions à recueillir les fruits non comptabilisés de nos forêts et de nos savanes, 190 millions de pasteurs et plus de 100 millions de paysans pêcheurs. Au moins 370 millions parmi eux sont aussi des peuples autochtones. L'ensemble de ces paysans représentent 40 % de la population mondiale et produisent au moins 70 % de la nourriture mondiale (voir la liste de référence sur le site www.ag-transition.org). Les paysans s'organisent et prennent ainsi du pouvoir à tous les niveaux, en particulier dans les négociations internationales.

Les paysans sont différents des entreprises marchandes

Les paysans ont le sens de l'entreprise, mais ce ne sont pas des entrepreneurs au sens marchand dans la mesure où leur but premier n'est pas seulement de faire du profit. Nous le verrons plus en détail dans la section suivante, où nous expliquerons ce qu' est le paysan mais aussi ce qu'il n'est pas, puisque c'est ainsi qu'il est généralement décrit dans la littérature. En bref, le bétail et les champs des paysans n'ont pas le

même aspect que la monoculture et l'élevage hors-sol. Cette différence d'aspect esthétique vient de ce que les logiques sont différentes, les modes de production, les rapports avec le vivant, et les produits sont différents.

Cette logique foncièrement différente entraîne des contrastes très marqués dans la valeur ajoutée et sa redistribution. Les deux modes de production répondent à des critères radicalement opposés en ce qui concerne la nature, la qualité et la durabilité. L'un est enraciné dans l'espace et le temps, assure la continuité des traditions tout en préparant le terrain pour les générations futures, et fonctionne selon des circuits courts et décentralisés. L'autre dissocie la consommation de la production et tend vers un mode d'ordonnancement hautement centralisé et de plus en plus dominant. La destruction des liens entre la manière de produire les aliments et le lieu de production aboutit à la création de lieux fictifs. La production des aliments devient de l'ingénierie.

Les moyens de subsistance sont la principale raison d'être de l'agriculture paysanne,

On a tendance à faire abusivement le parallèle entre l'agriculture et l'alimentation, comme si celle-ci était la seule raison d'être de l'activité agricole. Or l'agriculture est beaucoup plus que la simple production d'aliments. Une ferme est avant tout le lieu de vie d'une famille, elle est insérée dans une communauté avec sa culture, son histoire, ses relations et sa dynamique sociale. Les fermes ne sont pas des usines, et la "fordisation" de l'agriculture dans certains environnements industrialisés, avec ses tâches mécaniques, ennuyeuses, polluantes et répétitives n'a rien à voir avec ce qu'est l'activité d'une exploitation familiale. Les hommes et femmes qui vivent sur l'exploitation ont une expérience à transmettre, ils s'adaptent constamment à l'évolution de leur environnement, revoient et ajustent en permanence leurs stratégies pour faire face à l'incertitude et à l'instabilité, mènent une vie âpre dans les milieux rudes ou prospère ailleurs, travaillent d'arrache-pied, observent les changements, augmentent la diversité et vivent en étroite liaison avec la nature, quelles que soient les conditions.

Les paysans disent leur fierté et leur attachement aux lieux où ils vivent. Ils possèdent des connaissances qui vont bien au-delà des limites de leurs terres puisqu'ils agissent d'une manière empirique en s'appuyant sur un réseau étendu de relations et d'échanges avec ceux qui les entourent. La ferme est un lieu de travail où la famille et l'ensemble de la communauté ont un rôle à jouer. La main d'œuvre est fournie par la famille et mobilisée dans la communauté par des relations de réciprocité. L'agriculture paysanne est, par définition, fortement utilisatrice de main d'œuvre.

Dans de nombreux pays, les fermes sont le premier refuge en temps de crise économique. Des exemples montrent qu'en Tunisie et au Maroc, dans les années 1980, les fermes familiales ont été un élément régulateur essentiel dans les périodes

qui ont suivi les ajustements structurels, lorsqu'il était impossible de trouver de l'emploi ailleurs et que les possibilités d'émigration vers les pays du Nord s'étaient refermées. On a aussi montré que, dans la vallée du Nil, la culture très intensive de très petites parcelles pouvait absorber une main d'œuvre considérable tout en offrant des rendements totaux par hectare d'un niveau pratiquement inégalé dans le monde (Roudart, 2001). On observe les mêmes phénomènes en Grèce, où les familles victimes de la crise économique se tournent vers les campagnes.[2]

Les rendements ne sont pas uniquement une affaire de technologie, mais aussi de relations sociales

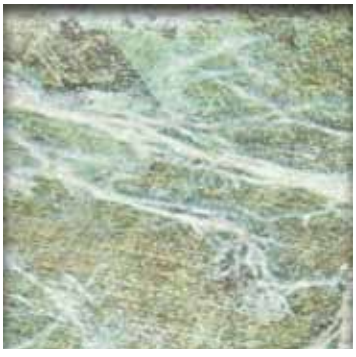
Dans les cinquante dernières années, les programmes des instituts de recherche, des experts et des grandes sociétés ont orienté l'agriculture presque exclusivement sur les rendements, séparés du temps et de l'espace. L'importance obsessionnelle accordée aux rendements a fait que, partout dans le monde, leur augmentation est devenue la priorité des programmes scientifiques et technologiques, l'effort devant porter principalement sur les solutions technologiques. La conséquence, entre autres choses, a été la détérioration de la qualité nutritionnelle des aliments.

Les rendements font partie de la valeur ajoutée et les paysans sélectionnent les variétés qui ont de meilleurs rendements, mais ce n'est pas le seul critère dont ils tiennent compte et beaucoup d'autres sont pertinents selon l'environnement et sont étroitement liés au contexte social dans lequel vivent les agriculteurs (résistance aux parasites ou à la sécheresse, hauteur de tige, goût, etc.). En ce sens, les rendements dépendent de la manière dont les ressources naturelles sont façonnées par les générations dans des contextes sociaux différents. Ils sont fortement influencés par le réseau dense de relations existant au sein de la communauté dans laquelle l'agriculture paysanne est insérée et avec laquelle elle a de nombreux liens de réciprocité.

Dans la sphère du développement, il devient de plus en plus difficile de justifier la courte vue sur les rendements. Nous savons que le monde produit suffisamment de calories pour nourrir la population mondiale à raison de 2 796 kcal par personne et par jour (chiffre de 2007), c'est-à-dire assez pour couvrir les besoins d'un adulte moyen. En réalité, la production calculée de cultures alimentaires est de 4 600 kcal par habitant et par jour avant les pertes après récolte. Ces pertes sont dues à la conversion en nourriture pour les animaux et au gaspillage domestique (Lundqvist, 2008). Le problème de la pauvreté et de l'accès à la nourriture ne se résume pas à la croissance des végétaux, à l'augmentation des rendements et à l'augmentation de la production mondiale totale de produits alimentaires. Cette réalité complexe requiert une analyse et une approche subtiles et sophistiquées, autre chose que la volonté exclusive d'augmenter les rendements.

2. Stavanger Aftenblad, 30 décembre 2011: Entre 2008 et 2010, l'agriculture était le seul secteur en croissance de l'économique grecque, avec un taux de 6,8 % et 33 000 emplois créés.

PARTIE II - LE CHAMP D'ACTION



Les nuages

Des îlots de viabilité

Les coûts

PARTIE II – LE CHAMP D'ACTION

Résumé

La nécessité de réparer la planète met en effervescence la communauté internationale, forcée d'imaginer des parades pour contenir les nuages sombres de toutes sortes qui s'amoncellent, annonçant un orage. Si un orage doit éclater, il ne viendra pas exclusivement du Sud, de l'augmentation de la population et des pressions grandissantes sur les ressources, il viendra aussi du Nord, où le renforcement de la concentration, du contrôle et de la réglementation, fait de la réalité des modèles d'extraction et d'exclusion, et confisque la valeur des lieux où elle est créée. La mutation économique, au lieu d'être verte, doit être morale. C'est alors seulement que, toutes les couleurs de la palette pourront être utilisées. Pourquoi s'en tenir au vert, alors que nous pouvons être de toutes les couleurs? Et, à propos de météorologie et d'arc-en-ciel, pourquoi prendre des mesures dérisoires pour refroidir la planète, en envoyant des miroirs ou du soufre dans la stratosphère, qui assombriraient les couchers de soleil et terniraient la lumière. Regardons plutôt sous nos pieds, dans cet espace vivant qu'est l'agriculture, en prenant des exemples tirés de la vie réelle de transitions réussies et de pratiques de conservation efficaces. Pourquoi dépenser 2 milliards de livres au Royaume-Uni ou 17 milliards de dollars aux États-Unis pour financer les coûts externes de l'agriculture moderne, alors que nous savons que ceux-ci peuvent être évités? Les cartes qui nous disent que nous pourrions faire beaucoup mieux sont là. Et les gens aussi.

Les nuages

Comme indiqué dans la première partie, tout le monde croit à l'imminence d'un orage, annoncée par l'amoncellement de lourds nuages:

- La population augmente à un rythme rapide
- Les modes de consommation changent et évoluent vers une consommation accrue de viande et de produits laitiers
- La hausse des revenus tend à accroître la demande de produits consommateurs d'énergie
- Les pressions sur la terre et l'eau s'intensifient et la productivité agricole stagne

Lorsque nous examinons ces facteurs, ainsi que les chiffres et les outils utilisés pour les mesurer, nous comprenons implicitement qu'ils semblent venir de pays où les taux de pauvreté sont élevés, dans le Sud.

Si nous braquons nos jumelles vers des horizons différents et que nous faisons un tour complet de l'espace, les choses prennent une autre tournure. Les nuages viennent désormais de plusieurs directions:

Concentration

Trois sociétés seulement contrôlent plus de la moitié (53 %) du marché mondial des semences. Les dix premières sociétés représentaient 73 % du marché mondial en 2009, et cinq des six premières sociétés agrochimiques comptent aussi parmi les plus grands semenciers du monde. Cette concentration apparaît sous la forme de sociétés bien établies dans les domaines énergétique, chimique et pharmaceutique, et maintenant aussi dans celui de la biologie de synthèse, avec un taux de croissance annuelle de 60 % qui devrait représenter un marché de 2,4 milliards de dollars É.-U. d'ici à 2013 et de 4,5 milliards d'ici à 2015. En 2009, la part des dix premières sociétés de pesticides au marché mondial a dépassé 90 % pour la première fois; les six premières représentent plus de 72 % du marché agrochimique. Les plus importants acheteurs, vendeurs et transformateurs de produits conçus à partir de matériaux biologiques sont les fabricants et les distributeurs de denrées alimentaires du secteur agroalimentaire. À l'échelle mondiale, le volume du marché du commerce alimentaire a atteint 7 billions de dollars É.-U. en 2009, dépassant le marché de l'énergie (ETC, 2011). Tels sont les fondements d'un modèle agro-industriel de production qui pollue le sol, l'eau, les plantes et le climat.

Contrôle et réglementation

En fixant les règles qui régissent les transactions et les connexions, les réseaux monopolistiques contrôlent les personnes et les ressources à distance. Ils le font en spécifiant, par exemple, que l'asperge doit être transportée par bateau ou par avion des lieux de pauvreté vers les lieux de richesse, et ils produisent un vaste éventail de prescriptions détaillées concernant la qualité, la quantité, le prix, les

délais et les lieux de livraison, les matériaux de conditionnement, les délais de paiement, le mode de production, etc. Le contrôle s'exerce à chaque interface du réseau. Par ce contrôle apparemment presque invisible, l'assemblage des ressources sociales et matérielles est commandé à distance. Ce qui ressemble, à première vue, à des spécifications techniques neutres est en réalité un mode hiérarchique de gouvernance et un mode d'agencement qui remodèlent les mondes sociaux et naturels d'une manière particulière. Cette reconfiguration est largement associée à l'accroissement et à la plus grande mobilité des flux de capitaux. Dans ce mode d'agencement, le contrôle et l'appropriation sont essentiels. Un processus de conquête qui s'empare de constellations locales, autrefois relativement autonomes et autogérées, et les assemble sous une forme nouvelle de manière à pouvoir les contrôler et les exploiter. De cette façon, la dimension "locale" est éliminée au profit d'un "lieu inexistant".

Contraintes et dépendance

La croissance exceptionnelle de l'industrie alimentaire est le résultat des contraintes imposées à l'agriculture et de la dépendance croissante des consommateurs à l'égard des supermarchés. Les pressions constantes qui sont exercées pour imposer des coûts de production plus bas entraînent un appauvrissement de la nature, des personnes et des produits. Les résultats visibles sont la dégradation des ressources, la détérioration des conditions de travail et de la qualité de vie, et partout, une augmentation des risques et le réchauffement de l'atmosphère. Ce qui compte, c'est la manière dont les choses sont faites, et non le résultat. Cela implique une explosion des coûts de transaction. Au lieu du "monde bien géré, propre et sûr" qu'on nous avait promis, la situation s'aggrave avec des risques élevés de pandémies et d'aliments contaminés, des conditions de production inhumaines et des produits mauvais pour la santé.

Reconfiguration des connexions

Réassocier autrement les ressources matérielles et institutionnelles permet de modifier les connexions. Les grandes sociétés transnationales n'apportent rien; elles ne créent pas de valeur, elles ne font qu'assembler à nouveau les choses et associer autrement les ressources existantes pour forger un modèle spécifique en recourant à la soumission et à l'exclusion, qui permettent le contrôle et l'appropriation. Les pratiques de production, de transformation et de consommation sont remodelées. Il ne s'agit plus simplement d'un autre mode de production des aliments, mais de la transformation même de ces aliments. L'accès aux banques, à la Bourse et aux circuits du pouvoir politique permet d'augmenter continuellement le contrôle sur d'importants flux de marchandises. Par le biais des marchés financiers mondiaux, et des fonds d'investissement privés et des fonds spéculatifs qui opèrent sur ces marchés, les entreprises et les institutions dans leur ensemble sont transformées en marchandises.

Dans ce cas, l'orage vient du Nord et s'étend au monde entier. Les éléments qui l'ont engendré pourraient bien ne pas être ceux auxquels on pensait initialement. Ce sont principalement la concentration, le contrôle et la règlementation, les contraintes et la dépendance, et la reconfiguration des connexions. Voilà réunies les conditions de l'orage parfait. Lorsque nous examinons les pressions exercées sur l'agriculture, nous voyons que les possibilités offertes par les marchés locaux, devenus inutiles, sont bloquées. Les institutions chargées de la gestion commune sont démantelées, les contraintes dues à la réglementation et aux procédures deviennent insupportables et les prix aux producteurs continuent de chuter et n'ont plus aucun lien avec le temps de travail ou les coûts de production. Il n'y a plus de création de valeur, la science va à l'encontre des besoins de l'agriculture, les agriculteurs sont entraînés dans une simplification excessive, les liens de réciprocité sont gelés et la tendance est la ségrégation des paysans. Et cela peut vraiment causer l'effondrement des écosystèmes de notre Terre, parce que paradoxalement, ceux qui sont marginalisés sont ceux qui sont encore intégrés dans ces écosystèmes et savent comment coexister avec eux et au milieu d'eux.

La communauté internationale, au lieu de se focaliser sur ces facteurs, parle d'une économie verte en s'occupant très peu d'une économie morale, mais l'une ne va pas sans l'autre. Dans son ouvrage intitulé *Breeding Influenza: The Political Virology of Offshore Farming* (Wallace, 2009), Wallace décrit, d'une manière qui fait froid dans dos, le système tel qu'il fonctionne aujourd'hui, et ses implications à l'échelle mondiale.

Les nuages décrits ci-dessus planent désormais au-dessus de toute la planète mais, ce qui est intéressant, c'est que les solutions existent aussi partout. Lorsque nous entendons parler des expérimentations entreprises pour refroidir la planète, qui font penser à de la science-fiction, il est surprenant de constater que les recettes magiques ignorent totalement les 90 % (IAASTD, 2009) des exploitations agricoles du monde, qui sont pour la plupart de petites exploitations familiales et qui contribuent déjà à la lutte contre le réchauffement climatique et pourraient le faire davantage.

S'appuyer sur ce qui existe déjà, et non sur des utopies, et mettre en place les conditions, les outils et les mécanismes qui peuvent aider ces agricultures à s'adapter à ce millénaire, tout cela est une question de décisions politiques, et non de ressources. Il s'agit aussi d'avoir la capacité de comprendre où se trouve la véritable richesse et de passer à une autre logique, loin des pouvoirs établis et des facteurs décrits ci-dessus. Dans les deux sections suivantes, nous allons décrire la réalité des pratiques agricoles durables, et évaluer les implications pour les sociétés et la nature du paradigme industriel moderne.

Des îlots de viabilité

Dès 1995, Jules Pretty dans son ouvrage sur la régénération de l'agriculture) (Regenerating Agriculture) affirmait:

Il est désormais clairement établi que les technologies et pratiques de régénération et de conservation des ressources peuvent apporter des avantages tant environnementaux qu'économiques aux agriculteurs, aux communautés et aux nations. La meilleure preuve vient des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine...

Développement durable

Avant d'aller voir où sont ces "îlots" de durabilité et comment ils se sont développés, nous pouvons dire quelques mots sur le terme "durabilité" et la terminologie qui s'y rapporte. Beaucoup de termes sont utilisés pour décrire les alternatives à l'agriculture industrielle: agriculture alternative, durable, régénératrice; agriculture durable à faible apport d'intrants; agriculture qui ménage les ressources; agriculture biologique, naturelle, biodynamique; agroécologie, écoagriculture, permaculture. Le terme "durable" s'emploie généralement pour définir une agriculture régénératrice et à faible apport d'intrants, qui ménage les ressources, faisant largement appel aux ressources et aux savoirs locaux. L'agroécologie est de plus en plus adoptée aujourd'hui par les mouvements paysans dans le monde entier. Pour les praticiens, l'agroécologie s'entend des méthodes d'agriculture basées sur l'application des principes tirés de la biologie. Ces principes sont les suivants (Altieri, 1995, 2002):

- *Augmenter le recyclage de la biomasse et parvenir à un équilibre des flux d'éléments nutritifs.*
- *Assurer des conditions favorables pour le sol, en le paillant ou par des cultures de protection, en garantissant un niveau élevé de matières organiques dans le sol et une biologie active des sols.*
- *Minimiser les pertes d'éléments nutritifs dans le système, en concevant un système relativement fermé, et non ouvert. Promouvoir la biodiversité fonctionnelle du système, notamment la diversité intra et interspécifique, aérienne et souterraine, et la biodiversité des paysage.*
- *Promouvoir l'augmentation des interactions et synergies biologiques entre les éléments du système qui peuvent soutenir les services systémiques, comme la régénération de la fertilité des sols et la lutte contre les ravageurs sans recourir à des intrants externes.*

Stephen Gliessman dans son article sur l'agroécologie et les agroécosystèmes (paru dans Sustainable Agriculture, 2009) établit une comparaison:

Pour tenter de clarifier ma propre réflexion sur les agroécosystèmes, je me représente souvent l'agriculture comme un fleuve, dont les fermes seraient les différentes étapes.

Si l'on pense à une ferme comme à une sorte de réservoir bien au calme au détour du fleuve, on imagine sans peine tout ce qui peut y entrer et, bien sûr, tout ce qui pourrait en sortir. En tant qu'agriculteur, je travaille dur pour garder mon réservoir (ma ferme) propre et productif le long du fleuve. J'essaie aussi de traiter soigneusement le sol, de bien choisir les plantes que je cultive, les moyens de lutter contre les ravageurs et les maladies, et le mode de commercialisation de ma récolte.

Depuis la définition du développement durable proposée par la Commission Brundtland en 1987, au moins 80 autres définitions ont été élaborées. Il n'existe pas de définition précise et absolue de la durabilité, en raison du caractère politique et controversé du concept (Sunderlin, 1995). Pour certains, ce concept implique une continuité sur une longue période de temps, pour d'autres, il signifie ne pas causer de dommages aux ressources naturelles. Dans la littérature, l'agriculture durable ne prescrit pas un ensemble de technologies, de pratiques ou de politiques, concrètement définies; elle n'est pas présentée comme un ensemble, mais plutôt comme un processus évolutif. Il est intéressant de relever que ce terme a déjà été utilisé à l'époque de la Déclaration de Cocoyoc relative à l'environnement et au développement, au début des années 1970. Il apparaissait dans une publication de l'IIED (Institut international de l'environnement et du développement), pour suggérer que les leçons tirées de l'écologie soient appliquées aux processus économiques, et s'inscrivait dans les débats sur les nouveaux paradigmes ou "perspectives", comme dirait Norgaard pour parler de son approche de coévolution (1984). Le choix du terme "développement durable" et non "écodéveloppement " qui a été présenté à Stockholm par Maurice Strong, ancien membre de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, est fortuit; c'est le résultat d'une confrontation entre les délégations des pays. La notion de "développement durable" était perçue comme étant plus proche de l'idée de croissance endogène de Walt Rostow, ancien conseiller pour la sécurité nationale aux États-Unis, et l'a emporté sur le concept d'"écodéveloppement." En connaissant l'histoire du terme, on peut mieux comprendre pourquoi il n'a jamais été adopté en tant que paradigme par les mouvements paysans. Aujourd'hui, 40 ans plus tard, c'est le concept d'agroécologie, plus proche de l'idée initiale d'écodéveloppement, qui est mis en avant par les plus importantes organisations paysannes du monde.

Documents attestant de pratiques durables

On dispose d'une masse de documentation sur les pratiques durables efficaces dans le monde entier et, de toute évidence, la quantité d'exemples non répertoriés sur tous les continents est encore plus impressionnante. Certaines sont des pratiques endogènes traditionnelles qui ont évolué au cours de millénaires. D'autres sont induites par des changements politiques ou émanent de projets localisés, et la plupart se situent dans le vaste éventail des savoirs locaux et traditionnels, influencés à divers degrés par des pratiques qui ont été introduites à différents moments de l'histoire. Nous ne choisirons que de brefs aperçus qui illustrent

les questions particulièrement pertinentes pour l'objectif du présent document: comment aller vers une transition agricole réussie et qui ait le potentiel d'atteindre une grande échelle.

Cinq situations qui ont été vérifiées dans la réalité sont présentées. La première dresse le bilan de l'applicabilité des technologies et pratiques de conservation dans le monde visant à établir s'il est ou non possible sur le terrain, dans la réalité des conditions de l'agriculture, de mettre fin à la détérioration due aux pratiques polluantes et à leur effets néfastes sur les services des écosystèmes, et, dans le même temps, d'augmenter ou de stabiliser les rendements, et d'améliorer la fixation du carbone. La deuxième concerne le passage d'un pays entier du continent américain à des pratiques agroécologiques, et la possibilité qu'il aura ou pas de nourrir ses habitants. La troisième est celle d'une grande région d'un pays d'Asie qui s'est orientée vers des pratiques plus durables; la quatrième est celle de femmes paysannes qui ont aujourd'hui de la visibilité au Brésil, et la cinquième, dans un pays d'Europe du Nord, illustre une transition dans un environnement agricole moderne typique. Une liste plus détaillée d'exemples dans le monde entier est disponible sur le site www.ag-transition.org .

1. Aperçu des pratiques de conservation des ressources

Jules Pretty et d'autres auteurs ont passé en revue les pratiques régénératrices de conservation des ressources dans le monde entier. Celles-ci ont déjà été analysées et décrites dans les années 1990 et au début des années 2000 dans différents livres et articles (Pretty, 1995; Rölling, 1998; Pretty, et al., 2002, 2005, 2006).

En 2006, les études ont montré dans quelle mesure 286 interventions réalisées dans 57 "pays pauvres" sur une surface totale de 37 millions d'hectares (3 % des surfaces cultivées des pays en développement) avaient augmenté la productivité sur 12,6 millions d'exploitations agricoles en améliorant les services des écosystèmes. L'augmentation du rendement moyen des cultures était de 79 %. Pour toutes les cultures, on a constaté une utilisation de l'eau plus efficiente, les meilleurs résultats étant obtenus pour les cultures non irriguées. La quantité potentielle de carbone fixé a été sensiblement augmentée (en moyenne de 0,35 t C ha-1 an-1) et l'utilisation de pesticides diminuée de 71 %.

Dans des travaux précédents, on a recueilli des données attestant des pratiques régénératrices de conservation des ressources qui apportent des bénéfices aux agriculteurs, aux communautés et aux nations, dans des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Dans les lieux où l'agriculture est restée largement à l'écart des solutions technologiques modernes importées, les rendements ont considérablement augmenté, souvent en utilisant peu ou pas d'intrants externes (Bunch, 1990, 1993; GTZ, 1992; PNUD, 1992; Krishna, 1994; Shah, 1994; SWCB, 1994; Balbarino et Alcober, 1994; de Freitas, 1994).

Le programme de l'IIED pour l'agriculture durable a étudié les effets de l'agriculture

durable dans un certain nombre de pays. Selon Pretty (1996), dans les 20 pays visés par ce programme, 1,93 million de ménages cultivaient 4,1 millions d'hectares en utilisant des technologies et des pratiques d'agriculture durable. Des constations empiriques montrent que les plus fortes augmentations après une transition vers l'agriculture durable se situent dans l'agriculture pluviale, dans les pays à très faibles rendements, où les nouveaux rendements moyens pour le blé, le mais, le sorgho et le millet étaient de l'ordre du double des rendements de l'agriculture conventionnelle ou avant le passage à l'agriculture durable.

Ce ne sont pas les seuls endroits où l'on peut pratiquer l'agriculture durable. Sur les terres à apport élevé d'intrants et généralement irriguées, les fermiers qui adoptent des technologies régénératrices ont maintenu leurs rendements tout en réduisant considérablement l'utilisation d'intrants (Bagadion & Korten, 1991; Kenmore, 1991; vander Werf et de Jager, 1992; PNUD, 1992; Kamp, Gregory & Chowhan, 1993, etc.).

Dans les pays industrialisés, un nombre croissant d'agriculteurs démontrent qu'il est possible de maintenir la rentabilité, même en réduisant fortement l'utilisation d'intrants (Liebhart et al., 1989; NRC, 1989; Hanson et al., 1990; Faeth, 1993; NAF, 1994; Hewitt et Smith, 1995); et en Europe (El Titi et Landes, 1990; Vereijken, 1990; Jordan Hutcheon et Glen, 1993; Pretty et Howes, 1993; Reus, Weckseler et Pak, 1994; Somers, 1993). Des études récentes sont également disponibles sur le site www.ag-transition.org.

Malgré les preuves évidentes du maintien, voire de l'augmentation de la rentabilité, dans une transition vers des pratiques plus durables, et de la diminution de l'utilisation d'intrants chimiques, ces pratiques ne se sont pas étendues dans les proportions attendues. Pretty (1998) propose quatre principes importants de durabilité, découlant de ces constatations empiriques:

- Les technologies imposées ne perdurent pas
- Les institutions imposées ne perdurent pas
- Les technologies coûteuses ne perdurent pas
- La durabilité n'équivaut pas à la fossilisation ni à l'éternelle continuation d'une chose ou d'une pratique: elle implique plutôt une capacité d'adaptation renforcée face aux imprévus et aux incertitudes.

Cependant, la plupart des réussites restent localisées, ce qui est dû en partie à l'absence de conditions politiques favorables. La plupart des politiques continuent d'encourager activement une agriculture tributaire d'intrants et de technologies externes. Ces cadres politiques sont l'un des principaux obstacles à une agriculture plus durable (…).Il reste à surmonter des difficultés considérables pour trouver les moyens d'appliquer à une plus grande échelle des processus qui ont permis des transitions réussies dans différentes parties du monde (Pretty, 1998).

Plus récemment, Pretty et d'autres auteurs ont réuni des données empiriques sur ce que certains considèrent comme une réussite et d'autres, comme un objet de

controverses: l'intensification durable de l'agriculture africaine (voir Pretty et al, 2011). Il est intéressant de constater que, lorsqu'une autre orientation est donnée aux priorités, par exemple en ce qui concerne les cultures orphelines (cultures qui ont été ignorées par les programmes de sélection du passé, telles que le manioc, la banane plantain, la patate douce, le teff, le pois cajan, etc.), la réussite peut être spectaculaire. En conclusion, les auteurs estiment que les 40 projets ont été bénéfiques à plus de 10 millions d'agriculteurs et à leurs familles dans 20 pays.

Au-delà des divergences de perspectives et d'approches, il existe, de toute évidence, un potentiel non exploité d'alliance entre les traditions et la science, en redéfinissant soigneusement les priorités dans différentes plates-formes de négociation qui pourraient être acceptables et bénéfiques aux principaux intéressés. Tout dépend des critères de définition de l'approche, de l'objectif et de la façon de la concrétiser.

2. Agroécologie à Cuba

Le cas de Cuba est la meilleure illustration d'une agriculture paysanne durable à grande échelle, qui est passée par une phase de transition en s'appuyant sur un processus d'apprentissage d'agriculteur à agriculteur (campesino-a-campesino). Peter Rosset et ses collaborateurs (2010) ont présenté la manière dont a eu lieu cette transition.

Cuba dépendait fortement des importations de denrées alimentaires (57 % en 1989), d'intrants et de machines agricoles. À la fin des années 1980, 30 % des terres agricoles du pays étaient consacrées à une monoculture d'exportation, le sucre de canne, qui générait 75 % des revenus d'exportation. Cuba était considérée comme un exemple de réussite en matière d'agriculture moderne avec l'adoption de la Révolution verte, un nombre record de tracteurs par habitant et la deuxième place pour la production de céréales en Amérique latine. L'agriculture était basée sur l'utilisation de produits chimiques externes, comme les engrais (48 % d'importation) et les pesticides (82 % d'importation). Ce modèle n'était pas fondé sur la souveraineté alimentaire et dépendait du commerce extérieur. Lorsque la situation extérieure a changé (effondrement de l'Union soviétique et du "bloc socialiste" en Europe, en 1989, et renforcement de l'embargo américain sur le commerce), Cuba a perdu 85 % de ses relations commerciales et ne pouvait plus importer de denrées alimentaires, de machines, d'intrants et de pétrole.

Une "période spéciale en temps de paix" a été instaurée pour faire face à la grave crise économique et alimentaire. La création de coopératives de paysans plus petites et plus flexibles a été encouragée, et toute la logique de production a volé en éclat. Le fait que pratiquement tous les paysans étaient membres de l'ANAP, l'Association nationale des petits exploitants agricoles, et d'une ou deux coopératives a facilité la diffusion de pratiques alternatives. Les coopératives de crédit et de services étaient composées de familles de paysans qui étaient propriétaires de leur exploitation et, dans le même temps, utilisaient en commun les machines et avaient accès aux

marchés et aux facilités de crédit par le biais de ces coopératives. Cela a contribué au fait que Cuba, dont le système d'approvisionnement en denrées alimentaires s'était totalement effondré au début des années 1990, en modifiant radicalement sa conception de l'agriculture, a pu atteindre le taux de croissance annuelle de la production alimentaire par habitant le plus élevé de toute l'Amérique latine et des Caraïbes, avec une augmentation annuelle de 4,2 % de 1996 à 2005. Le recours à l'agroécologie a joué un rôle essentiel dans la réussite de cette transition.

Selon l'analyse de Rosset:
Si, avec le recul, nous constatons aujourd'hui que l'avancée technologique dont le pays avait besoin était, en fait, une plus grande intégration agroécologique, c'est une découverte méthodologique à notre avis essentielle. Nous pensons que généralement, dans la majorité des pays et la plupart du temps, il y a une abondance de pratiques productives en matière d'agriculture écologique, mais que leur faible adoption est la norme, parce qu'il manque une méthodologie pour créer une dynamique sociale favorisant leur adoption à grande échelle.

La méthodologie qui a donné les meilleurs résultats pour la promotion de l'innovation par les agriculteurs, et les échanges et l'apprentissage horizontaux est la méthode campesino-a-campesino (CAC) (d'agriculteur à agriculteur ou de paysan à paysan). Alors que les agriculteurs innovent et mettent en commun leur savoir depuis très longtemps, la version la plus contemporaine et la plus officielle a été élaborée localement au Guatemala et s'est répandue dans l'Amérique centrale au début des années 1970 (Holt-Giménez 2006). Le programme CAC est une méthode de communication horizontale "fréirienne" (au sens de Freire, 1970), ou méthodologie applicable aux processus sociaux fondée sur les agriculteurs-promoteurs qui ont inventé de nouvelles solutions aux problèmes communs à de nombreux agriculteurs ou qui ont repris/redécouvert d'anciennes solutions traditionnelles, et qui utilisent la méthodologie de l'éducation populaire pour les faire connaître à leurs pairs.

3. Agriculture durable communautaire dans l'Andhra Pradesh, Inde

Dans l'Andhra Pradesh, en quatre années à peine, plus de 300 000 fermiers ont choisi une alternative à la Révolution verte, appelée aujourd'hui "agriculture communautaire durable (CMSA)", qui a été adoptée sur des terres agricoles d'une superficie d'un demi-million d'hectares. Que s'est-il passé? De petits paysans, se sont retrouvés pris dans la spirale de l'endettement de la Révolution verte (coût élevé des intrants chimiques, absence de crédit, accès difficile aux marchés, etc.), ce qui a provoqué au niveau national, selon les statistiques officielles de l'Inde (ministère de l'Agriculture), plus de 200 000 suicides, et a eu des effets dévastateurs sur les écosystèmes, qui n'ont pas encore été pleinement évalués.

Dans l'Andhra Pradesh, les paysans ont opté pour une transition de survie et lancé l'agriculture communautaire durable, en utilisant une plate-forme institutionnelle constituée d'organisations communautaires et de leurs fédérations pour planifier,

mettre en œuvre, gérer et suivre le programme (Kumar, 2009, Indira Kranti Patham). L'agriculture communautaire durable est une combinaison de méthodes prouvées scientifiquement, de savoirs autochtones et de sagesse traditionnelle. Elle est entièrement gérée par des institutions communautaires; une fédération de groupes d'entraide bénéficiant de services fournis par une entité à but non lucratif, la SERP (Société pour l'élimination de la pauvreté rurale), qui a élaboré un modèle institutionnel de fédérations regroupant des femmes démunies, comptant dix millions de femmes. La fédération de groupes d'entraide possède un capital de 1,5 milliard de dollars É.-U. et fournit un ensemble de services financiers et autres auxquels les pauvres n'ont généralement pas accès. L'architecture institutionnelle a permis aux pauvres d'accéder à 4,8 milliards de dollars É.-U..

Les objectifs initiaux de l'agriculture communautaire durable étaient d'assurer des aliments sains, des cultures et un sol en bonne santé et une vie saine. La gestion sans pesticides et les pratiques de conservation des sols ont été introduites par les écoles d'agriculture de terrain, où les paysans pouvaient prendre eux-mêmes leurs propres décisions sur les méthodes de gestion. Les institutions locales ont été fondamentales pour la réussite de la transition. Elles comprennent des groupes d'entraide de femmes, les fédérations villageoises d'agriculteurs (réunissant tous les agriculteurs pratiquant l'agriculture durable, où chaque foyer est représenté par un homme et une femme), et la fédération d'agriculteurs au niveau des districts. Le premier investissement a été consacré au renforcement institutionnel. Ensuite, lorsque la plateforme a été mise en place, un soutien financier a été apporté pour le renforcement des capacités. Il n'y a pas eu de subventions pour les intrants. Dans l'agriculture communautaire durable, on n'utilise que des intrants internes de sorte que les coûts de culture sont considérablement réduits. L'essentiel de la production vise à assurer la sécurité alimentaire locale. L'excédent de production est vendu sur les marchés du voisinage et sur des marchés de niche au prix fort, en tant que produits exempts de pesticides. Tous les éléments essentiels, comme la vulgarisation et la gestion des programmes, sont aux mains des communautés.

L'approche de l'agriculture communautaire durable est fondée sur le principe selon lequel une agriculture écologiquement durable présente un réel intérêt économique. En raison du succès de cette approche, les services gouvernementaux nationaux envisagent aujourd'hui de l'adopter à l'échelle nationale.

4. Visibilité des femmes paysannes au Brésil

Parmi tous les paysans qui n'ont aucune visibilité, les femmes sont celles qui en ont le moins. Emma Siliprandi (2011) a étudié les femmes et l'agroécologie au Brésil. Elle a constaté que si les femmes étaient invisibles en tant que travailleuses et citoyennes, aujourd'hui, elles ont acquis des droits et ont une voix politique. Au Brésil, les exploitants de fermes familiales représentent 84 % de l'ensemble des producteurs, mais il n'y a pas si longtemps, les femmes n'étaient pas entendues et n'avaient pas

accès à la terre et aux droits fondamentaux de sécurité sociale. Pour remédier à cette situation, les femmes ont commencé à s'organiser dans les années 1980. Au début, elles ont constitué de petits groupes, mais au fil des années, ces groupes ont grandi et se sont étendus sur tout le territoire. Les principales marches qui les ont propulsées sur le devant de la scène sont les *Marchas das Margaridas* en 2000, 2003 et 2007, qui ont rassemblé jusqu'à 50 000 femmes. À partir de 2003, le dialogue entre les mouvements de femmes rurales et le gouvernement s'est considérablement intensifié, après deux Conférences nationales pour les politiques en faveur des femmes (2003 et 2007) à la suite desquelles une série de politiques publiques axées sur la sexospécificité et l'autonomisation des femmes ont été élaborées. L'événement le plus connu a été, en 2006, l'occupation par 2 000 femmes des laboratoires qui produisaient de l'eucalyptus, à l'usine d'Aracruz Cellulose, implantée à Rio Grande do Sul, organisée par des femmes de La Via Campesina. La manifestation avait pour but de dénoncer les conséquences sociales et environnementales de l'avancée du "désert vert", créé par la monoculture intensive de l'eucalyptus, et l'expulsion violente des populations autochtones et des paysans sur les terres revendiquées par Aracruz. Les mouvements demandaient la souveraineté alimentaire, la préservation de la biodiversité et un soutien à un régime alimentaire sain, en s'appuyant sur l'agriculture paysanne qui reconnaît les femmes agricultrices.

Au fil des années, les associations de femmes se sont renforcées et structurées de manière officielle, et de plus en plus, leurs préoccupations au sujet d'une agriculture sûre et durable ont donné lieu à des formes agroécologiques de production. Des groupes se sont consolidés et ont attiré de nouveaux membres, s'étendant à d'autres municipalités. De nouveaux réseaux ont vu le jour dans lesquels tant les hommes que les femmes se sont lancés dans la production agroécologique. Quelques groupes ont été enregistrés officiellement et sont aujourd'hui en mesure de vendre aux marchés institutionnels, comme le Programme de cantines scolaires. Aujourd'hui, quelques-unes de ces femmes sont devenues des dirigeantes respectées dans leurs communautés et participent politiquement à des forums sur la santé, l'éducation, l'environnement et le développement rural. Elles sont reconnues par le gouvernement fédéral brésilien en tant que sujets ayant des droits spécifiques et bénéficient de politiques de soutien qui permettent une plus grande autonomie et l'autodétermination.

Cet exemple illustre l'importance des femmes paysannes. Dans l'Afrique subsaharienne, les femmes produisent jusqu'à 80 % de la nourriture (UNIFEM) et constituent 70 % de la main-d'œuvre agricole, alors que moins de 2 % des terres sont possédées par des femmes. Elles détiennent le savoir traditionnel qui diffère souvent de celui des hommes. Elles ont tendance à être les forces motrices qui sous-tendent les transitions agricoles au niveau des exploitations et des communautés. Leurs priorités sont différentes de celles des hommes. Alors que les hommes privilégient généralement les aspects économiques, les femmes tendent à se concentrer davantage sur la dimension sociale, et souvent sur la dimension spirituelle, ainsi que sur la nutrition et la santé. Mais elles restent sous-représentées

et leur voix n'est pas entendue. Dans l'agriculture marchande, leur marginalisation est encore plus grande, étant donné que l'agriculture est généralement contrôlée par les hommes, et le savoir local, détenu par les femmes, en particulier en ce qui concerne des cultures vivrières comme les cultures orphelines et les plantes sauvages apparentées aux espèces cultivées, tend à disparaître.

5. Coopératives territoriales aux Pays-Bas

Aux Pays-Bas, comme dans la plupart des pays européens, l'augmentation des systèmes de réglementation a nui aux relations entre l'État et les exploitations agricoles. Le manque de relations et la méfiance entre les agriculteurs et l'appareil étatique ont fait surgir la nécessité d'avoir de nouvelles formes de coopération. La création de coopératives territoriales qui ont introduit de nouvelles formes d'autoréglementation et des stratégies de développement négocié a été un bon moyen à cet égard. Le cas du nord de la Frise néerlandaise est présenté ici (Ploeg 2009).

Les coopératives territoriales correspondent bien au principe de subsidiarité, et reflètent une forte tradition démocratique. Elles réduisent les coûts de transaction liés aux programmes de développement rural actuels tout en augmentant leur étendue, leur impact et leur efficience. Elles sont, par conséquent, le complément parfait des politiques agricoles. Elles cristallisent la construction de la coopération régionale (protection de l'environnement, de la nature et du paysage), l'établissement de nouvelles formes de gouvernance rurale (avec les principes de responsabilité, d'obligation redditionnelle, de transparence, de représentation et d'accessibilité) et l'abandon des systèmes d'experts pour se tourner vers les capacités d'innovation des paysans (les coopératives territoriales sont des laboratoires de terrain). Dans les coopératives régionales, ces éléments sont réunis au sein d'une seule institution qui consolide le capital humain existant sur un territoire et le réseau des relations avec d'autres institutions régionales, nationales et supranationales, ce qui permet d'élargir l'accès au-delà du territoire.

C'est le transfert aux agriculteurs de la responsabilité de protéger les paysages de bocage contre les pluies acides qui a déclenché, à l'origine, la création des coopératives territoriales. Une solide base de réciprocité a été établie sous forme de contrat pour que chaque partie ne se sente pas victime d'attitudes opportuniste de l'autre. C'étaient les premières étapes de la fondation des coopératives, qui ont été renforcées ultérieurement lorsqu'un espace juridique a été créé pour élaborer et tester plusieurs nouveautés[3] et la construction d'une nouvelle trajectoire paysanne vers la durabilité.

Ce qui est intéressant, dans cet exemple, c'est le magnifique effet boule de neige induit par les nouveautés, une fois qu'elles ont eu l'espace et l'environnement pour émerger. Les résultats ont été les suivants: renversement des relations entre l'économie et l'environnement; changement d'attitude, passant de la défiance mutuelle à une coopération négociée entre les agriculteurs et les organismes gouvernementaux;

3. Les nouveautés se définissent comme une déviation de la règle, délibérée ou inattendue, qui n'est pas progressive; elles sont donc distinctes des innovations.

passage de l'unité de fonctionnement de l'exploitation individuelle au territoire (les questions relatives aux paysages, à la biodiversité et à la qualité de l'environnement étant ainsi traitées au niveau approprié); renversement sur le plan culturel dans le sens où le désespoir et l'apathie ont été remplacés par l'espoir et la lutte; et amélioration globale nette de la situation environnementale et sociale de la région.

Dans toutes les histoires relatées ci-dessus, on observe une tendance commune sous-jacente, le fait qu'un potentiel caché qui n'avait pas été utilisé auparavant est présent sur tous les territoires. Une fois que les conditions et les espaces ont été créés pour que différentes formes d'organisation sociale se matérialisent, une puissante dynamique créatrice entre en jeu.

Les coûts

Après avoir passé en revue quelques exemples du "côté positif de l'histoire" en décrivant la dynamique qui crée de la richesse, notamment la capacité à produire des rendements élevés, et des transitions réussies, nous allons dire quelques mots sur le côté négatif de l'histoire, c'est-à-dire sur ce qui se passe dans l'environnement et chez nous, lorsque des pratiques agricoles ne sont pas durables, ce qui est le cas du modèle de l'agriculture industrielle moderne.

La première question qui se pose est la suivante: pourquoi ne tirons-nous pas les leçons du passé? Pour ceux qui sont depuis longtemps sur la scène agricole, démontrer que l'agriculture industrielle est très néfaste pour l'environnement et les sociétés est désormais un combat inutile (voir *Viable Food Future,* Development Fund 2010; *Unwelcome Harvest*, Conway et Pretty, 2009; *Fatal Harvest, the tragedy of industrial agriculture*, Kimbrell, 2002 etc.). Et la lutte ne date pas d'hier. Albert Howard, dans son ouvrage intitulé The Post-War Task (1945) parle des nouvelles avancées des comités médicaux locaux du comté de Cheshire en 1939, en faisant la synthèse de leurs connaissances acquises depuis le début du XXème siècle. Ces comités font le lien entre leur évaluation de l'état de santé insatisfaisant de la population dont ils s'occupent et le problème de nutrition, qu'ils attribuent à l'appauvrissement des sols. Cela se passait, il y a plus de cent ans…

Howard s'appuie sur les travaux de Robert McCarrison, qui a réuni des informations sur la longévité des habitants de la vallée du Hunza, dans l'ouest de l'Himalaya, en expliquant comment une nourriture saine vient de systèmes agricoles en bonne santé, où la nourriture provient de sols maintenus dans un état de fertilité naturelle. En 1940, estimant que la quantité de preuves accumulées était suffisante, il a écrit un *Testament agricole* qui propose les points de vue suivants:

- *La santé est un droit de naissance pour toutes les choses vivantes*
- *C'est vrai pour le sol, la plante, l'animal et l'homme, qui forment une chaîne continue*

- *Toute faiblesse dans un maillon au début de la chaîne se transmet au maillon suivant*
- *Les ravageurs et les maladies très répandus parmi les animaux et les végétaux sont la preuve de la défaillance du deuxième maillon (la plante) et du troisième (l'animal)*
- *La détérioration de la santé des populations humaines dans les pays civilisés modernes est une conséquence de la défaillance de ces maillons*
- *Cette défaillance générale des trois derniers maillons est attribuée à la défaillance du premier maillon, le sol. L'incapacité à maintenir une agriculture saine a largement annulé les avantages que nous avions acquis grâce à l'amélioration de l'hygiène et de l'habitation, et aux découvertes médicales*
- *Il n'est pas difficile de retracer les étapes que nous avons parcourues, une fois que nous nous sommes attelés au problème. Nous devons garder à l'esprit les principes de la Nature concernant: a) le retour de tous les déchets à la terre; b) la coexistence des animaux et des végétaux; c) le maintien d'un système adéquat de réserve d'alimentation pour la plante, c'est-à-dire que nous ne devons pas interrompre les associations mycorhiziennes*

Ce texte a été écrit en 1940, et il est aujourd'hui plus vrai que jamais, de même que la citation suivante:
Aucune génération n'a le droit d'épuiser le sol dont l'humanité doit tirer sa subsistance(…). Ce sera déjà un résultat considérable si nous arrivons à avoir une population en bonne santé, puisque notre bien le plus précieux, c'est nous-mêmes.

Les coûts sociaux et environnementaux des pratiques non durables

Nous sommes ravis d'avoir une nourriture bon marché. La nourriture coûte de moins en moins cher, et nous pensons que c'est une bonne chose pour tous. C'est un mythe. La nourriture n'est pas bon marché. Nous oublions les coûts à payer pour l'environnement et pour notre santé. Nous payons en réalité plusieurs fois notre nourriture: la première fois dans le magasin; la deuxième, dans de nombreux pays, sous la forme d'impôts destinés à subventionner les agriculteurs, la troisième, pour nettoyer l'environnement et la quatrième, pour soigner nos maladies.

L'agriculture moderne commence dans les laboratoires de recherche avec les intrants, les engrais, les pesticides et la mécanisation. Dans les lieux où ces technologies modernes sont utilisées, les résultats sont les suivants: contamination de l'eau par les pesticides, les nitrates, les déchets du sol et des animaux d'élevage; contamination de la nourriture et des fourrages par les résidus de pesticides, les nitrates et les antibiotiques; dommages causés aux exploitations agricoles et aux ressources naturelles par les pesticides, nocifs pour les travailleurs de ces exploitations et les consommateurs; dysfonctionnement des écosystèmes, notamment des sols, et dommages infligés à la vie sauvage;

contamination de l'atmosphère par l'ammoniac, l'oxyde d'azote, le méthane et les produits de brûlage; surexploitation des ressources naturelles, qui appauvrit les nappes phréatiques, et perte d'aliments prélevés dans la nature et d'habitats; tendance à la spécialisation et à la standardisation, éviction et extinction de variétés et de races traditionnelles; nouveaux risques sanitaires et détérioration des conditions de travail des agriculteurs et de ceux qui sont employés dans les secteurs de l'agrochimie et de la transformation des aliments, et traitement cruel des animaux.

En outre, la modernisation de l'agriculture a transformé de nombreuses communautés rurales en "lieux sans vie", où il n'y a aucune vie collective, qu'on appelle souvent des déserts alimentaires. Les gens ont perdu leur emploi, les moyens de subsistance se sont spécialisés et le fossé s'est creusé entre les riches et les pauvres, et l'on assiste aussi à la cooptation par l'État des institutions villageoises et à la migration vers les milieux urbains.

À l'Université d'Essex, un cadre a été élaboré pour étudier les externalités négatives de l'agriculture britannique (Pretty, 2005):
Nous avons estimé, avec prudence, que les coûts externes annuels de l'agriculture britannique seraient de l'ordre de 1,5 à 2 milliards de livres. Ces coûts proviennent des dommages causés à l'atmosphère, à l'eau, à la biodiversité et aux paysages, aux sols et à la santé humaine. En utilisant un cadre d'analyse similaire, les coûts externes annuels s'élèvent, aux États-Unis, à près de 13 milliards de livres.

Ces coûts externes de l'agriculture britannique sont alarmants. Ils devraient nous amener à nous interroger sur le sens de l'efficience. L'agriculture reçoit chaque année 3 milliards de livres de subventions publiques, mais engendre des coûts supplémentaires de 1,5 milliard de livres dans d'autres secteurs de l'économie. Si nous n'avons pas d'autres solutions, nous devrons accepter ces coûts. Mais dans tous les cas, nous avons d'autres choix. La présence de pesticides dans l'eau n'est pas une fatalité, en fait, ces produits ne sont pas du tout nécessaires dans de nombreux systèmes agricoles. Le marché des pesticides aux États-Unis représente 500 milliards de livres, mais nous payons 120 millions de livres simplement pour les éliminer de l'eau potable. Nous n'avons pas besoin d'une agriculture qui porte atteinte à la biodiversité et aux paysages, nous n'avons pas besoin d'une production intensive d'animaux d'élevage qui favorise les infections et encourage l'utilisation excessive d'antibiotiques. …

Aux États-Unis, Erin Tegtmeier et Michael Duffy (dans International Journal of Agricultural Sustainability) avancent un chiffre annuel compris entre 5,6 et 16,9 milliards de dollars É.-U. (en dollars de 2002) représentant les dommages causés à l'eau, aux sols, à l'air, à la faune et à la flore sauvages, et à la biodiversité, ainsi que les effets néfastes pour la santé humaine. Des coûts supplémentaires annuels de 37 milliards de dollars É.-U. proviennent des dépenses institutionnelles associées aux programmes pour remédier à ces problèmes ou encourager une transition vers des

systèmes plus durables. Comme l'indiquent les auteurs, "beaucoup de gens aux États-Unis sont fiers de la nourriture bon marché. Mais cette étude prouve que ce que les consommateurs payent pour la nourriture dépasse largement le cadre du magasin d'alimentation."

L'agriculture et la pollution

Dans la plus grande partie de son histoire, l'agriculture a causé très peu de dommages à l'environnement. Les résidus des récoltes étaient incorporés dans le sol ou servaient à nourrir le bétail, et le fumier retournait à la terre. La ferme mixte traditionnelle avait peu d'effets externes. Tout cela a changé depuis la Deuxième Guerre mondiale dans de nombreuses parties du monde où les exploitations agricoles se sont fortement mécanisées et sont devenues dépendantes des engrais et des pesticides de synthèse. Ces produits agrochimiques sont la principale source de contamination d'origine agricole. La contamination vient aussi de déchets tels que les effluents de l'ensilage et le lisier des animaux d'élevage, ainsi que de déchets issus de la transformation, sur l'exploitation, de produits tels que l'huile de palme et le sucre. La contamination s'étend à la nourriture, à l'eau potable, au sol, aux eaux de surface et aux nappes phréatiques, à l'atmosphère, et atteint dans certains cas la stratosphère.

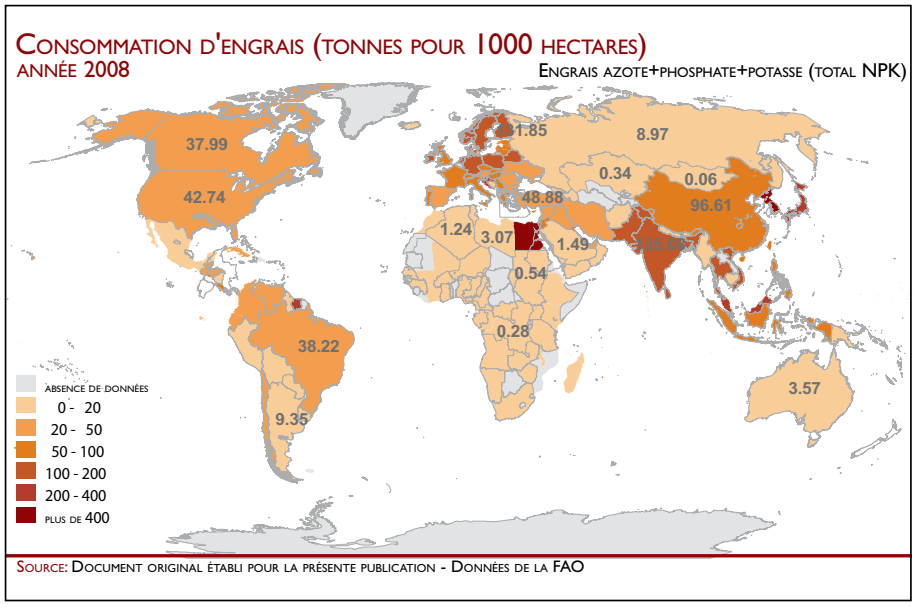
L'ouvrage intitulé Unwelcome Harvest (Conway and Pretty, 2009) passe en revue les caractéristiques de la pollution agricole. De toute évidence, ni la toxicologie ni l'épidémiologie ne mesurent clairement les risques liés aux polluants, et la perception des risques suscite de grandes divergences. Cependant, au début des années 1980, on comptait déjà un millier de nouvelles substances chimiques commercialisées chaque année.

Dans le cas des engrais, la contamination de l'environnement est due au fait que les engrais qui sont répandus ne sont pas tous assimilés par les cultures. L'utilisation d'engrais a augmenté considérablement, atteignant une moyenne mondiale de 162 kg d'engrais de synthèse par hectare de surface agricole (FAOSTAT 2008) et dans certains pays, la consommation dépasse 550 kg par hectare. L'utilisation excessive a été encouragée par des subventions élevées, mais les données de fait abondent sur l'augmentation rapide des concentrations de nitrates, ces dernières décennies, dans les eaux de surface et les nappes phréatiques. Alors que les engrais sont moins nocifs pour la flore et la faune sauvages que les pesticides, ils sont dangereux pour la santé humaine. Il en résulte que nous ingérons des nitrates qui, s'ils ne sont pas directement toxiques, peuvent se transformer en nitrites qui sont impliqués dans un certain nombre de maladies graves, dont quatre d'entre elles sont la méthémoglobinémie et les cancers de l'estomac, de la vessie et de l'œsophage. La première, la méthémoglobinémie, est souvent appelée le "syndrome du bébé bleu". Dans cette maladie, la capacité du sang à transporter de l'oxygène est réduite et les personnes touchées, généralement des enfants, présentent des signes de bleuissement de la peau (cyanose), qui commencent autour des lèvres et s'étendent sur tout le corps, conduisant à une perte de conscience et à la mort.

La pollution due aux engrais est un problème croissant en Chine où l'augmentation de la consommation d'engrais a été vertigineuse ces dernières années (96 kg par hectare de surface agricole dans la Chine continentale et 533 kg par hectare dans la province de Taiwan). Le pays détient ainsi le record absolu de la consommation mondiale d'azote avec près de 37 millions de tonnes en 2009 (FAOSTAT), soit beaucoup plus que les sept premiers pays réunis: le deuxième, l'Inde (15,6 millions de tonnes); le troisième, les États-Unis (11 millions de tonnes); le quatrième, le Pakistan (3,5 millions de tonnes); le cinquième, l'Indonésie (3 millions de tonnes); le sixième, le Brésil (2,4 millions de tonnes); et le septième, la France (2 millions de tonnes). Ces 37 millions de tonnes représentent 35 % de la consommation mondiale d'engrais azotés

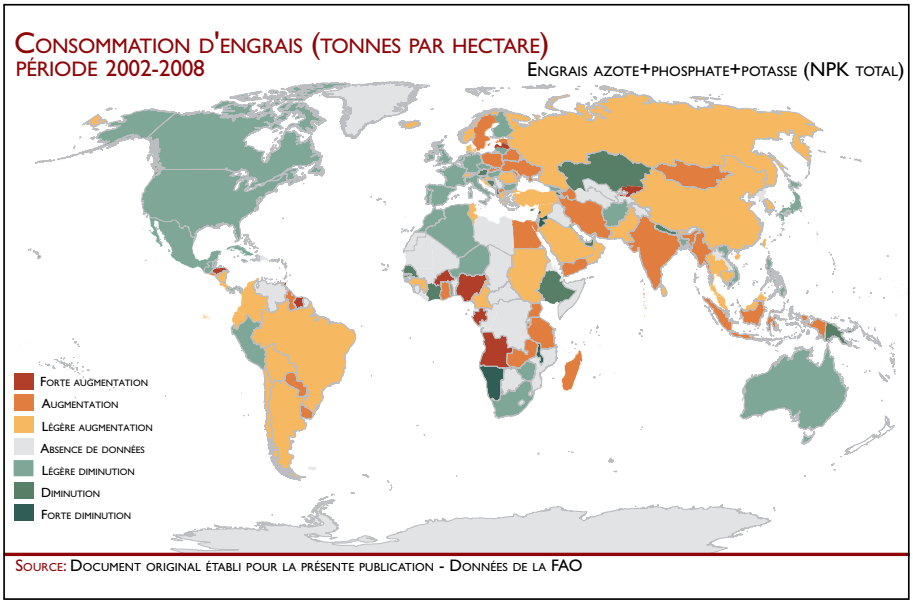
Aujourd'hui, nous constatons que des pays prennent différentes directions: certains, comme la Chine, continuent d'encourager l'utilisation croissante d'intrants de synthèse en les subventionnant fortement; d'autres, qui ont expérimenté les conséquences négatives d'une utilisation excessive réduisent leur consommation, tout en s'efforçant de remédier aux conséquences. À cet égard, l'OCDE a élaboré une méthode pour l'estimation du bilan de l'azote à la surface du sol au niveau national (2001), afin d'éviter une utilisation excessive. Voici deux exemples de tendances opposées: la Thaïlande, avec une augmentation de 68 % de 2002 à 2009 et l'Allemagne, avec une diminution de 14 % pendant la même période.

La consommation actuelle d'engrais de synthèse dans différents pays du monde et les tendances de cette consommation, ces dix dernières années, ont été analysées pour le présent document, sur la base des dernières données de FAOSTAT.



SOURCE: DOCUMENT ORIGINAL ÉTABLI POUR LA PRÉSENTE PUBLICATION - DONNÉES DE LA FAO

De toute évidence, la consommation la plus élevée d'éléments nutritifs de synthèse par surface agricole se trouve dans les pays d'Asie (Chine, Corée, Japon, Malaisie, Viet Nam, Inde, etc.), dans les pays d'Europe du Nord (Norvège, Finlande, Pays-Bas, Danemark, etc.), au Moyen-Orient avec Israël, en Afrique avec l'Égypte et en Amérique avec le Suriname.



La tendance générale de ces dix dernières années a été une diminution de la consommation d'engrais dans la plupart des pays industrialisés: Amérique du Nord (États-Unis et Canada), Europe (Espagne, France, Italie, Royaume-Uni, Finlande, etc.), Australie, et une augmentation générale dans certains pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe de l'Est.

Lorsqu'on examine chaque pays, la carte montre une forte baisse au Kazakhstan, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Angola, au Malawi, en Éthiopie, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, etc., et une forte augmentation dans pays suivants: Inde, Mongolie, Indonésie, Myanmar, Iran, Azerbaïdjan, Suède, Pologne, Biélorussie, Ukraine, Ghana, Burkina Faso, Nigéria, Gabon, Égypte, Angola, Yémen, Suriname, Guyane, Paraguay, Uruguay, etc.

On peut interpréter la tendance générale observée de la manière suivante: les pays qui ont connu une longue période d'utilisation excessive d'engrais de synthèse réorientent aujourd'hui leurs stratégies vers une consommation réduite et une dépendance énergétique moins grande, alors que les pays "émergents" et ceux qui n'ont pas encore été confrontés aux effets de la dégradation de l'environnement et de la santé se situent encore dans la courbe ascendante de consommation; celle-ci est généralement encouragée par des subventions élevées et des politiques autoritaires.

Après l'importance de l'utilisation d'intrants de synthèse externes dans différents pays et la tendance actuelle, que nous venons d'examiner, la question qui se pose aujourd'hui est la suivante: que savons-nous des effets sur les sols de décennies d'utilisation d'intrants et de la mécanisation? C'est le sujet de la section suivante.

Dégradation des terres

Lorsqu'on parle du passage à des formes d'agriculture viables, il est important de mieux comprendre les effets naturels et ceux de l'action humaine sur les terres. Les cartes interactives sont un outil très efficace pour comprendre la réalité et les tendances. À cet égard, la FAO a réalisé un travail remarquable, ces cinq dernières années, pour fournir des données mondiales actualisées et très élaborées sur la dégradation des terres. Certains résultats ont été donnés dans L'*état des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde (SOLAW)* en 2011, et d'autres, élaborés dans le cadre du projet "Évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides" (LADA) et du Système d'information sur la dégradation des terres dans le monde (GLADIS), seront publiés ultérieurement. Les informations fournies dans le présent document ont été sélectionnées uniquement pour donner une idée générale des tendances, puisque les travaux ne sont pas achevés et que les données sont encore en cours d'examen: *"Données issues de GLADIS - FAO 2011. Données provisoires en cours d'examen. Ne pas utiliser à des fins opérationnelles" www.fao.org/nr/lada."*

Au fil des années, la dégradation des sols est devenue une source de préoccupation croissante. Une étude récente de la Commission européenne (CE, Direction générale Environnement, 2010) estime que la gestion inappropriée de la diversité biologique des sols dans le monde cause une perte annuelle de 1 billion de dollars, et l'utilisation des pesticides, une perte annelle de plus de 8 milliards de dollars.

Les évaluations mondiales des terres ont commencé, il y a 35 ans, mais jusqu'à une date récente, elles ne permettaient pas d'indiquer les lieux des dégradations, les effets sur les personnes, et les coûts pour les gouvernementaux et les utilisateurs des terres, ni de prévoir ce qui arriverait si les sols, les ressources en eau et la végétation continuaient de se dégrader. L'Évaluation globale de la dégradation des sols induite par l'homme (GLASOD) a été produite en 1991 par l'ISRIC (Centre international de référence et d'information pédologique) et le Centre mondial de données sur les sols, avec la participation de plus de 250 scientifiques, mais les résultats n'ont pas été actualisés, et même l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (2005) a dû utiliser les résultats de GLASOD de 1991.

Ce n'est qu'en 2006, avec le lancement du projet LADA, que les travaux pour quantifier et analyser la dégradation des terres ont pu se poursuivre. Dans ce projet, la dégradation des terres est définie comme suit:

C'est la réduction de la capacité des terres à fournir des biens et des services écosystémiques et à assurer leurs fonctions sur une période donnée pour les bénéficiaires. On entend par biens écosystémiques les quantités absolues de produits de la terre ayant une valeur économique ou sociale pour les êtres humains. Ils comprennent la production animale et végétale, la disponibilité des terres et les ressources qualitatives et quantitatives en eau. Les services écosystémiques concernent des éléments plus qualitatifs et leurs effets sur les bénéficiaires et l'environnement. Aucun de ces termes ne peut être défini d'une manière simple.

GLADIS a introduit des strates supplémentaires, qui permettent de caractériser de manière plus approfondie la dégradation des terres, et décrit l'état et le processus des terres dégradées et des terres en cours de dégradation. Les résultats sont présentés à l'aide de graphiques en étoile à six axes représentant les six aspects synthétiques de la dégradation des terres: biomasse, santé des sols, ressources hydriques, biodiversité, production économique, et richesse sociale et culturelle.

Processus écosystémiques décrits dans GLADIS: maintien des flux énergétiques, dissipation, modulation climatique; maintien des flux hydrologiques, cycle hydrologique, productivité biologique, pollinisation des plantes; maintien des cycles biogéochimiques, stockage, cycles minéraux-gazeux, qualité de l'eau et de l'air; décomposition, altération, développement et stabilité du sol, qualité des sols; préservation de la diversité biologique; et absorption, régulation, dilution, détoxication pour éliminer les polluants xénobiotiques.

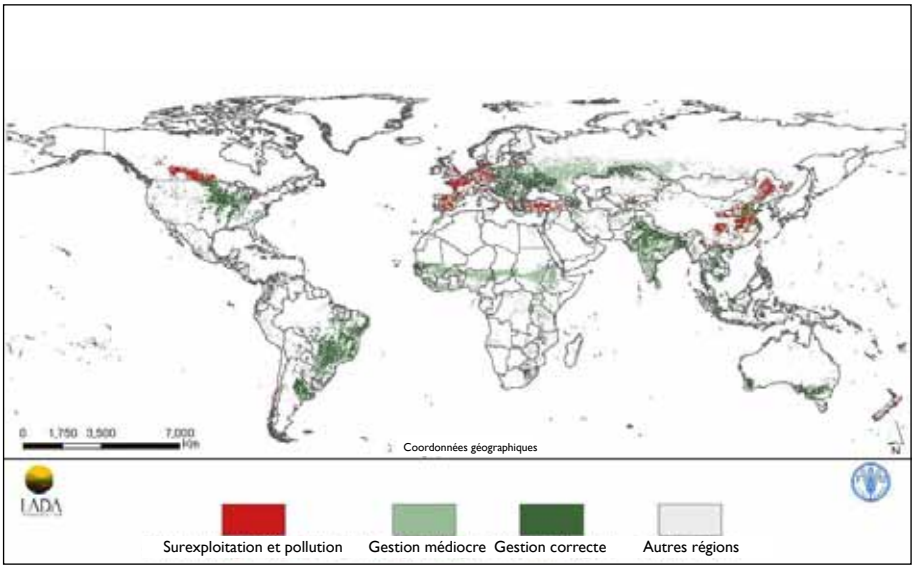
Biens écosystémiques: aliments, matériaux de construction, plantes médicinales, gènes sauvages pour les plantes et les animaux domestiques, et eau.

Services écosystémiques: maintien des cycles hydrologiques; régulation du climat; purification de l'eau et de l'air; maintien de la composition gazeuse de l'atmosphère; pollinisation des cultures et autres plantes importantes; formation et maintien des sols; stockage et recyclage des éléments nutritifs essentiels; absorption des polluants et détoxication; et beauté, inspiration et loisirs.

Les cartes interactives de GLADIS n'ont pas encore été publiées, parce qu'il faut encore vérifier les faits sur le terrain et que les travaux sont toujours en cours. Néanmoins, prises avec précaution, puisqu'elles ne sont pas définitives, elles permettent de se faire une très bonne idée de l'état et des tendances; en les considérant comme des indications générales à un moment précis, elles peuvent donner une bonne image de la situation. L'actualisation de GLADIS serait un progrès décisif dans la connaissance de la dégradation des terres dans le monde.

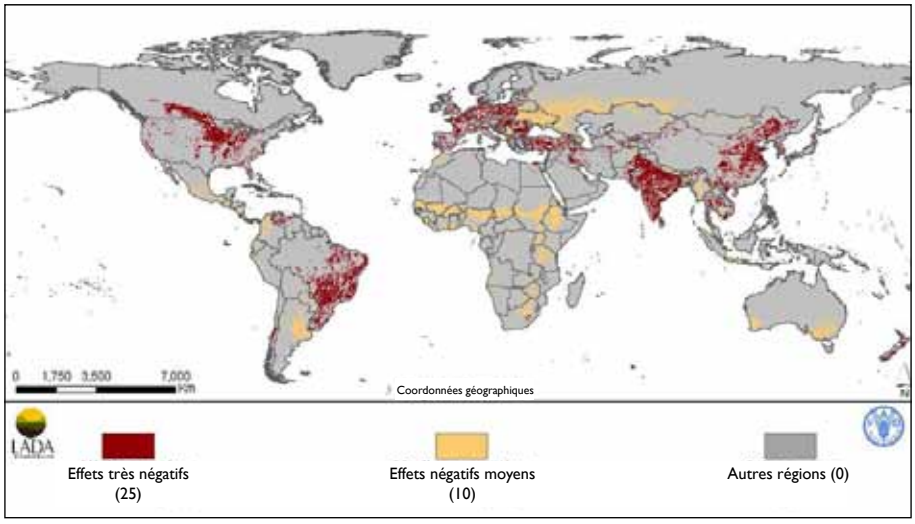
Les quelques cartes qui sont présentées dans cette partie doivent être considérées comme des "travaux en cours."

Pollution des sols due à l'agriculture

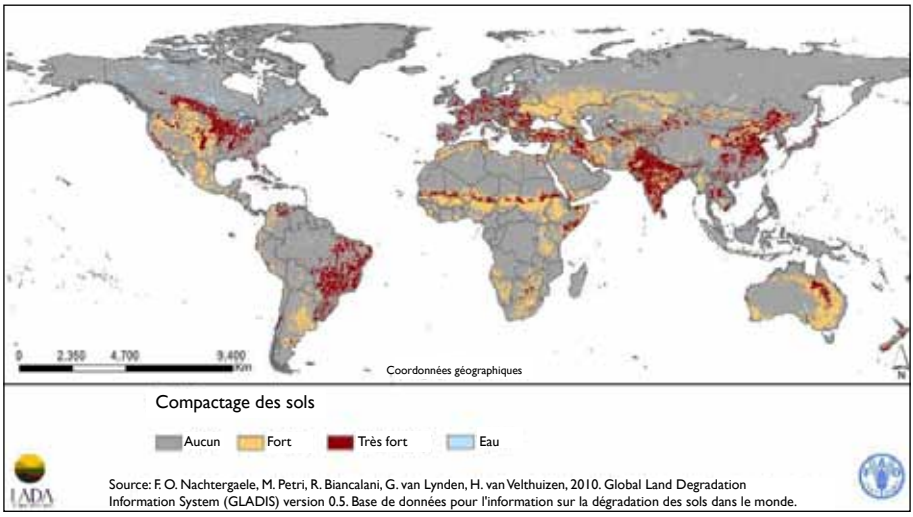


L'état de la santé du sol dépend des propriétés du sol par rapport à l'utilisation réelle. La tendance de la santé du sol dépend de deux pressions majeures: la perte physique de masse et de structure du sol, et la santé chimique (éléments nutritifs, toxicité). La présence de substances toxiques est due à un niveau élevé d'intrants et de gestion, par exemple la toxicité au cadmium est liée à de fortes applications de phosphore ou à l'utilisation excessive d'engrais azotés, qui polluent les nappes phréatiques.

Pression exercée par la mécanisation dans l'agriculture

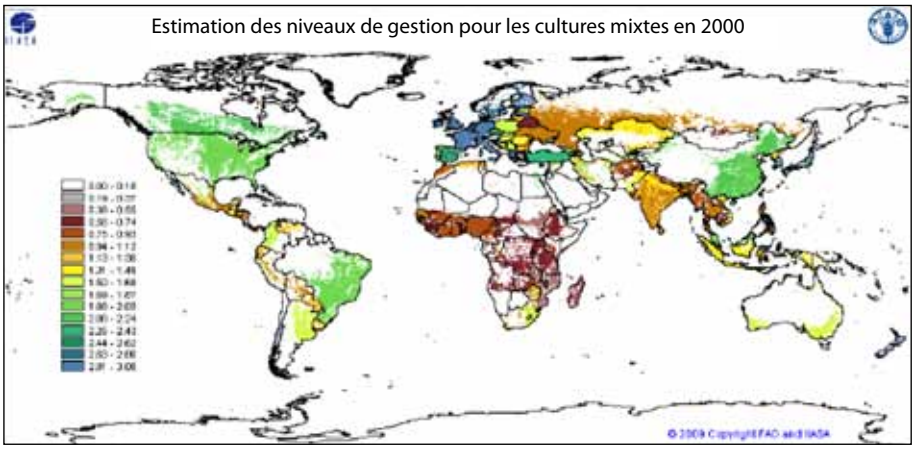


Compactage des sols dans le monde



Le compactage du sous-sol se produit en cas de pressions externes et peut créer des couches imperméables. Les causes les plus courantes sont la forte concentration d'animaux d'élevage (climats secs, autour des points d'eau) et l'utilisation d'engins lourds, généralement dans l'agriculture industrialisée.

Niveaux de gestion

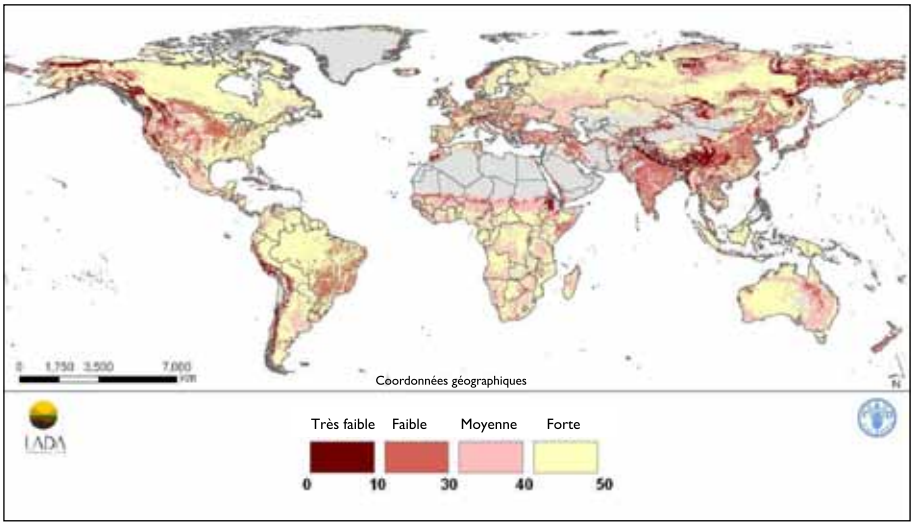


Niveaux de gestion tels qu'ils sont définis par la FAO en collaboration avec l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA). Dans *L'état des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde (SOLAW)* de la FAO, une terre est définie comme apte à l'agriculture lorsqu'elle permet d'atteindre des rendements déterminés pour diverses cultures. Selon la méthode et la modélisation mises au point par l'IISAA, le ratio de gestion est de 1 lorsque les rendements correspondent au potentiel à faible niveau d'intrants. Il est

inférieur à 1, lorsque les rendements sont inférieurs au potentiel. Il est supérieur à 1, ce qui constitue un ratio élevé, lorsqu'il représente une forte intensité d'activités agricoles et, par conséquent, il est considéré comme présentant un risque de pollution.

L'illustration d'une gestion médiocre repose sur la disponibilité des éléments nutritifs des sols (la disponibilité des éléments nutritifs dans le sol est un indicateur qui prend en considération la texture, le taux de carbone organique et le pH des sols, et le total des bases échangeables) en comparaison avec les niveaux de gestion globale et d'intrants. L'appauvrissement en éléments nutritifs est dû à l'érosion des sols et à de mauvaises pratiques de gestion. Le tableau d'ensemble de la gestion met en lumière des indices de gestion qui sont bas en Afrique (sauf en Égypte et en Afrique du Sud), des valeurs d'environ 1 en Russie et en Ukraine, d'environ 1,5 dans les pays de culture extensive, comme l'Australie et l'Argentine, proches de 2 au Canada et aux États-Unis, et des valeurs entre 3 et 4 pour les systèmes de production intensive en Europe d'Ouest.[4]

Résilience des sols



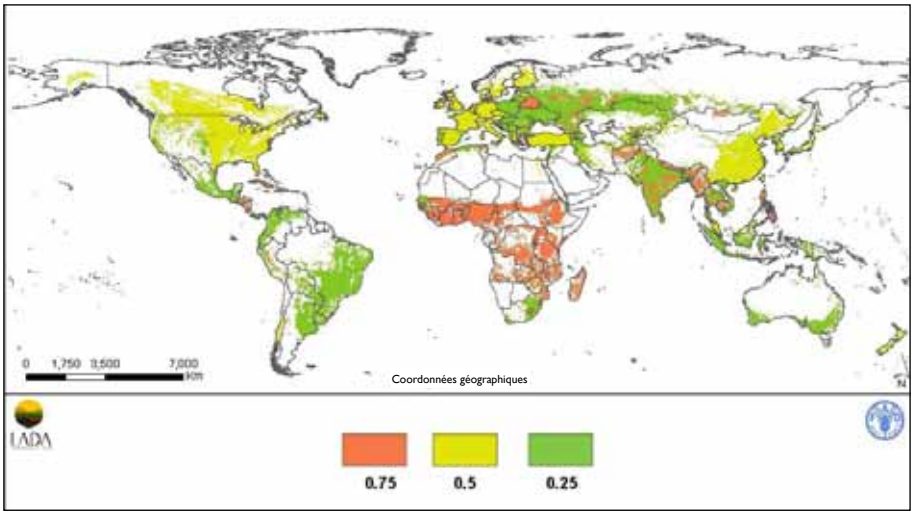
Évaluation du processus de dégradation des sols (0 = dégradation la plus importante ou très faible résilience/50 = pas de changement ou résilience élevée)

Le processus de dégradation des sols provient de la dégradation chimique et physique des sols et donne une idée de leur résilience. En résumé, dans GLADIS, l'état de santé des sols, évalué par rapport au couvert végétal/l'utilisation de la terre actuels, montre que des pays dans le Sahel, sur la ceinture de la savane en Afrique

4. L'indice de gestion est estimé par comparaison des rendements de l'année 2000 réduits (après application des coefficients de pondération internationaux de 2000/2001) avec les rendements potentiels pour un faible niveau d'intrants. Des ratios inférieurs à 1 représentent des surfaces où les niveaux de rendement sont en dessous de leur potentiel, pour un faible niveau d'intrants et de gestion. Des ratios élevés pour le facteur de gestion représentent une forte intensité d'activités agricoles et sont donc considérés comme un risque de pollution.

et au centre des États-Unis, ainsi que certains pays d'Europe du Nord-Ouest sont évalués plus sévèrement. La partie orientale du Brésil et l'Inde sont également touchés. En ce qui concerne les *tendances* de la santé du sol, la pire des situations se trouve dans des zones montagneuses (Himalaya, Andes, Rocheuses, Alpes) et est associée à des zones agricoles qui sont soit sous-gérées (la plus grande partie en Afrique, à l'exception de l'Afrique du Sud), soit gérées de manière excessive (généralement en Europe de l'Ouest).

Protection des sols

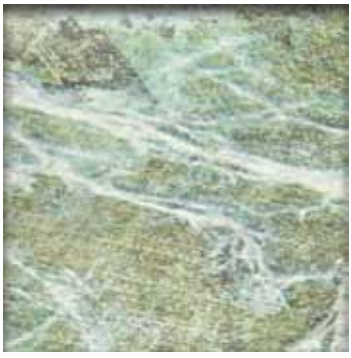


Le sixième facteur, et le dernier, est le facteur de gestion. Le facteur P (protection), évalue le degré d'efficacité de la gestion des terres en matière de protection. Sur la carte, la partie en vert représente les zones où la terre est la mieux protégée. Lorsque le sol n'est pas protégé (sol nu), le facteur P est de 1 et lorsque le sol est bien couvert (prairies, couverture herbacée), donc presque entièrement protégé, le facteur P est proche de 0.

Lorsqu'on examine ces cartes, on voit qu'il existe un potentiel élevé d'amélioration de la gestion des terres agricoles. Il semble que la dégradation des terres soit une réalité, tant en termes d'état que de tendances, directement liée à l'activité anthropique et que beaucoup d'améliorations peuvent être apportées à cet égard.

La partie suivante étudie une autre logique appliquée aux relations avec la nature, qui est l'agriculture paysanne. Cette autre manière d'évoluer en accord avec la nature a le potentiel, à grande échelle, de transformer considérablement la manière dont les terres se dégradent aujourd'hui.

PARTIE III - UNE AUTRE LOGIQUE



Les différences

Le déroulement

L'émergence d'une nouvelle paysannerie

PARTIE III– UNE AUTRE LOGIQUE

Résumé

Nous voici arrivés au cœur du sujet, là où les fils et les liens se nouent et se dénouent, au nœud gordien, en somme. Nous avons maintenant la possibilité de faire d'autres liens et de configurer autrement les choses en nous appuyant sur une autre logique, de remettre les rênes dans les mains des paysans, de reconnecter autrement nos neurones pour voir que l'activité marchande n'est pas l'alpha et l'oméga de la vie, bien qu'elle y ait aussi sa place. Tout dépend de l'ordre des choses. Essayons de retrouver notre curiosité et notre ouverture d'esprit d'enfants pour avoir un regard neuf. Qu'est-ce donc qu'être paysan? C'est une vie rude, âpre et difficile, certes, mais aussi pleine d'humanité et de bienveillance. À cet égard, Steven Pinker nous donne de l'espoir pour l'avenir avec son ouvrage sur le déclin de la violence (*The Better Angels of Our Nature: Why Violence Has Declined, 2011*). En quoi consiste la différence fondamentale entre les paysans et les entreprises marchandes? Qu'y a-t-il chez un paysan que les agro-entrepreneurs n'ont pas ou ne savent pas? Comment se déroule l'agriculture paysanne? Comme se crée la valeur? Les paysans sont-ils en voie de disparition ou, au contraire, de plus en plus nombreux? Leur manière de conduire leur exploitation, de traiter les fruits de leur travail est-elle en expansion ou en régression? Où se trouvent-ils? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre dans cette partie.

Les différences

Dans le chapitre précédent, nous avons exploré les arcanes d'une forêt dense. L'analyse de diverses tendances révèle qu'il existe plusieurs chemins, souvent opposés et contradictoires. Certains ont abouti au développement de formes viables d'agriculture, à l'issue de transitions réussies dont nous avons évoqué quelques exemples (sachant qu'il en existe beaucoup d'autres dont nous ignorons jusqu'à l'existence), tandis que d'autres s'avèrent très coûteux pour l'environnement et les sociétés et ne tarderont pas à être intolérables avec l'augmentation du prix des énergies fossiles.

Il est clair, toutefois, que les solutions globales et les recettes toute faites doivent être reléguées. Elles ne font plus partie de ce millénaire, ni la vision du monde qui leur a donné naissance. Chaque fois que nous voyons une transition fonctionner, c'est que des formes endogènes de développement (c'est-à-dire un développement qui se crée essentiellement à partir de ressources locales) ont trouvé une voie pour s'exprimer et que des communautés locales en ont pris les rênes.

Dans notre exploration, nous avons aussi scruté l'horizon pour voir d'où viendrait l'orage, si tant est qu'il doive survenir, sachant que les nuages peuvent être produits par la concentration, l'exclusion et le contrôle plus encore que par la crainte malthusienne d'un accroissement démographique qui ferait pression sur les ressources, quoique ce facteur ne soit pas à négliger. Cela nous ramène au début de notre analyse, aux idées fausses de base et à la focale à travers laquelle nous percevons le monde.

Cette partie s'ouvre sur une semi tautologie:

- il n'y a pas d'agriculture sans travail de la terre;
- il n'y a pas de travail de la terre sans agriculteurs.

La grande faiblesse du développement agricole a été, aussi surprenant que cela paraisse, de ne pas comprendre qui sont ces agriculteurs. Comprendre les agriculteurs, c'est comprendre qui sont ces hommes et ces femmes qui ont cultivé la terre pendant des millénaires, c'est comprendre l'agriculture familiale, c'est enfin et surtout, comprendre qui sont les paysans. Cela implique d'être capable de saisir une logique autre que la simple logique marchande; certes, les paysans font du commerce, mais ce n'est qu'une petite partie de leurs activités; vouloir résumer l'agriculture à cet aspect des choses est une attitude réductionniste, une façon de se cacher la forêt derrière l'arbre.

L'origine du mot "paysan", en usage depuis le XVe siècle, est *paisant/pais/pays* qui signifie "qui appartient au pays". Être paysan, c'est donc être enraciné dans un lieu et dans l'histoire de ce lieu; la beauté de ce mot vient de ce qu'il donne une dimension temporelle et spatiale à l'acte de travailler la terre. Le terme correspondant en anglais est *"peasant"* et en espagnol *"campesino"*, de *"campo"*, la campagne. Les termes français et espagnol ont une connotation négative beaucoup moins forte que le

terme anglais et comportent une notion d'attachement: c'est le terme qu'utilisent ceux qui ne sont pas agriculteurs pour parler de leurs ancêtres, de leur famille ou de leurs amis agriculteurs. Les paysans travaillent sur des exploitations familiales, c'est-à-dire qu'ils utilisent principalement le travail de la famille et de la communauté environnante, avec laquelle ils entretiennent des relations de réciprocité.

Karen Pedersen, ancienne présidente de la National Farmers Union, un syndicat agricole canadien, déclarait ce qui suit (Pimbert, 2009):

Les mots pour nous désigner changent constamment. Autrefois, nous étions des paysans. Puis ce terme a pris une connotation "surannée"; alors nous sommes devenus des fermiers. Aujourd'hui, "fermier" est synonyme d'inefficacité; alors on nous encourage fortement à nous moderniser et à nous considérer plutôt comme des gestion¬naires, des gens d'affaires ou des entrepreneurs capables de gérer des lopins de terre de plus en plus vastes. Eh bien moi, je suis une fermière et une paysanne. Je me suis rendu compte que j'ai beaucoup plus de choses en commun avec les paysans qu'avec certains de mes voisins qui ont opté pour l'agrobusiness. Je revendique le nom de paysanne parce que je crois que l'agriculture à petite échelle est plus efficace, socialement intelligente et axée sur la communauté. Le terme "paysan" désigne le type d'agriculture et de communauté rurale que nous défendons.

Emiliano Cerros Nava, membre de l'UNORCA (Union Nacional de Organizaciones Regionales Campesinas Autonomas), fédération de syndicats paysans mexicains, ajoutait:

Ce débat linguistique se livre à un niveau supérieur, chez ceux qui sont plus instruits. Dans les champs, cela ne nous préoccupe pas. Nous continuons d'être des paysans. C'est comme ça.

Les paysans et surtout l'agriculture paysanne et sa réémergence en tant que modèle post-moderne sont décrits dans le livre de Jan Douwe van der Ploeg, *The New Peasantries - Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization* (2009), dont est tirée l'argumentation qui suit.

Les théories tournent souvent autour de l'idée que le paysan est un obstacle au changement, une figure sociale qui doit disparaître ou qui doit être activement écartée. Théoriquement, les paysans (ou petits producteurs familiaux) ont été coupés de la terre et remplacés par des "entreprises agricoles" (c'est-à-dire des entreprises marchandes) bien équipées pour entendre la logique du marché. Derrière cette invisibilité fabriquée, la réalité concrète est que les paysans sont plus nombreux que jamais. Il y a une combinaison troublante d'invisibilité et d'omniprésence. La condition paysanne, pleine de contradictions, est une lutte incessante pour l'autonomie et le progrès dans un contexte caractérisé par de multiples rapports de dépendance sur lesquels se greffent des processus d'exploitation et de marginalisation. Toutefois, lorsque l'on creuse un peu la réalité de l'agriculture paysanne, il ressort clairement que les paysans ont un rôle capital à jouer dans les sociétés modernes et qu'un monde avec des paysans est préférable à un monde sans paysans.

Premièrement, il faut comprendre que les paysans ne sont pas comparables à des entreprises marchandes. La première raison d'être de l'agriculture paysanne, à côté des aliments qu'elle nous fournit, c'est de procurer des moyens de subsistance et du travail. Les rendements sont étroitement liés aux relations sociales. Les paysans ne sont pas en voie de disparition; au contraire, leur nombre augmente; enfin, ce ne sont pas de petits agriculteurs vulnérables.

Prenons, pour expliquer qui sont les hommes et les femmes qui vivent de l'agriculture familiale (plutôt que de décrire ce qu'ils *ne sont pas*), la distinction faite par Van der Ploeg entre les trois modes de production: agriculture paysanne, agriculture (ou entreprise) marchande et agriculture industrielle. La distinction n'est pas toujours très nette entre ces trois catégories et il existe plusieurs degrés intermédiaires, des agriculteurs qui sont plutôt paysans et des agriculteurs plutôt marchands, mais cette distinction nous permet de comprendre la différence de logique qui sous-tend l'un et l'autre mode de production agricole. On se représente généralement les fermes paysannes comme de petites entités vulnérables. On pense que les exploitations industrielles sont vastes et solides et qu'entre les deux, les entreprises agricoles cherchent à s'agrandir sans cesse.

Ces représentations sont sans fondement. L'agriculture industrielle ou les entreprises agricoles peuvent être aussi vulnérables que l'agriculture paysanne, voire plus, car la différence ne tient pas à la taille. Elle tient essentiellement à la manière de configurer le social et le matériel, autrement dit dans des priorités et des conceptions de la vie différentes. Comme nous l'avons vu plus haut, si vous regardez le champ d'un paysan, vous voyez qu'il n'a pas le même aspect que les champs industriels.

C'est une idée très répandue que la plupart des aliments sont produits industriellement. En réalité, c'est tout le contraire. La plupart des aliments sont produits par des paysans et consommés sur place, dans un rayon de 150 km ou dans le périmètre national. Selon des estimations prudentes (ETC Group, 2009; EICASTD, 2009; FIDA, 2009; PNUE, 2011; FAO, 2011, Altieri, 2008, World Watch Institute, 2005; Science 2020; etc.), les paysans produisent 70 % des denrées alimentaires dans le monde, dont 80 % sont consommées localement (voir les références sur le site www.ag-transition.org).

L'idée qu'il n'y a pas d'autre choix que de continuer à industrialiser la production pour atteindre les niveaux de production nécessaires pour nourrir une population humaine en augmentation est simplement erronée. La réalité, c'est que les niveaux de production sont entre les mains des paysans; en prendre conscience facilitera la création de conditions plus favorables. La tâche n'est pas facile car la science elle-même a rendu l'agriculture paysanne invisible. Elle a créé un modèle idéal de ce que devrait être l'entreprise agricole marchande en laissant dans l'ombre la manière paysanne de pratiquer l'agriculture dans les campagnes.

Les différences intrinsèques entre l'agriculture paysanne et l'agriculture marchande sont les suivantes:

- L'agriculture paysanne repose sur l'utilisation durable du capital écologique. Son but premier est de fournir des moyens de subsistance. Elle assure beaucoup d'autres fonctions que la nourriture. Le plus souvent, c'est la famille qui possède la terre ou détient les droits d'exploiter la terre et les autres moyens de production, et ce sont les membres de la famille qui travaillent sur la ferme. Ce qui est produit revient à la ferme et est vendu sur le marché.
- L'entreprise agricole est fondée sur le capital financier et industriel (crédit, intrants et technologies industriels). Son but premier est le profit; la production, orientée vers la simplification et la spécialisation, est destinée aux marchés. Cette forme d'agriculture concorde avec les programmes nationaux de modernisation de l'agriculture.
- L'agriculture industrielle et capitaliste correspond à un modèle d'agriculture d'exportation. Elle est fondée sur la grande échelle et la monoculture. La main d'œuvre est constituée de travailleurs salariés. La production est axée sur la maximisation des profits.

Les différences essentielles entre l'agriculture paysanne et l'agriculture marchande résident dans le *degré d'autonomie* et la *relation avec la nature*. Les paysans évoluent avec la nature. Dans une entreprise agricole, la nature reste certes une matière première incontournable, mais dont on s'efforce de réduire la présence; les caprices de la nature font obstacle à l'accroissement d'échelle. Les processus de production sont progressivement déconnectés des écosystèmes, ce qui entraîne le développement de facteurs contre-productifs (depuis les années 1950, le rendement de l'azote a diminué, de même que la longévité du bétail; la consommation d'énergie a fait un bond et son efficacité a diminué, et l'agriculture s'est mise à produire de grandes quantités de déchets).

Une autre différence tient à la *qualité du travail*. La qualité requiert du savoir-faire, un savoir local, et des relations. Ces éléments constituent un capital humain car ils reflètent la capacité de produire d'une manière endogène. Les paysans ont les compétences nécessaires, le fameux savoir-faire paysan, pour transformer la nature, dans le sens où ils savent comment obtenir une production importante d'un objet de travail (terre, animal) et l'accroître. Ils utilisent des indicateurs internes (la ration optimale pour une vache dépend de l'histoire de la vache). L'entreprise agricole, en revanche, organise le travail et la production en fonction des conditions du marché et utilise des indicateurs externes (la ration optimale dépend du prix du lait et du coût du fourrage).

Dans l'agriculture paysanne, le *marché* est un débouché, tandis que dans l'agriculture marchande, c'est un principe ordonnateur. L'attachement à une gestion compétente de la nature n'est pas l'expression d'un comportement non économique, ni d'un sens de l'entreprise insuffisamment développé chez les paysans; ceux-ci sont, au

contraire, prompts à saisir les chances qui se présentent à eux. Ils ont le sens de l'initiative, de l'ingéniosité et de l'enthousiasme, mais ils n'opèrent pas dans le même registre que les entreprises marchandes. Les logiques sont différentes:

- la logique paysanne se définit par: la production par objet de travail, l'attention aux êtres et aux choses, la motivation, l'autonomie, l'esthétique de l'exploitation:
- la logique de l'agriculture marchande se définit par le rapport coût de production / prix, la marge, la technologie, l'échelle, le revenu.

Le paysan développe son exploitation pas à pas. Il cherche à améliorer les rendements et la valeur ajoutée par objet de travail, et finance autant que possible l'agrandissement de l'exploitation par ses propres moyens.

Dans l'entreprise agricole, l'échelle est le principal levier. L'augmentation d'échelle entraîne une diminution de la marge par objet de travail, de sorte qu'il faut accélérer encore la croissance de l'exploitation, dans une fuite en avant typique. L'agriculteur voudra acquérir les dernières technologies, puis devra restructurer l'exploitation pour l'adapter à ces nouvelles technologies. Dans ce modèle, l'emprunt devient un enjeu stratégique.

Le mode paysan est essentiellement centré sur la création de valeur ajoutée et son accroissement qui se traduit, à un niveau d'agrégation supérieur, par la création et l'accroissement de la richesse sociale; ainsi, par comparaison, l'agriculture paysanne contribue davantage à la création de richesse sociale que l'agriculture marchande ou industrielle. Cela se vérifie autant en Europe que dans les pays en développement. Des études de terrain couvrant quatre décennies montrent que la différence de valeur ajoutée entre l'approche paysanne et celle de l'agriculture marchande a augmenté au fil des années pour atteindre 56 % en 1999.[5]

En outre, c'est l'agriculture paysanne qui produit le plus de valeur ajoutée brute totale, parce que la production totale par unité de surface est plus élevée et que la valeur ajoutée brute représente une part plus importante de la valeur brute produite. Organisée selon le mode paysan, l'agriculture est plus productive et plus créatrice d'emplois, mais elle *crée aussi plus de revenus (The New Peasantries)*. Cela se vérifie dans l'ensemble du secteur agricole, mais aussi au niveau du revenu par habitant.

Ainsi, l'agriculture paysanne (dans laquelle la main d'œuvre est la clé de l'intensification) ne se superpose pas, comme on le suppose souvent, avec la répartition de la pauvreté. Il existe de nombreux endroits où l'intensification est bloquée et où l'on voit les revenus diminuer, mais ces phénomènes ne sont pas inhérents à l'agriculture paysanne.

5. Van der Ploeg a étudié les schémas différenciés de croissance de la production et de la valeur ajoutée dans la province de Parme (Italie) en 1971, 1979 et 1999. Il démontre qu'en 1971, la valeur brute de production réalisée par une agriculture paysanne était de 15 % supérieure à celle réalisée par une entreprise agricole. En 1979, la différence était de 36 % et elle atteignait 56 % en 1999. Cela montre clairement que l'agriculture paysanne n'est pas intrinsèquement "arriérée". Cela souligne aussi que l'idée souvent exprimée que les paysans ne sont pas capables de nourrir le monde n'est pas valable puisque cela dépend de l'"espace" dont ils disposent.

Le déroulement

Voici comment se déroule l'agriculture paysanne.

Dans le monde entier, les paysans travaillent avec la nature d'une manière très différente de celle des entreprises agricoles ou de l'agriculture capitaliste. Ils modèlent et remodèlent les ressources d'une manière qui permet la continuité. Lorsqu'ils vivent dans un contexte de dépendance, de marginalisation et de privation, ils luttent pour l'autonomie; dans la mesure du possible, ils contrôlent et gèrent eux-mêmes les ressources. La coproduction (c'est-à-dire la transformation mutuelle) entre l'homme et la nature vivante et leurs rapports avec le marché leur permettent de survivre et de renforcer en retour les ressources. Par ailleurs, les paysans ont généralement aussi d'autres activités que l'agriculture et l'ensemble de leurs activités s'inscrivent dans des réseaux de coopération et de réciprocité.

La coproduction est une source de progrès et fait émerger de nouvelles formes de développement local. Une amélioration lente et méticuleuse de la qualité et de la productivité des ressources essentielles et le remodelage continu des relations avec le monde extérieur donnent lieu à deux processus interdépendants, la *production* de biens et de services et la *reproduction*. La production de l'exploitation n'est pas, comme on le pense souvent, dictée par la consommation familiale, mais par fonctionnement de l'exploitation dans son ensemble.

La condition paysanne et l'agriculture paysanne représentent une traversée du temps, un processus dynamique qui se déploie, en fonction de la formation sociale dans laquelle il s'inscrit, dans différentes directions, à des rythmes différents et selon des mécanismes différents. Elles sont associées à la coproduction, à des relations aux marchés favorisant l'autonomie (flexibilité, fluidité), à la pluriactivité, à la réciprocité et à la coopération.

L'agriculture paysanne se caractérise par:

- la volonté de toujours créer le plus possible de valeur ajoutée; l'agriculture marchande, quant à elle, met l'accent sur l'acquisition de ressources chaque fois que cela représente une valeur ajoutée; et dans l'agriculture capitaliste, la motivation centrale est le profit (plus-value), même lorsque cela implique une réduction à zéro de la valeur ajoutée. En conditions égales, l'agriculture paysanne donne des rendements plus élevés;
- une base de ressources presque toujours limitée;
- l'intensité de la production, une main d'œuvre abondante et des objets de travail peu nombreux (terres, animaux…);
- l'unité organique; la base de ressources n'est pas séparée en éléments opposés et contradictoires tels que la main d'œuvre et le capital ou le travail manuel et le travail intellectuel. Les ressources sociales et matérielles sont aux mains de ceux qui effectuent le travail;

- le rôle central du travail et de l'inventivité; l'intensité dépend de la quantité et de la qualité de la main d'œuvre, de l'importance des investissements en travail (terrasses, systèmes d'irrigation, bâtiments, amélioration des cultures et sélection du bétail…), de la nature des techniques appliquées (orientées vers le savoir-faire plutôt que vers la mécanisation) et la production de nouveautés;
- la distance à l'égard des marchés du côté des intrants, la différenciation du côté des produits.

L'agriculture paysanne: des valeurs différentes

Les ressources d'une exploitation que l'on appelle généralement le capital (les terres, les animaux, les bâtiments, les machines, etc.) ne sont pas à proprement parler des capitaux car elles ne sont pas mobilisées sur le marché des capitaux, c'est-à-dire qu'elles ne fonctionnent pas comme un investissement extérieur qui doit engendrer un profit. Elles permettent à l'agriculteur de produire des revenus et d'améliorer l'exploitation en en faisant un lieu plus beau et plus agréable à vivre. Les ressources dont dispose l'agriculteur, surtout la terre, ne fonctionnent pas nécessairement comme les capitaux au sens classique du terme. Si c'était le cas, elles ne resteraient pas agricoles. Leur valeur réside dans le fait qu'elle permettent le travail agricole et qu'elles peuvent à la longue constituer une rente pour la génération âgée et une position de départ confortable pour la jeune génération qui reprendra l'exploitation. Il s'agit d'un processus de conversion régulé socialement et ancré dans les institutions, bien différent de la conversion de capitaux en profits réinvestis dans des capitaux pour réaliser de nouveaux profits. Dans l'agriculture paysanne, les droits civiques et les droits liés au travail sont peut-être même plus importants que les droits de propriété.

La communauté paysanne de Catacaos,[6] l'une des plus fortes du Pérou, nous offre un exemple remarquable de reconstitution d'une agriculture paysanne . Dans cette localité, la reconstitution s'est opérée par la conversion des anciennes *haciendas* en coopératives, l'appropriation des terres et de l'eau, l'augmentation du nombre de détenteurs de parcelles individuelles et l'abandon de la forte intégration des marchés. Les valeurs communes déclarées par la communauté paysanne sont les suivantes:

- la communauté est unie, indestructible et autonome;
- elle est gouvernée par l'action démocratique de tous ses membres;
- tous les membres ont des droits et des devoirs égaux;
- la communauté reconnaît le travail comme seule source de richesse;
- elle refuse l'exploitation des ressources par des éléments extérieurs;
- elle veille à la satisfaction des besoins essentiels de ses membres en matière de logement, de santé, de nourriture, d'éducation et d'emploi;
- elle travaille pour les besoins immédiats et à venir de la jeunesse;
- elle est solidaire de la classe ouvrière du pays.

6. *The New Peasantries, p 53*

Comparaison des exploitations

La recherche sur les styles d'agriculture montre qu'il n'existe pas une manière unique (a fortiori supérieure) de s'assurer des revenus raisonnables et des perspectives prometteuses. Les voies sont nombreuses et chacune a sa propre cohérence pour donner des résultats satisfaisants.

Une étude a comparé une exploitation paysanne et une entreprise agricole dans le secteur de la production laitière aux Pays-Bas.[7]

La comparaison a porté sur une exploitation à petit budget et une exploitation ultra-moderne. Leurs caractéristiques communes étaient que le travail pouvait y être intégralement accompli par une personne et engendrer des revenus comparables. Pour remplir ces critères, la ferme à petit budget devait produire 400 tonnes de lait et la ferme ultra-moderne près de 800 tonnes. La rémunération par heure de travail était de 19,20 euros pour la ferme à petit budget et de 16,36 euros pour la ferme ultra-moderne. Compte tenu du quota laitier national des Pays-Bas, il y aurait place, dans le pays, pour près de 13 900 entreprises laitières de taille relativement importante ou pour près du double s'agissant d'exploitations paysannes. Surtout, l'emploi et la valeur ajoutée créés seraient aussi doublés dans ce dernier cas.

	Exploitation à petit budget	Exploitation ultra-moderne
Unités de travail	1	1
Heures travaillées/an	2500	2490
Hectares de terre	32	35
Vaches laitières	53	81
Rendement laitier/vache	7547	9673
Production totale de lait (kg)	400.000	783.515
Concentrés pour 100 kg (€)	3.8	7.5
Coût du travail/100kg de lait (€)	13	6.7
Coûts liés à l'utilisation de technologies/100 kg	5.4	7.1
Coût de production pour 100kg (€)	34.5	34.7
Revenus/heure (€)	19.2	16.36

Source: Données communiquées par Lelystad Centre for Applied Research, Pays-Bas (2000).

7.. *The New Peasantries, p 137*

Cette étude pose deux questions. La première est: pourquoi les agriculteurs cherchent-ils à augmenter leur production s'ils peuvent gagner autant en produisant moitié moins? La seconde porte sur l'avenir et peut se formuler ainsi: sachant que la marge brute réalisée dans la ferme ultra-moderne de type marchand n'est égale qu'à la moitié de celle réalisée par le paysan sur son exploitation à petit budget, que se passerait-il en cas de forte chute des prix à la production du fait de la mondialisation et de la libéralisation?

L'émergence d'une nouvelle paysannerie

Paradoxalement, la logique de l'industrialisation conduit à un retour des paysans et à l'émergence d'une nouvelle paysannerie. Les prix à la production sont comprimés au point de créer des situations de marginalisation et de dépendance nouvelles qui forcent les agriculteurs à recourir à des mécanismes de survie dans un contexte de privations. Cette tendance à un retour des paysans s'observe maintenant aussi bien au Nord qu'au Sud.[8] Elle se confirme en Europe depuis une dizaine d'années. Elle se caractérise par la recherche d'autonomie et un élargissement de la base de ressources. En Asie du Sud-Est, les contraintes auxquelles est soumise l'agriculture font que les niveaux de rémunération sont extrêmement faibles. Dans certaines parties des États-Unis, au Brésil, en Australie et en Nouvelle-Zélande, elles se traduisent par une augmentation de la taille des exploitations, ce qui ne fait qu'aggraver le problème.

En Europe, la tendance est à la pluriactivité. Les agriculteurs européens vivent dans des fermes plus agréables et deviennent de *nouveaux* paysans, non pas des paysans d'autrefois, mais des paysans du troisième millénaire. Ce qui n'a pas changé, en revanche, c'est que les formes de nouvelle paysannerie qui émergent actuellement sont toujours aussi méconnues de la plupart des scientifiques et des responsables politiques, comme cela a été le cas de tous temps. En parallèle, dans un certain nombre de pays, un processus d'élimination des petites exploitations est en cours.

En fait, en réaction aux énormes marchés des produits de base contrôlés par de puissants empires agroalimentaires, de nombreux agriculteurs ont commencé à diversifier leur production en vendant des produits sous la forme d'aliments authentiques dont l'origine et la qualité sont valorisées. Des produits et des services nouveaux se créent, ainsi que de nouveaux circuits de commercialisation. La refondation de l'agriculture sur la nature joue un rôle central; on découvre de nouvelles formes de coopération locale, qui se développent. Les agriculteurs prennent leurs distances vis-à-vis de l'industrie agroalimentaire, des banques et des experts. C'est un changement radical par rapport à l'idée selon laquelle l'amélioration de l'agriculture ne peut venir que de la science et de l'ingénierie qu'elle engendre, les agriculteurs y tenant tout au plus un rôle négligeable.

8. Voir, par exemple, pour l'Europe: Tras-os-Montes (Dries, 2002), Espagne (Guzman et Martinez Alier, 2006), Écosse (Scottish Office, 1998), Europe orientale (Hann, 2003 et Burawoy, 2007); ailleurs en Europe: Ploeg et al. (2000) et Ploeg (2002c), Coldiretti (1990) et Scettri (2001). Pour les États-Unis: Joannides et al. (2001). Pour l'Amérique latine (Brésil): MST, Hammond (1990), Branford et Rocha (2002), Souza Martins (2003) et Cabello Norder (2004), Schüren (2003), Feder (analyse) (1977,1978) Pour le Mozambique: Hanlon (2 004).

Un changement de paradigme est en train de voir le jour sans avoir jamais été clairement énoncé au niveau des institutions. Il est en effet contraire à trop d'intérêts institutionnels liés aux processus de modernisation antérieurs. Admettre qu'un changement aussi profond est en train de se produire les obligerait à remettre en question les positions acquises, les scénarios et les manières de procéder. Cela pourrait aussi ternir leur aura d'institutions "toujours sur la bonne voie", indispensable pour les systèmes des experts et la politique agraire. L'agriculture européenne est en train de vivre une transition de grande ampleur, complexe et encore inachevée qui se déploie dans plusieurs dimensions.

Les agriculteurs gagnent en autonomie par la création d'une base de ressources élargie et diversifiée, et par la redécouverte de ressources plus ou moins oubliées telles que la fumure et la vie des sols, qui en sont de bons exemples. La main d'œuvre redevient une ressource essentielle du point de vue quantitatif et qualitatif. L'organisation tayloriste (ou fordiste) du travail agricole qui s'est développée à l'époque de la modernisation de l'agriculture est remplacée par d'autres formes de travail dans lesquelles le recul, la flexibilité et la qualité tiennent une place plus grande et qui réduisent considérablement le stress. Ces changements tendent à accroître la valeur ajoutée et permettent à l'agriculture de retrouver ses liens avec la société et la nature. Tandis que l'agriculture industrielle et marchande ne fait qu'aggraver la crise agraire actuelle, l'émergence d'une nouvelle paysannerie permettrait de jeter un pont par-dessus les nombreux gouffres qui se sont creusés entre temps.

Les caractéristiques de la transition qui s'effectue révèlent son fondement paysan. La transition n'émane pas d'une instance de contrôle centralisée, elle est endogène est plutôt anarchique. Elle ne propose pas une solution globale à différentes situations ou problèmes locaux, elle forme au contraire un faisceau de solutions locales diverses visant à répondre à un problème général (les contraintes qui écrasent l'agriculture). Enfin, elle ne se déroule pas comme un mégaprojet, mais comme un large éventail d'étapes interdépendantes qui se prolongent de plus en plus dans le temps et l'espace et qui, ensemble, opèrent une transformation constamment fluctuante mais globale et massive et de l'agriculture et des campagnes.

Cette reconstitution de l'agriculture paysanne n'est pas un retour vers le passé, mais l'édification de la paysannerie du troisième millénaire. Son importance va bien au-delà d'une simple modification des paysages, mais il est difficile de comprendre une réalité remodelée au fur et à mesure par les paysans à l'aide d'outils et de concepts qui relèvent de la conception marchande de l'agriculture; les politiques agraires et rurales ne fonctionneront pas non plus si elles reposent sur le malentendu fondamental dont il a été question plus haut.

Des paysans de plus en plus nombreux

Paradoxalement, malgré leur importance fondamentale, l'agriculture familiale et la vague de transformation paysanne de l'agriculture au niveau mondial sont mal connues. Les petites exploitations demeurent habituellement hors du champ des

recensements agricoles. Le fait que les très petites exploitations ne figurent pas dans les statistiques ne permet pas de saisir leur importance et, par conséquent, d'élaborer des politiques pour leur venir en aide.

Une des caractéristiques importantes de l'agriculture paysanne est le travail familial. Selon le dernier recensement de la FAO, 250 millions d'exploitations dans 57 pays (soit la moitié du nombre total des exploitations recensées) emploient 22 millions d'ouvriers, soit moins de 1 ouvrier pour 10 exploitations. Le travail salarié, dans l'agriculture, est l'exception, sauf dans l'agriculture industrielle. Le recensement indique, en revanche, que les exploitations restent, dans une mesure considérable, une source d'emploi pour les ménages: 228 millions d'exploitations emploient 588 millions d'agriculteurs et de membres de leur foyer, avec une moyenne de 2,58 personnes par exploitation. En Chine, 519 millions de membres d'un foyer travaillent sur 193 millions d'exploitations représentant au total 800 millions de personnes (chaque ménage comptant 4 personnes), soit en moyenne 2,7 personnes par exploitation.

Faute de statistiques permettant de mesurer spécifiquement l'importance des paysans selon des critères internationalement reconnus, une étude a été réalisée pour les besoins de la présente publication sur la base de la taille de l'exploitation, en utilisant les données recueillies par la FAO lors du Recensement mondial de l'agriculture (1995-2005) de 2000. Le but était tout d'abord d'évaluer le pourcentage de petites exploitations de moins de 2 hectares dans le monde par rapport au nombre total d'exploitations, et ensuite d'évaluer l'évolution (l'accélération de la réduction) de leur nombre à partir des données résultant des trois derniers recensements mondiaux de l'agriculture (depuis 1970) pour voir si les paysans sont en voie de disparition ou, au contraire, en augmentation, et où. Les résultats en pourcentages et les tendances dans les pays pour lesquels il existe des données figurent dans les deux cartes qui suivent (voir également les tableaux en annexe).

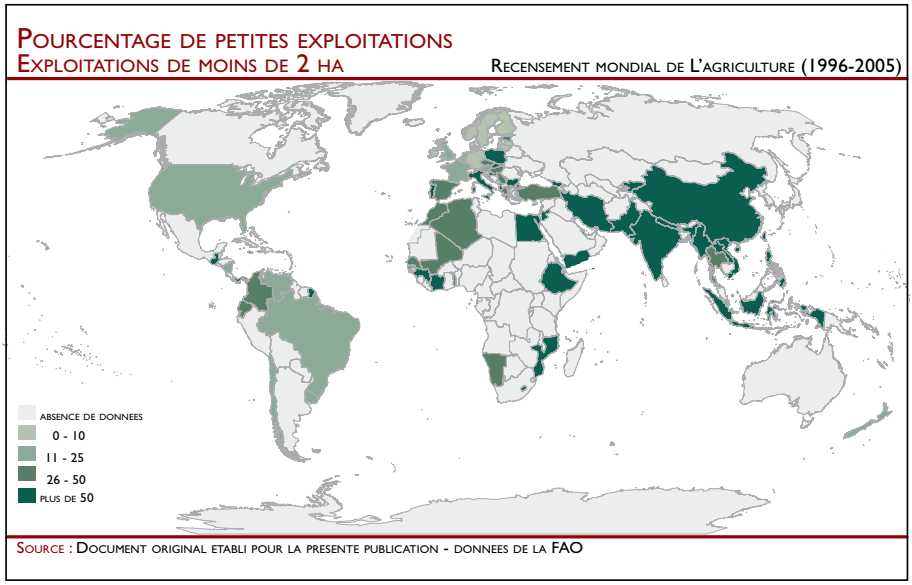
Au total, dans les 84 pays concernés, on a dénombré 436 millions d'exploitations représentant 83 % du nombre total d'exploitations dans le monde.[9] 85 % d'entre eux sont de petits producteurs. C'est un chiffre extrêmement élevé qui montre clairement l'importance des petites exploitations dans le monde.

Sans surprise, c'est en Asie que l'on trouve les pourcentages les plus élevés, notamment en Chine (98 %), au Viet Nam (95 %), au Népal (92 %), en Indonésie (89 %), en Inde (82 %), au Laos (73 %) et aux Philippines (68 %).

On trouve également des pourcentages élevés en Afrique, notamment au Lesotho (98 %), en Égypte (95 %), au Cap Vert (89 %), en Éthiopie (87 %), au Mozambique (84 %) et au Yémen (84 %).

En Amérique latine et aux Caraïbes, les pourcentages les plus élevés se rencontrent au Panama (90 %), au Guatemala (89 %) et en Guyane française (56 %).

9. Sur la base du chiffre de l'EICASTD / IAASTD (525 millions d'exploitations).



En Europe, les taux sont de 57 % pour l'Italie, 55 % pour le Portugal et 51 % pour la Pologne, tandis qu'à l'autre extrémité du spectre, c'est au Danemark (1,7 %) et en Irlande, en Finlande, en Suède, en Lettonie, en Norvège, en Lituanie et en Allemagne (8 %) que l'on trouve les pourcentages les plus faibles.

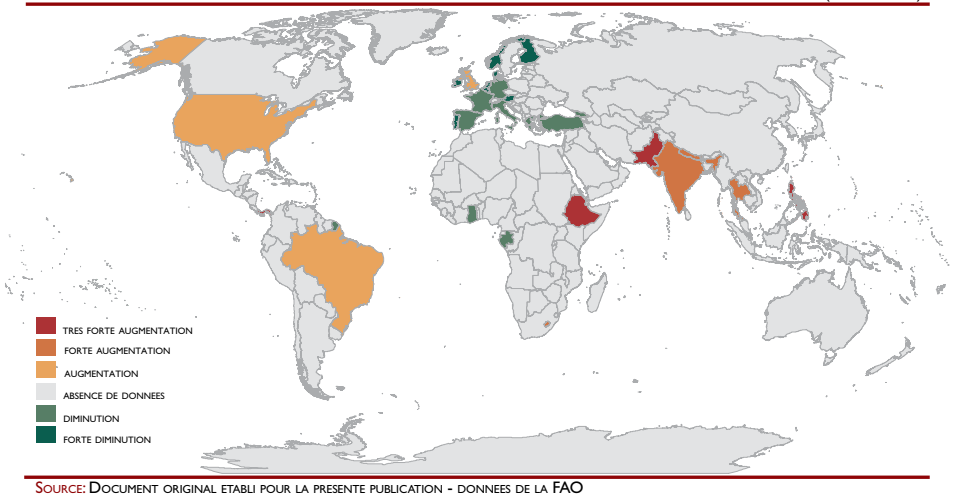
Il est intéressant de noter qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, aux Pays-Bas, au Chili, au Venezuela, au Nicaragua, au Brésil, en Belgique, en Nouvelle-Zélande, en Autriche, au Luxembourg et en Uruguay, les taux se situent tous dans la fourchette de 10 à 25 %. Pour les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay, les données utilisées portaient sur les exploitations de moins de 5 ha, en l'absence de données pour celles de moins de 2 ha.

Les données utilisées pour la réalisation de cette carte montrant l'évolution des petites exploitations sont extraites des recensements mondiaux couvrant la période de 1968 à 2005 et portent sur les 36 pays représentés en couleur sur la carte pour lesquels il existe des données pour cette période (c'est-à-dire 25 % du total mondial des exploitations).

Dans la moitié des 36 pays concernés, on observe une augmentation du nombre des petites exploitations et, dans l'autre moitié, une diminution. Dans les pays où l'on constate une augmentation, celle-ci est plus forte que ce à quoi l'on pouvait s'attendre, et dans certains, elle est contraire à toute attente. Dans les pays où le nombre des petites exploitations diminue, la diminution est souvent moins forte que celle à laquelle on pouvait s'attendre. En réalité, le nombre de petites exploitations dans le monde ne diminue pas dans les proportions souvent décrites, et, dans une grande partie du monde, loin de diminuer, il augmente.

POURCENTAGE DE PETITES EXPLOITATIONS
ÉVOLUTION 1970-2000

RECENSEMENT MONDIAL DE L'AGRICULTURE (1970-2005)



SOURCE: DOCUMENT ORIGINAL ETABLI POUR LA PRESENTE PUBLICATION - DONNEES DE LA FAO

Dans l'ensemble, entre 1970 et 2000, le nombre de petites exploitations est passé de 66 millions à 126 millions. Cette augmentation de 91 pour cent atteste l'importance des petites exploitations, qui fournissent des moyens de subsistance à des centaines de millions d'habitants, même si faute de surfaces suffisantes, elles ne permettent souvent pas de faire vivre une famille.

C'est aux Samoa américaines, au Panama, au Pakistan, aux Philippines et en Éthiopie que l'on observe l'augmentation la plus forte du nombre des petites exploitations, qui dépasse 150 %. Au Lesotho, au Népal, en Inde, en Thaïlande et en Guyane française, l'augmentation se situe dans une fourchette de 70 à 150 %.

Le plus étonnant est de constater que le nombre des petites exploitations a augmenté, parfois de 25 % depuis 1970, dans des pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, c'est-à-dire dans les mêmes proportions qu'au Brésil, aux îles Vierges, à Sainte-Lucie ou à Chypre.

Leur diminution, en revanche atteint 31 pour cent en Turquie, à Porto Rico, en Italie, en Grèce ou en Espagne, et va jusqu'à 50 pour cent au Portugal, aux Pays-Bas, en France, en Autriche, au Luxembourg, en Allemagne, en Norvège, en Belgique, au Danemark, en Irlande, à la Réunion, en Guam et en Finlande.

Mouvements et organisations qui parlent des paysans

Qui parle des paysans? Les paysans eux-mêmes. C'est dans la dernière décennie que l'on a vu se développer et se renforcer les plus vastes mouvements paysans dans le monde (La Via Campesina, ROPPA , PROPAC …). Le mot "paysan" est remis à l'honneur par les paysans eux-mêmes. La naissance des mouvements paysans et

la notion de souveraineté alimentaire sont bien décrits dans la littérature (Rosset, 2010; Silliprandi, 2011; Desmarais, 2007; Holt-Giménez, 2012; Nyéléni, 2007; CIP pour la souveraineté alimentaire, Windfuhr et Jonsén, 2005). Ces mouvements transforment en profondeur le paysage de l'agriculture par un renversement du rapport des forces et l'éveil d'une identité politisée de la femme paysanne. Plusieurs auteurs ont aussi écrit sur l'importance des organisations locales (Pimbert, 2009; Gunderson et al., 1995; Borrini-Feyerabend et al., 2007) et des plates-formes réunissant les différents acteurs (coopératives, apprentissages agricoles, associations pastorales, groupements d'agriculteurs, groupements d'utilisateurs, etc.).

Dans leur article sur la naissance et l'évolution de La Via Campesina (nom qui signifie "la voie paysanne"), Rosset et Martinez soulignent:

Les analystes ont longtemps prédit que la pénétration du capitalisme dans l'agriculture signerait inéluctablement la fin et la disparition de la paysannerie (…). Les communautés paysannes ont néanmoins refusé de disparaître (…), et les paysans se sont organisés, ces dernières années, en formant des organisations transnationales complexes afin de riposter à la vague néolibérale du capitalisme tardif (…). Au cours des 20 à 30 dernières années, dans les régions rurales du monde, tandis que les politiques économiques néolibérales s'attaquaient aux organisations qui soutenaient l'agriculture paysanne et familiale, et bien souvent les éliminaient, les politiques nationales, les partis politiques et les institutions financières internationales perdaient de leur légitimité aux yeux des paysans et des familles d'agriculteurs. L'affirmation des droits et les revendications de changement des populations rurales, en particulier de leur droit à la terre, à produire et à exister en tant que communautés rurales, ont été l'élément fédérateur des paysans du monde entier(…). Les paysans et les familles d'agriculteurs ont réussi à construire un mouvement structuré, représentatif et légitime, possédant une identité commune, qui relie les luttes sociales des cinq continents.

PARTIE IV - LA TRANSITION



Les étapes d'une transition

Les politiques

Les alliances

PARTIE IV – LA TRANSITION

Résumé

Les transitions sont des processus capricieux et difficiles à maîtriser, qui réservent des surprises et forcent ceux qui s'y engagent à composer avec l'imprévu; c'est pourquoi elles nécessitent une participation active et toute une palette d'ingrédients pour pouvoir suivre leur propre trajectoire. Les paysans voudraient souvent faire plus et autrement, mais ils ont des contraintes. Comment libérer ce potentiel, ces possibilités illimitées qui restent enfermées et dormantes? Douze étapes sont proposées. Elles ne sont pas progressives et ne suivent pas un ordre déterminé, mais constituent un processus itératif. Le cadre décrit pourrait être représenté par un tableau dont seul l'encadrement est construit et dont la toile est laissée vierge pour que les communautés locales y mêlent et agencent les couleurs à leur guise. Le cadre, en revanche, conçu avec soin, définit clairement les rôles et les responsabilités de tous les acteurs concernés. En d'autres mots, le cadre qui entoure la toile des possibilités laissées ouvertes contient les valeurs, les principes et les conditions qui permettent l'émergence d'un développement endogène jusqu'à ce que celui-ci puisse s'entretenir de lui-même. Un espace de transition est proposé avec les outils et les mécanismes susceptibles d'inciter les jeunes générations à se lancer dans la fabrication d'aliments et de services en relation avec la nature. Ceux qui parviendront à donner à la transition une grande ampleur sont déjà sur l'échiquier où se joue le développement agricole, de même que les politiques qui permettront aux paysans du troisième millénaire d'exister, c'est-à-dire qui procureront aux sociétés humaines les paysages et les aliments nécessaires à leur bien-être.

Les étapes d'une transition

Une transition est un processus ou une période de passage d'un état à un autre. Le mot vient du latin *transire*, "aller à travers". Notre but est de proposer un chemin qui permette d'enjamber les pratiques agricoles non durables que nous connaissons actuellement pour d'aller vers des territoires viables, un chemin qui favorise aussi la poursuite du dialogue. Dans cette section, nous passerons en revue douze étapes pouvant constituer un processus de transition. Les étapes ne se suivent pas nécessairement dans l'ordre indiqué car il n'y a pas d'ordre préétabli, mais elles constituent un processus sans cesse répété.

Les transitions comportent une multitude de strates, de niveaux, d'acteurs, de dimensions et d'étapes. Le cœur du processus de transition est la création de relations et de liaisons nouvelles entre des personnes, des institutions et des ressources qui étaient jusque-là isolées, d'où l'importance des premiers échanges au niveau local et de la consultation démocratique. L'exploration et la création de ces nouvelles liaisons sont un aspect très important pour les transitions.

Avant d'aborder ces étapes, il faut que certaines conditions soient réunies: pour que la transition se concrétise, il faut que certains droits soient reconnus, que les agriculteurs aient un débouché, un marché, par exemple, et disposent d'un minimum de moyens de production. La transition peut alors se réaliser, et lorsqu'elle réussit, elle trouve son propre élan et les étapes deviennent alors plus complexes.

Par ailleurs, il est important de savoir que toute transition a ses périodes de confusion et que la réalisation de techniques provisoires donne parfois des résultats à première vue irrationnels (des "monstres" techniques) mais qui permettent de passer plus facilement d'un stade à un autre jusqu'à ce qu'une forme plus adaptée se présente. Les transitions ont encore cette caractéristique de nécessiter la présence de personnes qui facilitent l'échange et la réalisation par leur engagement et leur adhésion à l'objectif commun.

Les douze étapes présentées dans les pages qui suivent constituent le cadre dans lequel la transition pourra se réaliser. Généralement, lorsque l'on définit un cadre, on remplit des cases. Ici, il en va autrement. L'idée est de laisser les cases délibérément vides, afin que dans cet espace vierge puissent s'inscrire tous les possibles. On peut se le représenter symboliquement comme un tableau dont seul le cadre est construit et dont la toile est laissée vierge de sorte que les communautés remplissent elles-mêmes la toile en mélangeant les couleurs à leur guise. L'encadrement, en revanche, est conçu avec soin et présente clairement le rôle et les responsabilités de tous les acteurs concernés: organisations agricoles, coopératives régionales, décideurs, dirigeants politiques, investisseurs, sociétés, scientifiques, associations, entreprises, etc. Autrement dit, ce centre de possibilités laissées ouvertes sera entouré d'un cadre contenant les valeurs, les principes et les conditions qui permettront l'émergence d'un développement endogène (c'est-à-dire d'un développement interne fondé essentiellement sur des ressources locales).

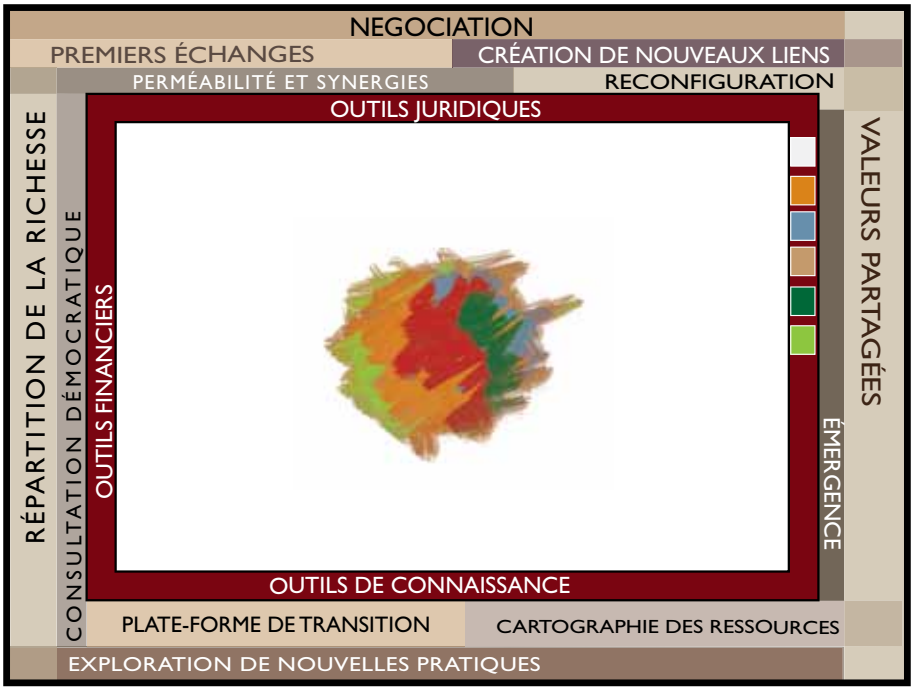
Des espaces d'autonomie sont ménagés volontairement et laissés à l'ingéniosité de ceux qui décident de remodeler leurs ressources afin de transformer une réalité sombre en une dynamique florissante. Ce n'est évidemment pas une voie facile mais, aussi ardu soit-il, c'est un parcours vivant, qui redonne vie. La résignation et la détresse cèdent la place au questionnement, à la réévaluation, à l'expérimentation et à la créativité. Souvent chaotique et intermittent au début, le processus trouve son propre rythme s'il est guidé par des visions convergentes, à très long terme, définies dans et pour la communauté. Lorsque des relations se renouent, que des liens se rétablissent, que les ressources sont réévaluées selon plusieurs angles de vue, lorsque les contacts au-delà des frontières permettent à l'innovation de se diffuser et à la nouveauté de se manifester, cela permet de retrouver un espace de pensée pour se développer et prospérer.

Le plus triste est de voir la décrépitude de territoires et de régions entières qui offraient autrefois des paysages de toute beauté, et qui, par un processus lent et, semble-t-il, irréversible, sont tombés aux mains de pouvoirs extérieurs qui régissent la forme, la taille, la qualité, la destination, et le prix de masses de marchandises uniformes et de qualité médiocre, emprisonnées dans des procédés strictement réglementés et transportées vers des destinations éloignées sur des marchés impersonnels et plastifiés. Il est difficile, dans ce contexte, d'imaginer la rencontre d'un consommateur anonyme avec les plaisirs et les délices de la nourriture. En l'absence de relations humaines, lorsque le consommateur ne sait plus ce qu'il mange ni d'où viennent ses aliments, le plaisir disparaît. Des territoires entiers perdent ainsi leur identité, ce qui est une tragédie pour notre époque. Des avantages restent inexploités, des hommes et des femmes sont sans emploi. Même si nous savons qu'il n'y a pas de fatalité, cela ne devrait pas exister, et beaucoup de ce que nous consommons pourrait être produit autrement. La question est de savoir comment libérer les forces et le potentiel pour y parvenir.

Les actions en faveur du développement de la dernière décennie nous ont enseigné qu'un plan global unique applicable dans n'importe quelles conditions ne fonctionne pas, ni une solution imposée d'en haut. Ce dont on a besoin, c'est de libérer les capacités productives, l'imagination et la volonté de progresser de ceux qui vivent dans les campagnes. C'est-à-dire que l'on n'est pas tenu de partir de rien, ni de commencer partout en même temps. Pour diverses raisons (écosystèmes différents, organisations sociales différentes…), des transitions commenceront plus tôt ici qu'ailleurs. Elles peuvent alors servir de laboratoires d'apprentissage, surtout si des moyens extérieurs sont mis à leur disposition. Lorsque ces expériences prometteuses réussissent, on se demande alors comment faciliter le processus pour l'étendre à des zones plus vastes, c'est-à-dire qu'au lieu de bloquer ce potentiel inépuisable et enraciné, on apportera les moyens et les outils nécessaires pour accompagner ces diverses transitions à différents stades de leur évolution.

On pourrait imaginer un mécanisme pour les paysans destiné à accompagner les transitions, mais il n'a pas encore été inventé, bien que l'on sache que c'est ainsi que

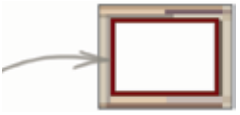
l'on pourrait accéder à la création de valeur et à un vaste potentiel de production dynamique de richesse. Aucune plate-forme de transition n'a encore été créée qui serve spécifiquement à imaginer, inventer, construire et permettre d'utiliser des outils et des mécanismes de notre temps spécifiquement prévus pour les paysans. On n'a toujours pas inventé les instruments juridiques et les outils financiers, par exemple, dont ont besoin les communautés paysannes des régions rurales et des périphéries urbaines pour réaliser leur potentiel sans limite, ni des outils et des mécanismes suffisamment attrayants pour que les jeunes générations aient envie de s'engager dans la fabrication de produits alimentaires et de services liés à la nature.



Les étapes

Ces étapes sont inspirées des processus réels de changement qui se déroulent dans de nombreuses parties du monde. Pour une meilleure compréhension, nous avons choisi d'illustrer chaque étape par un exemple concret (présenté en italiques), celui du nord de la Frise néerlandaise (NFN), aux Pays-Bas, qui a été décrit plus haut dans la section intitulée Îlots de viabilité, étant entendu que les principes proposés peuvent s'appliquer partout ailleurs.

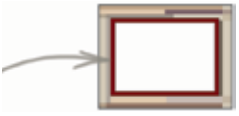
1.Premiers échanges à l'échelle locale



Le processus commence sur le terrain, au niveau des communautés, par un besoin de changement qui se fait sentir, soit parce qu'une situation est devenue insupportable à cause, bien souvent, de pressions extérieures, soit parce que les ressources et la qualité de vie dans la communauté se sont fortement dégradées, parfois aussi parce que l'on est de plus en plus convaincu que les choses pourraient être faites beaucoup mieux autrement. Les caractéristiques sont très différentes selon les régions et les pays, mais les mécanismes et la dynamique sont semblables. La mobilisation commence sur le terrain, lorsque plusieurs personnes, femmes et hommes, se rejoignent autour de l'idée de créer de nouvelles possibilités, dont le but commun est d'améliorer la qualité de vie, que ce soit en milieu rural ou dans les villes. Dans le contexte agricole, le but est de revenir à des conditions de production acceptables avec un minimum de droits sociaux, de droits au travail et de droits d'accès. Au cours du processus, l'accès à certains outils peut être facilité par une plate-forme ouverte de soutien pour le passage à d'autres formes d'existence. Cela vaut, en particulier, lorsque les gens ont le sentiment qu'ils pourraient faire mieux et le traduisent en propositions qui sont encouragées par ceux qui épousent leurs buts.

Au début des années 1990, une loi nationale (sur l'élevage et la production d'ammoniac) a été appliquée dans la région du NFN pour protéger la nature des pluies acides. Selon cette nouvelle réglementation, il fallait cesser l'activité agricole dans le bocage. Cette proposition a déclenché un tollé dans la région. L'argument des agriculteurs était qu'ils avaient eux-mêmes créé ce paysage et l'avaient constamment entretenu. Ils se sont mobilisés et ont commencé à élaborer des propositions pour une solution de remplacement.

2. Cartographie des ressources

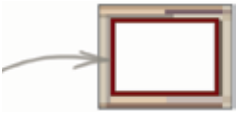


En portant un regard neuf sur ce qui nous entoure, nous serons à même de dresser différemment la carte des possibilités et des contraintes. Réagencer les ressources existantes permettra de transformer des sources de pollution et de nuisance en facteurs positifs qui pourront entrer dans le cycle de production. La cartographie du territoire est largement utilisée en complément de celle des ressources parce qu'elle permet de faire une projection dans l'avenir très éloquente en présentant visuellement les choses comme elles pourraient être, et qu'elle cimente l'adhésion du groupe à une vision commune. Les approches comparatives qui étudient les facteurs d'hétérogénéité et comparent quantitativement et qualitativement

les méthodes d'utilisation des ressources dans différents modes d'exploitation agricole (par exemple l'agriculture industrielle et l'agroécologie) sont souvent une révélation pour qui a l'esprit ouvert.

La municipalité a promis de ne pas déclarer les haies comme éléments sensibles aux pluies acides, moyennant quoi les agriculteurs s'engageaient à entretenir et à protéger les haies, les étangs, les rangées d'aulnes et les allées de sable de la région. Ainsi, la volonté des agriculteurs d'entretenir et de développer les éléments naturels est apparue comme une ressource importante. En conséquence, six associations ont été créées dans ce but et se sont chargées de l'entretien du paysage, de la nature et de la biodiversité. Les objectifs de l'État ont été atteints mais par d'autres moyens plus appropriés.

3. Exploration de nouvelles pratiques



Il reste encore à inventer des outils post-modernes pour les paysans, autres que ceux développés dans le modèle de l'agriculture moderne. Il existe des pratiques viables dans beaucoup d'endroits du monde, mais il faut créer de nouveaux outils pour les relier et les développer (il existe, par exemple, des méthodes culturales sophistiquées intercalant plusieurs cultures, et des expériences d'association de céréales et légumes sur pâturage, en permaculture, sont menées dans certaines régions, mais restent assez confidentielles). En la matière, le domaine à explorer est vaste. Pour faciliter la diffusion des connaissances et l'accès aux services, des plates-formes virtuelles pourraient regrouper différentes modalités d'interconnexion ou d'échange comme Skype-paysans, Wiki-paysans ou Google-paysans, ou tout autre système à imaginer, qui s'insèreraient dans la trame des connaissances et de l'expérience locales, mêlant connaissances subjectives et objectives pour donner des formes nouvelles de connaissances appliquées. Le but serait d'élargir les possibilités que la technologie met au service des communautés, et non l'inverse, pour renforcer leur indépendance, leur autonomie et leur autodétermination. L'accès libre à la masse des connaissances accumulées sur des millénaires en matière d'agriculture, avec une protection appropriée contre la confiscation du savoir, peut être une manière de mettre l'acquis au service des paysans à des fins d'essai et d'adaptation dans différents environnements, ce qui pourrait constituer une parade contre les caprices de la météorologie et du climat.

Outils de connaissance

L'idée est de constituer divers fonds de connaissances facilement accessibles sous différentes formes afin de créer des possibilités au niveau local et de les élargir en tirant parti des réussites et des échecs obtenus ailleurs.

Cela permettrait:

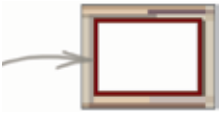
- de réduire l'isolement des agriculteurs et leur marginalisation aux confins du progrès, mettant ainsi un terme à l'image d'arriération qui leur est attachée;
- de mettre au jour la fierté des principaux artisans de notre alimentation et de promouvoir leur reconnaissance;
- d'ouvrir l'éventail des possibilités;
- d'accroître la capacité d'adaptation au changement.

Les applications seraient multiples et comprendraient, par exemple, des échanges de semences entre paysans ou la distribution de semences à cultiver à titre expérimental dans les champs. Les idées nouvelles pourraient être mises à l'épreuve dans des espaces de transition, des niches stratégiques qui constitueraient les domaines physiques d'expérimentation.

Plusieurs nouveautés ont été mises au point et expérimentées pour le maintien des rangées d'aulnes[1], et ont ensuite été intégrées dans les éléments du programme national de gestion de la nature par les agriculteurs. Les associations ont conçu une machine écologique pour l'épandage du purin (c'est-à-dire adaptée aux petites parcelles bordées de haies et d'aulnes) et ont réussi à convaincre presque tous les agriculteurs de participer à la gestion des systèmes de comptabilisation des éléments nutritifs.

1. Les aulnes sont une essence caractéristique de cette région. Les rangées d'aulnes sont des vecteurs de biodiversité importants. Elles sont plantées depuis très longtemps par les agriculteurs pour marquer les limites des parcelles et empêcher le bétail de s'échapper

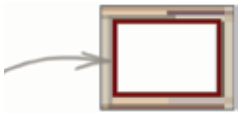
4. Consultation démocratique



Les premiers échanges dans la communauté, la cartographie des ressources et l'inventaire des connaissances internes et externes par un petit groupe motivé de membres de la communauté se transformeront, à mesure que le processus prendra de l'ampleur, en une consultation plus structurée à laquelle viendront s'ajouter de nouveaux acteurs locaux et extérieurs. Une véritable consultation peut avoir lieu et permettre la constitution d'une coalition représentative, ouverte à tous les acteurs concernés, qui intéressera toutes les parties prenantes et attirera des acteurs extérieurs susceptibles de lui apporter leur appui.

Les agriculteurs ont constitué la première association pour l'entretien des haies au printemps de 1992. Une deuxième s'est créée à l'automne de la même année, suivie de quatre autres dans les municipalités voisines. En 2002, ces six associations se sont regroupées pour former la coopérative NFN qui participe activement aux débats organisés au niveau régional et parfois national sur l'avenir de l'agriculture. En parallèle, la coopérative organise démocratiquement de nombreuses activités dans sa région.

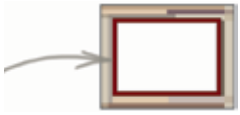
5. Configurer autrement



Le moment est venu de redéfinir les objectifs à long terme, de réorganiser ou reconfigurer les ressources autrement pour constituer une nouvelle série de liens qui faciliteront la conversion de la dynamique locale en une logique reformulée. C'est un processus itératif fait d'allers et retours suivant la transformation des paysages et des relations.

Deux modifications importantes dans les activités des exploitations laitières concernées ont permis d'accomplir des progrès décisifs pour l'environnement: la forte réduction du recours aux engrais chimiques et la récupération du lisier pour faire une fumure de bonne qualité. En l'espace de quelques années, les courbes des pertes azotées par hectare ont radicalement changé. La perte moyenne par hectare est passée de 346 kg en 1996 à 150 kg en 2002. Par ailleurs, NFN a été associée à diverses activités d'entretien et de mise en valeur de la nature qui ont permis des améliorations qualitatives dans les paysages et la biodiversité bien supérieures à ce que les unités de production auraient pu réaliser individuellement. La collecte, l'analyse et l'interprétation des données sur la nature, le paysage et l'environnement ont débouché sur un vaste programme de recherche réalisé conjointement par des scientifiques et des agriculteurs, qui a permis de faire bouger les lignes entre la science et la pratique et au sein même de la science, posant ainsi les jalons d'une réglementation autonome au niveau local.

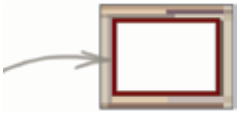
6. Valeurs partagées



Lorsque les personnes motivées sont suffisamment nombreuses, il devient nécessaire de consolider les liens de cohésion du groupe en établissant une charte des valeurs partagées (c'est-à-dire les règles d'éthique communes que chacun devra respecter) et les principes communs (qui correspondent aux convictions essentielles et à la nouvelle philosophie du groupe). Ces valeurs partagées et ces principes communs consolident les liens entre les personnes et contribuent à la définition d'un avenir prometteur et à l'élaboration de nouvelles solutions qui souderont la communauté. Diverses formes de coopération se créeront selon le degré d'engagement et contribueront à constituer les niveaux supérieurs d'agrégation (d'organisation sociale).

À l'issue de plusieurs séries de consultations, la coopérative NFN a formulé une déclaration de mission dans laquelle figurent dix valeurs partagées correspondant à l'histoire de la région et à celle de la coopérative, ainsi que les intérêts, les perspectives et les désirs d'émancipation de la population. Elles portent sur la communauté, l'unité entre l'homme et la terre, la pratique de l'agriculture avec ménagement, les droits, l'amélioration des pratiques, la fiabilité, la volonté de progresser à un rythme lent mais constant, le fait de n'agir pas seuls et de se soucier de l'avenir, dans la satisfaction et la joie.

7. La négociation



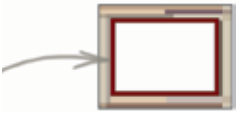
Les personnes qui conduisent le changement seront tôt ou tard confrontées à des rapports de force inégaux, notamment pour l'accès aux ressources. La solution est dans le renforcement des organisations agricoles et des mouvements sociaux, et il serait souhaitable, de plus, que les communautés paysannes disposent d'outils ou de mécanismes nouveaux sur lesquels elles puissent s'appuyer lorsqu'elles doivent négocier. Ainsi, le deuxième outil essentiel est le soutien juridique pour les communautés qui ne sont pas en mesure de faire reconnaître leur autonomie et leurs droits. On pourrait envisager un outil, qui n'existe pas encore, facilitant l'accès à divers services, notamment juridiques. Une source d'inspiration pourrait être l'initiative Global Elders, un groupe de "sages universels" convoqué en 2007 par Nelson Mandela et composé de Desmond Tutu, Mary Robinson et de nombreuses autres personnalités. Comme les anciens chefs d'État et dirigeants politiques, des juristes de renom pourraient se mettre au service des communautés paysannes pour intervenir dans certains litiges.

Outils juridiques

La constitution d'un groupe d'avocats à même de s'organiser pour conseiller gratuitement et aider les communautés qui cherchent à faire valoir leurs droits peut être réalisée en étroite collaboration avec les organes et les entités des Nations Unies qui connaissent les législations spécifiques et les différents instruments juridiques existant dans le monde et savent comment se les procurer.

Les deux premiers noyaux ont connu d'âpres négociations: il a fallu faire concorder les attentes des agriculteurs avec les institutions, et établir une solide base de réciprocité pour que chaque partie ne se sente pas victime d'attitudes opportunistes de l'autre. La fondation des coopératives a continué de prendre forme avec la signature d'un contrat avec le ministère de l'agriculture. Les coopératives ont obtenu des exemptions de certaines obligations légales (telles que l'injection de lisier dans le sous-sol), une certaine latitude pour la réalisation des grands programmes et une nouvelle trajectoire paysanne pour une agriculture durable.

8. Création de nouveaux liens



L'ouverture de nouvelles possibilités entraînera la création de nouveaux liens. De nouveaux arrangements pourront alors être expérimentés et amplifiés. Ces nouveaux liens ouvriront à leur tour des possibilités et des questions nouvelles et feront apparaître de nouvelles possibilités d'utilisation et de partage des ressources, qui devront être discutées. La création de forums de discussion et leur développement permettront la confrontation d'idées, les alliances, l'argumentation, le choix et l'échange.

La nécessité d'investir risque d'apparaître lorsque les idées nouvelles auront gagné du terrain: dispositifs d'économie d'énergie ou utilisation d'énergies renouvelables, recherche d'une moindre dépendance à l'égard des apports extérieurs, utilisation de produits autres que de synthèse; les activités concernées peuvent aussi être plus ou moins directement liées à l'agriculture telles que la transformation à petite échelle, les industries locales, la prestation de services, les marchés locaux, les produits artisanaux, les activités de loisirs telles que l'agrotourisme ou l'écotourisme, la végétalisation des toits en milieu urbain, des produits de qualité nouveaux, ou de nouveaux produits frais, par exemple.

Cela n'aura rien à voir avec les projets standardisés, l'aide condescendante et les approches paternalistes des organisations de développement, ou avec les solutions miracles conçues en milieu contrôlé par les systèmes classiques des experts. Dans ce cadre, les investissements dépasseront les formes de l'aide traditionnelle, source de dépendance. Ils seront créateurs de nouvelles richesses et engageront

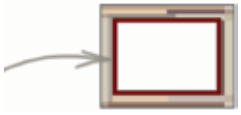
de nombreux habitants des régions rurales. Ils seront, en somme, en prise avec la réalité et assortis de règles et d'obligations concrètes de transparence.

Outils financiers

À ce stade, des outils neufs deviennent nécessaires, des outils financiers qu'il faudra inventer spécifiquement pour les paysans, en s'inspirant de ce qui existe déjà dans d'autres secteurs (comme les obligations de politique sociale au Royaume-Uni, où les placements des investisseurs sont utilisés pour réduire un coût social). Ce seront néanmoins des instruments financiers à part entière destinés à combler une carence ou à faciliter une réalisation, et qui seront adaptés à la réalité et auront l'échelle qui convient pour pouvoir être utiles. On peut aussi continuer à réfléchir à la création d'un fonds mondial appartenant aux paysans et mis au service de la création de richesse dans les communautés paysannes.

Grâce à leur action concernant l'amendement du fumier, les coopératives ont obtenu une modification importante de la Loi sur la fumure des sols, qui autorise maintenant des dérogations locales aux règles générales s'imposant aux agriculteurs. Dans la pratique agricole, cela a permis d'éviter d'énormes augmentations des coûts. Ces nouveautés ont des ramifications qui vont bien au-delà de la région de la NFN, dans la formulation des politiques agraires et dans les sciences, et ont entraîné une modification de la biologie des sols; les flux de valeur et les investissements dans l'économie régionale s'en trouvent modifiés et les attitudes à l'égard de l'agriculture sont plus bienveillantes. Le bois coupé pour l'entretien des haies et des rangées d'aulnes est utilisé pour la production d'énergie. La coopérative construit ainsi des outils financiers susceptibles de renforcer sa dynamique, son champ d'action et son efficacité.

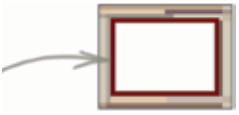
9. Plate-forme pour la transition agricole



Lorsque les interactions, les innovations et les responsabilités deviennent plus complexes au niveau local, on peut imaginer de formaliser la création d'une plate-forme plus globale réunissant des représentants des paysans, des investisseurs, des responsables politiques, des entreprises, des milieux scientifiques, de la société civile et d'autres parties prenantes, et qui offrirait un espace d'amplification de cet entrelacs de points de vue et d'intérêts convergents. La régénération des communautés au niveau local serait appuyée par des allers et retours entre les dynamiques locales et mondiales grâce à cette plate-forme qui fournirait des outils en libre accès d'une manière décentralisée.

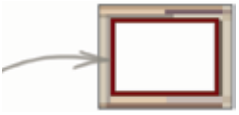
À partir de 2003, la NFN a considérablement élargi son rayon d'action (énergie verte, amélioration de la qualité des sols, de l'air et de l'eau, développement des activités de loisir et de tourisme; réduction des coûts; protection et santé des animaux; amélioration de la qualité des produits, gestion des paysages et de la nature; levées de terre). Son programme de travail contenait 30 projets spécifiques couvrant de nombreux aspects de l'économie régionale. Les signataires de l'accord étaient le gouvernement de la province, les ministères de l'agriculture et de l'aménagement du territoire, le service des eaux, les cinq municipalités, la fédération de défense de l'environnement, les organisations de défense de la nature et l'université de Wageningen. Cet accord a débouché sur la création d'une nouvelle commission territoriale réunissant, aux moins deux fois l'an, la NFN et d'autres partenaires.

10. Perméabilité et synergies



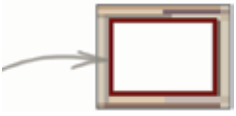
Pendant le processus de transformation, il importe de veiller, en renforçant la dynamique interne, à ne pas laisser la communauté s'isoler de l'extérieur et à renforcer par des échanges le maillage et les liens constructifs établis dans les nouveaux domaines. C'est peut-être le moment qui convient pour confronter ses idées avec ce qui se fait ailleurs et renforcer les échanges et l'apprentissage; il faut pour cela organiser des voyages ou des visites réciproques dans d'autres régions ou pays au cours desquels on échange des informations et des expériences dans différents domaines tels que l'agroécologie, la permaculture, l'agriculture régénératrice, la transmission d'agriculteur à agriculteur, la protection intégrée, l'apprentissage et l'expérimentation de différentes pratiques, techniques et technologies pouvant être adaptées à l'échelle et aux caractéristiques de telle ou telle production. On apprendra aussi à cette occasion à connaître d'autres modes de fonctionnement des collectivités et des institutions et d'autres formes d'accès. Il faut voir cette phase un peu comme la relation synergique entre la plante et le champignon, bénéfique à la fois à l'un et à l'autre, et qui envoie des hyphes au loin dans différentes directions chercher de nouvelles ressources.

Dans l'exploration initiale de l'hétérogénéité, les participants de la NFN étaient convaincus que de nombreuses améliorations existaient déjà, même si elles étaient cachées, et qu'il n'était donc pas nécessaire de les réinventer. L'important était de les trouver, de les mettre au jour, de les expérimenter et de les combiner. Ce principe a joué un rôle important dans le cas de l'amendement du fumier et de la construction de machines d'épandage du lisier adaptées à la configuration locale dans lesquelles était intégrée une pompe fabriquée spécialement en Allemagne.

11. Émergence 

Le développement des réseaux à l'intérieur et à l'extérieur des communautés, l'exploration de différents circuits de production, la vente de produits de qualité (marchés locaux, créneaux commerciaux et marchés de niche) et l'apparition de mécanismes analogues un peu partout entraînent une transformation qualitative, permettent la concrétisation ou la convergence de possibilités naissantes et donnent aux communautés des moyens puissants de produire de la nourriture et leur confère ainsi un dynamisme qui devient la norme au lieu d'être l'exception. À la place de l'agriculture industrielle, considérée comme le système "classique" de production des aliments, c'est la production familiale locale hautement diversifiée, nutritive, dynamique et polyvalente qui deviendra le modèle dominant et la règle.

La reconfiguration dans ce sens de la donne sociale et naturelle, largement consensuelle et soutenue par les scientifiques, dont le microcosme de la ferme laitière est une bonne illustration, s'est préparée pendant de nombreuses années. Cette approche a gagné du terrain, comme des taches d'encre, dans tout le pays, en particulier depuis qu'elle a des retombées positives sur l'économie de l'unité agricole.

12. Répartition de la richesse 

Dans ce contexte, il y a création d'une valeur supplémentaire au niveau local produisant de la richesse au niveau mondial sans être captée aux niveaux d'agrégation supérieurs. Il devient alors possible de réinvestir au sein des communautés qui produisent cette richesse.

Grâce aux coopératives, la gestion des paysages et de la biodiversité peut atteindre l'échelle du territoire. La gestion de la nature et des paysages par les coopératives crée un apport de revenus pour l'économie régionale de quatre millions d'euros par an pour le seul entretien du paysage et de la biodiversité. En 2004, une ferme moyenne participant aux programmes de gestion de la nature et du paysage gagnait environ 10 000 euros de valeur ajoutée supplémentaire. À cela s'ajoutent les gains considérables dus aux nouvelles pratiques qui ont été créées. Pour les fermes participantes, cela peut représenter encore un supplément de 10 000 euros.

En conclusion, nous avons présenté douze ingrédients essentiels pour les processus de transition. Nous nous sommes fortement inspirés, pour leur élaboration, de processus de changement qui se déroulent déjà un peu partout dans le monde, surtout en milieu rural. Il ne s'agit évidemment pas d'un programme en bonne et due forme; les transitions sont souvent capricieuses, elles ménagent des surprises et obligent ceux qui s'y engagent à composer avec l'imprévu. Pour cette raison, elles nécessitent un engagement actif et toutes sortes d'éléments; quelles que soient les circonstances, elles suivent leur propre trajectoire.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, un processus de transition démarre dans un endroit où des gens décident d'explorer des possibilités différentes et qui sert aussi de laboratoire d'essai pour les pouvoirs publics. Ces points de démarrage sont intéressants parce qu'ils montrent jusqu'à quel point l'évolution est solide. C'est de ces lieux prometteurs que partent les transitions. Nous ne devrions pas prétendre commencer en ayant des plans préparés d'avance, puisque les progrès se décident en chemin. Il n'existe pas de modèle dominant dans les processus de transition. Ce n'est que lorsque les points de départ emportent l'adhésion qu'ils peuvent être étendus. En beaucoup d'endroits, les agriculteurs pensent qu'ils pourraient faire beaucoup plus mais que leurs possibilités sont bloquées. C'est ce que se propose de faire cette transition: lever ces blocages. La richesse coulera alors plus abondamment que ce n'est actuellement le cas.

Le moment est venu de réunir différents acteurs pour qu'ils décident de ce qu'il faut pour que la transition puisse faire un bond en avant qualitatif vers de nouvelles possibilités et qu'ils réfléchissent ensemble à ce que pourrait être un avenir meilleur. Cela suppose qu'il y ait un terrain commun et de la perméabilité entre des secteurs complémentaires. Le terrain existe déjà, et il est solide. Il faut maintenant affiner les choses.

La plate-forme pour la transition agricole

Dans l'étape 9 ci-dessus, le lieu où ces différents acteurs peuvent se rencontrer, tant à l'échelle mondiale que locale, a été brièvement présenté. Dans cette section, d'autres éléments sont ajoutés pour représenter cette plate-forme, sous la forme de trois graphiques qui montrent combien il est important de mettre les paysans au centre:

- Les paysans, producteurs des aliments, gestionnaires des ressources naturelles et gardiens de la cohésion sociale
- Les paysans, créateurs de richesses
- Les paysans apportent des aliments authentiques sur le marché

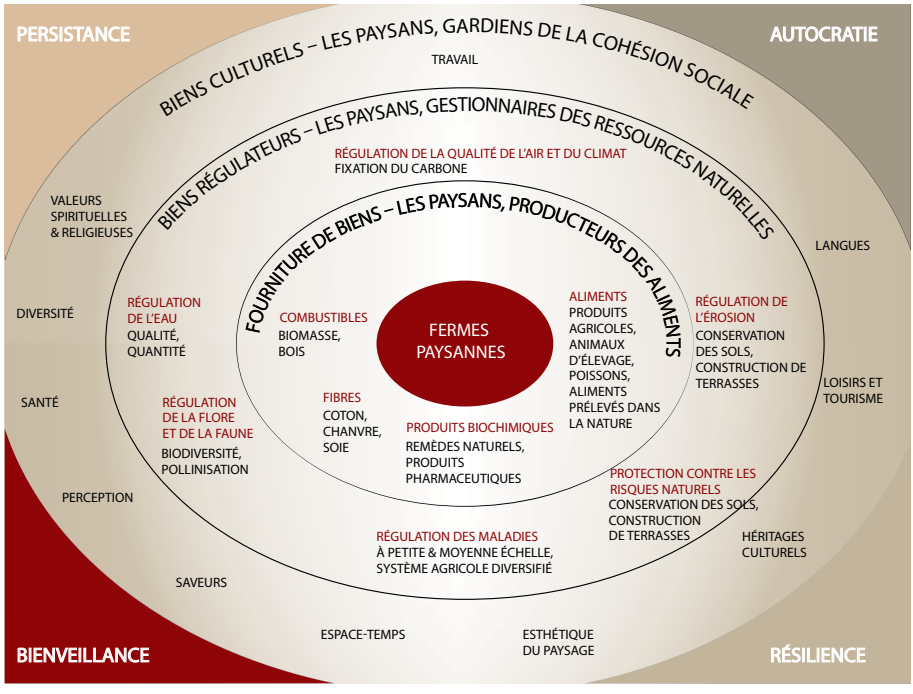
L'idée d'une plate-forme pour la transition agricole consiste à inventer un espace où des outils et des mécanismes entièrement conçus par les paysans et pour eux peuvent être imaginés, créés et expérimentés à tous les niveaux. Il peut exister autant de plates-formes pour la transition agricole qu'il existe de transitions, sous

une forme décentralisée qui pourrait ressembler à la manière dont les mouvements paysans eux-mêmes sont construits. L'intérêt de mettre les idées d'avant-garde à la disposition des paysans sur une plate-forme, c'est que cela permet de dépasser le fait que l'agriculture est souvent la cinquième roue de la charrette, alors qu'elle devrait au contraire prendre les rênes et être le moteur de la richesse des collectivités locales, susciter un intérêt et de la volonté, et créer un espace pour les dernières innovations dans différents domaines (technologies, information, services, etc.). Au lieu d'avoir des interventions morcelées dans les "projets de développement", on pourrait stimuler et faciliter l'invention d'outils propres aux paysans à de multiples niveaux et dans un grand nombre de spécialités.

La plate-forme a pour objectif de mettre les paysans au centre, démontrant leur contribution à la société et à l'environnement dans son ensemble. Elle s'emploierait à promouvoir les investissements qui peuvent apporter des avantages à toutes les parties concernées. Elle réinstallerait les paysans aux commandes de marchés importants.

Les trois graphiques, qui donnent un aperçu de la plate-forme, sont brièvement décrits dans cette section. Des propositions pour son fonctionnement effectif n'entrent pas dans le cadre du présent document et pourraient être envisagées dans une phase suivante.

Les paysans, producteurs des aliments, gestionnaires des ressources naturelles et gardiens de la cohésion sociale



Les paysans ne produisent pas uniquement des aliments (produits agricoles, animaux d'élevage et produits dérivés, poissons et aliments prélevés dans la nature), mais aussi des combustibles (biomasse et bois), des fibres (coton, chanvre et soie) et des produits biochimiques (remèdes naturels et produits pharmaceutiques).

En tant que gestionnaires des ressources naturelles, les paysans contribuent à la régulation de l'eau tant au niveau de la qualité que de la quantité, de la flore et de la faune locales (en augmentant et en maintenant la biodiversité et en permettant la pollinisation), à la régulation des maladies par le maintien d'une diversité élevée dans leurs exploitations agricoles (contrairement à l'agriculture industrielle qui crée les conditions idéales pour engendrer des pandémies). Ils contribuent à la protection contre les risques naturels, par exemple les ouragans, en construisant des terrasses et en appliquant des pratiques de conservation des sols, à la régulation de l'érosion par des pratiques de conservation, à la régulation de la qualité de l'air et du climat, et au refroidissement de la planète par la fixation du carbone dans le sol et par les plantes. Les paysans atténuent le changement climatique tout en s'adaptant à ce changement.

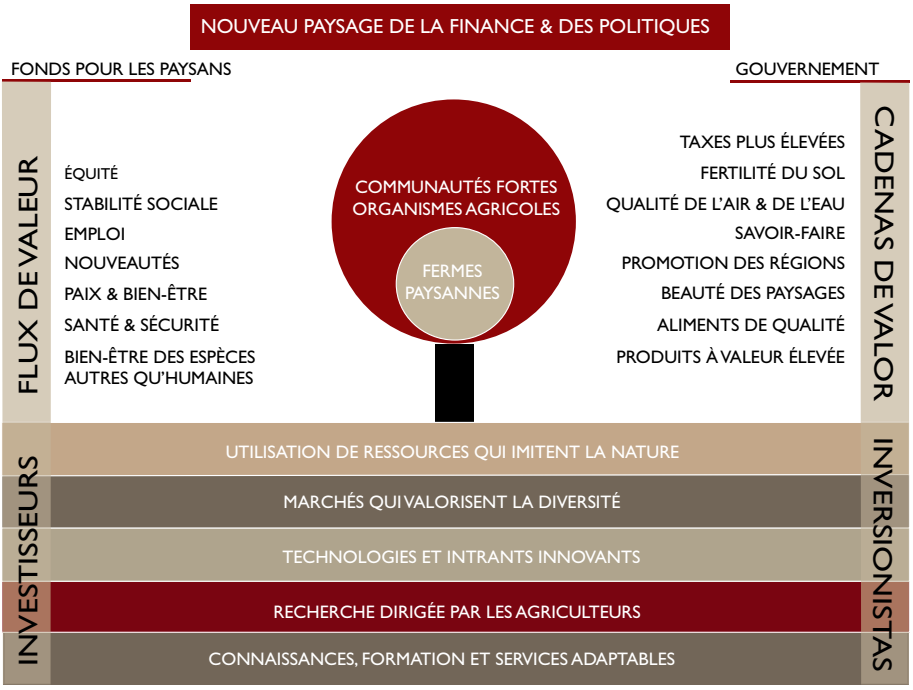
En tant que gardiens de la cohésion sociale, avant tout, les paysans créent du travail. Ils sont aussi les gardiens de milliers de langues et préservent l'héritage culturel et spirituel, les valeurs spirituelles et religieuses, et l'esthétique des paysages; ils entretiennent des lieux de loisirs et de tourisme et perpétuent une dimension autre du temps et du goût; et ils ont une perception différente de l'environnement et apportent une diversité de saveurs aux aliments.

L'agriculture durable intègre les principes fondamentaux suivants (énoncés dans *Reaping the Benefits*, 2009):

- persistance (continuer de fournir les produits souhaités sur de longues périodes – générations humaines –, conférant ainsi une prévisibilité),
- autarcie (fournir les produits souhaités à partir d'apports et de ressources – facteurs de production – acquis à l'intérieur des principaux systèmes),
- résilience (absorber et utiliser, parfois avec profit, les perturbations – chocs et agressions –, et continuer de fonctionner sans apporter de changements qualitatifs dans les structures), et
- bienfaisance (fournir les produits souhaités – aliments, fibres combustibles, pétrole – tout en préservant le fonctionnement des services écosystémiques et sans épuiser le capital naturel, par exemple, les minéraux, la biodiversité, les sols, l'eau potable).

Les paysans, créateurs de richesses

Les paysans peuvent créer de la valeur qui, aux niveaux supérieurs d'agrégation, produira de la richesse. Dans un environnement favorable (droits, politiques, gouvernance, investissements), l'agriculture paysanne devient la forme d'agriculture la plus productive.



Dans ce schéma, les différents niveaux qui pourraient bénéficier d'investissements pour alimenter le processus et catalyser la création de richesse sont les suivants:

Utilisation de ressources qui imitent la nature
institutions foncières et institutions qui s'occupent de questions liées à la terre; eau, systèmes d'adduction et d'irrigation; intrants et outils adaptés aux besoins locaux, à la dimension des exploitations et aux types d'organisation sociale.

Marchés qui valorisent la diversité
infrastructure des marchés, installations pour la transformation des aliments, stockage, conditionnement, stratégie de marque, certification (qualité, origine…), distribution, commercialisation (marchés locaux, commerce de détail, grossistes...), consommation (aliments authentiques, produits frais, produits régionaux...).

Technologies et intrants innovants
intrants adaptés aux spécificités locales, aux exploitations agricoles familiales – produits biochimiques (biopesticides, engrais biologiques, lombricompostage…) –; machines et outils (petits et moyens)

Recherche dirigée par les agriculteurs
coévolution dans les conditions locales, adaptation au changement climatique, études sur les cultures, les animaux d'élevage, la faune et la flore sauvages, les agroécosystèmes.

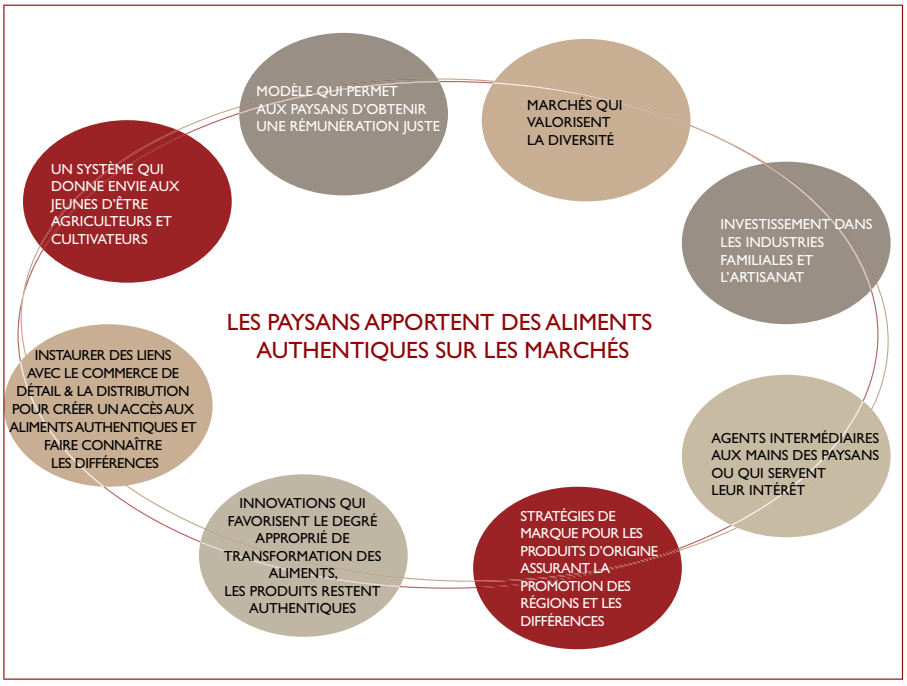
Connaissances, formation et services adaptables
réservoir ouvert de connaissances (options technologiques, connaissances scientifiques, savoirs traditionnels); formation (endogène et exogène); champs-écoles des producteurs, services.

Ces investissements, qui devront passer par des organismes paysans, peuvent faciliter la création de flux de valeurs, comme les aliments de qualité, les produits à valeur élevée, de magnifiques paysages, la reconnaissance et la promotion d'une région, les savoir-faire, la qualité de l'eau et de l'air, la fertilité des sols. Tous ces éléments contribuent à une augmentation de la richesse et des taxes perçues par les autorités locales, qui peuvent être réinvesties dans la communauté. Ils pourraient aussi contribuer à la stabilité sociale, à l'équité et à l'emploi, aux innovations, à la santé et à la sécurité, et à l'instauration de la paix et du bien-être pour les êtres humains et les espèces autres qu'humaines.

Les politiques publiques, d'une part, et la création d'un fonds pour les paysans qui leur appartient, d'autre part, constitueraient le mécanisme apte à assurer la viabilité du système à long terme.

Les paysans apportent des aliments authentiques sur les marchés

Pour leur part, les paysans prennent désormais la direction de la commercialisation et de la transformation des aliments dans les économies locales, et sont en mesure de réinvestir localement dans les collectivités. Dans ce modèle, les paysans obtiennent une rémunération juste, les marchés valorisent la diversité, les investissements favorisent les industries familiales et l'artisanat, les agents intermédiaires sont aux mains des paysans ou servent leur intérêt. Des stratégies de marque sont mises en œuvre pour les produits d'origine, assurant la promotion des régions et des différences, et la transformation des aliments préserve l'authenticité des produits. Les liens avec le commerce de détail et la distribution donnent accès à un marché qui reconnaît la qualité et les différences et partout, le système donne envie aux jeunes d'être agriculteurs et cultivateurs.



Les politiques

Il est question, dans ce document, d'une transition vers des modèles viables. Seules les propositions de politiques liées au processus de transition sont présentées ici. Elles portent sur deux aspects: d'abord, l'importance de comprendre les paysans pour ce qu'ils sont et de prendre conscience de leur potentiel de création de richesse; et ensuite, les transformations sur le terrain qui peuvent permettre à des formes endogènes de développement de prospérer. Certaines parmi d'autres politiques plus générales sont brièvement abordées dans la section "Politiques mondiales".

L'une des conclusions majeures du présent document est la suivante: il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. L'agriculture paysanne et l'agriculture industrielle sont deux mondes séparés et obéissent à deux logiques de production totalement différentes. Concevoir les mêmes politiques pour ces deux systèmes est une erreur qui leur porte automatiquement préjudice.

La différence réside dans trois dimensions essentielles:

- **valeur**
  Des études de terrain ont démontré que l'agriculture paysanne produit plus de valeur que tout autre mode d'agriculture, même dans des lieux et à un moment où d'autres sont incapables de le faire. Sans l'agriculture paysanne, beaucoup d'endroits seraient inutilisés. Lorsque les prix sont bas, les paysans continuent de produire, alors que les entreprises arrêtent leur production.

- **nature**
  L'agriculture paysanne s'appuie sur la nature vivante, en explorant constamment son potentiel et en le développant. Au lieu de détruire la nature, les paysans évoluent conjointement avec elle. Ils protègent la biodiversité, les écosystèmes, les eaux, les sols et d'autres ressources stratégiques.

- **relations**
  Le mode d'agriculture paysan fait partie d'un entrelacs de relations, de connexions et de vastes réseaux qui stimulent les économies locales; par conséquent, le développement de l'agriculture paysanne se traduit par une amélioration considérable de la qualité de vie dans les zones rurales ainsi que dans les villes voisines.

Différentes politiques sont envisageables pour soutenir une transition vers une agriculture paysanne qui soit viable à plus long terme. Les propositions présentées dans cette section sont regroupées en trois ensembles. Dans chaque situation, il faudrait définir la bonne combinaison. Dans l'éventail des diverses possibilités, des choix peuvent être faits. En outre, ils seraient en conformité avec la reconnaissance par les Nations Unies des droits des paysans.

Premier ensemble de propositions de politiques

Donner désormais la priorité à l'agriculture paysanne

Cela implique de reconnaître la valeur économique sociale de l'agriculture paysanne et de revoir le soutien actuel à l'agriculture industrielle et à l'agro-industrie (intrants de sDynthèse et combustibles fossiles subventionnés, subventions agricoles, non-paiement des externalités sociales et environnementales, etc.). Cela implique une mutation vers l'agroécologie et la souveraineté alimentaire; et également un renforcement des organisations locales, lieux d'innovation paysanne et de gestion des ressources, ayant la capacité de s'adapter à l'évolution de la situation.

Deuxième ensemble de propositions de politiques

Reconnaître la nécessité des droits fondamentaux, de l'autonomie et de l'autodétermination

Comme indiqué précédemment, une transition ne peut avoir lieu sans le respect des droits minimaux et la protection de ces droits. Les droits d'accès ainsi que les droits sociaux et du travail sont les éléments de base indispensables pour que le potentiel présent dans les collectivités trouve un espace dans lequel il puisse s'épanouir. Cela signifie mettre fin à l'accaparement de terres et revoir les conditions d'accès à la terre, à l'eau, au crédit et au marché pour les femmes et les hommes. Cela signifie négocier au niveau local pour protéger les espaces ouverts, innover et réaménager les paysages. En ce qui concerne les marchés, il a été reconnu que ceux-ci peuvent être un mécanisme efficace permettant de relier la production à la consommation d'aliments, mais nous savons aussi que de graves distorsions peuvent se produire, aussi est-il fondamental que les marchés soient intégrés dans des contextes institutionnels bien définis, ce qui est en soi un terrain ouvert à l'action des pouvoirs publics. Un taux élevé de monopolisation et de spéculation, qui détruit la plus grande partie du tissu social et ruine l'écologie, doit être évité. Il faut rétablir l'équilibre en faisant en sorte que les petites et moyennes entreprises puissent prospérer.

Troisième ensemble de propositions de politiques

Offrir une rémunération décente aux paysans; une assurance pour aujourd'hui et demain

Pour vivre dans la dignité, les paysans ont besoin de stabilité et de prix plus élevés pour leurs produits. Un exemple de changement d'orientation possible allant dans ce sens est la création de nouveaux marchés qui soutiennent les denrées alimentaires produites localement (des programmes établissant qu'un pourcentage minimal, généralement 30 %, des aliments servis dans des institutions publiques, comme les écoles et les hôpitaux, soit acheté localement). Un prix décent qui couvre le coût de production implique également que les gouvernements n'autorisent pas le dumping sur les denrées alimentaires bon marché, fortement subventionnées, venant de l'étranger; il implique la fixation d'un prix minimum, l'interdiction de la spéculation sur les denrées alimentaires et la constitution de stocks gouvernementaux.

Les paysans doivent être rémunérés pour les services qu'ils rendent aux sociétés humaines, par exemple: reboisement des campagnes; création de magnifiques paysages changeants, apport d'une dimension esthétique et artistique à nos environnements; sélection de nouvelles cultures qui finissent dans nos assiettes sous une diversité de formes, de couleurs et de saveurs, et création de nouvelles races animales; amélioration de notre santé par l'apport de nourritures variées et savoureuses; diminution de la douleur, de la souffrance et de la violence en élevant les animaux sans cruauté; création de lieux de vie pour la faune et la flore sauvages (oiseaux et insectes) et les familles; fixation du carbone dans les sols et par les cultures, et préservation de sols vivants et d'une eau potable. On peut demander que les paysans soient rémunérés pour leurs contributions positives à la préservation de la beauté des paysages, à la conservation et à l'augmentation de la biodiversité, à l'atténuation du changement climatique, etc. Dans cet ensemble de mesures, il est important d'éviter les lourdeurs administratives et un excès de réglementation. Dans ce cas, une réglementation autonome liée à des conditions juridiques, est essentielle.

Donner l'assurance aux sociétés que ceux qui produisent les aliments existeront toujours demain. Pour s'assurer que, dans le futur proche, nous aurons toujours les capacités humaines et le savoir qui nous permettent de produire, et de produire bien, il est nécessaire d'introduire un taux forfaitaire qui aide les exploitants de fermes familiales à survivre à l'instabilité et aux fluctuations. Un des moyens envisageables serait le paiement d'un montant forfaitaire aux paysans qui constituerait une sorte de garantie que paierait la société pour s'assurer qu'à long terme, les sociétés humaines détiendront toujours la production de la nourriture, s'occuperont de l'aménagement des paysages et disposeront d'eau douce et de sols vivants. Un exemple, à adapter au contexte local, est celui prévu par l'Union européenne à partir de 2014. Il s'agit du système à plusieurs niveaux, fondé sur trois niveaux de paiement: un montant forfaitaire par hectare avec un plafond; un paiement supplémentaire pour ceux qui apportent des bénéfices additionnels à l'environnement, auquel cas celui-ci peut être effectué par l'ensemble de la collectivité, qui obtient une somme forfaitaire; et un paiement supplémentaire qui récompense la création de marchés innovants.

Les politiques mondiales

De nouvelles règles du commerce international sont nécessaires, à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux, lesquelles bénéficieraient aux sociétés humaines après avoir été modifiées pour soutenir, et non affaiblir, l'écologie et les économies locales. Des règles du commerce international pour les denrées alimentaires ne devraient donc s'appliquer qu'aux produits qui franchissent les frontières, soit environ 10 % de la quantité totale de denrées alimentaires produites dans le monde. Chaque pays devrait avoir le droit de décider de ses niveaux d'autosuffisance et des moyens qu'il veut mettre en place pour protéger et soutenir la production et la consommation durables de denrées alimentaires, à l'échelle locale et nationale. Toutes les

subventions, directes et indirectes, à la production destinée à l'exportation dans les pays industriels devraient être supprimées.

D'autres propositions relatives à des politiques mondiales ont été élaborées dans d'autres études (A Viable Food Future; Policies and actions to eradicate hunger and malnutrition) et sont disponibles sur le site www.ag-transition.org.

Les alliances

Qui peut agir pour que la transition agricole ait lieu?

Ces dix dernières années, le domaine de l'agriculture a été rempli par une immense diversité d'acteurs qui veulent "aider les pauvres", des fondations, des sociétés, des institutions gouvernementales et non-gouvernementales privées et publiques, des associations religieuses, etc. Ces acteurs, souvent bien intentionnés, ont compris que la plupart des "pauvres" se trouvent dans les zones rurales et marginalisées, et que si l'on veut travailler sur des chiffres, c'est là que se trouvent les chiffres les plus élevés: malnutrition, maladies, taux de mortalité, enfants rachitiques, sous-alimentation, faim, millions de vies détruites par la mort, handicaps, privations, mortalité infantile, inégalités, foyers de famine, situations d'urgence alimentaire chronique, etc. Des mots empruntés au jargon militaire sont utilisés, par exemple: faire ceci ou cela pour cibler des actions plus efficaces. Tous ces pauvres deviennent des groupes cibles. Les cibles de méthodes parfois totalement inappropriées et loufoques en pensant faire le bien.

Le chevauchement progressif des mandats des différentes institutions publiques et privées, et la croissance exponentielle d'une myriade d'organismes sont bien décrits dans l'Évaluation externe indépendante de la FAO, le plus important organe technique de l'ONU, s'occupant d'alimentation et d'agriculture. Lorsque l'institution a été créée en 1945, l'idée était que la FAO serait l'organisation mondiale consacrée à l'alimentation et à l'agriculture, ayant pour mandat de promouvoir le bien-être commun en améliorant l'état nutritionnel et le niveau de vie, ainsi que la situation des populations rurales. Des universités et des instituts de recherche ont aussi fourni des équipes d'experts pour le développement agricole. Depuis, la FAO a eu et continue d'avoir des équipes d'experts hautement spécialisés dans toutes les disciplines liées à l'agriculture.

Au fil des années, la FAO a donné naissance à d'autres institutions telles que le PAM (qui apporte une assistance alimentaire) et Biodiversity (qui s'occupe des ressources génétiques). D'autres institutions du système des Nations Unies, comme le PNUD, ont changé d'orientation et élargi leur raison d'être initiale, qui était de financer les institutions spécialisées des Nations Unies en constituant leurs propres branches techniques concurrentes, et en réduisant considérablement le financement des institutions spécialisées. Des institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, qui octroient des prêts aux pays, ont mené activement leurs propres programmes de restructuration sociale

et économique. En outre, des milliers d'ONG et d'organisations de la société civile ont multiplié leurs actions dans ce domaine. Dans les pays, la nécessité de créer des unités spéciales et de former du personnel pour pouvoir traiter l'énorme volume de messages contradictoires et qui se chevauchent de plus en plus, émanant de cette myriade d'institutions et d'organisations, est devenue une véritable lutte, s'accompagnant d'un processus de plus en plus bureaucratique pour absorber les projets et rembourser les prêts. L'ONU s'est efforcée de réduire cette overdose de développement en harmonisant les messages sur le terrain, mais même cette tentative est devenue un processus assez lourd.

Lorsqu'il est question d'agriculture, on parle de volumes, on voit les choses en grand, on parle des créateurs initiaux de valeurs, des fabricants d'aliments et des créateurs de richesse. Cela attire irrésistiblement ceux qui veulent tirer parti de la valeur et l'amener aux niveaux supérieurs d'agrégation, ceux qui cherchent des terres vierges pour obtenir rapidement de vastes profits et ceux qui estiment avoir la responsabilité morale de partager leur propre richesse avec les pauvres ou qui considèrent qu'il est amoral de vivre dans un monde où les disparités se creusent; l'insoutenable légèreté d'être riche dans un monde de pauvreté.

Ces dix dernières années, on a assisté à l'expansion rapide d'une philanthropie dont les nouvelles fondations occupent un espace qui était auparavant le terrain des organisations établies de manière plus officielle. Cette nouvelle vague s'accompagne de la mentalité de la Silicon Valley – haut lieu du secteur de la haute technologie qui s'est développé grâce au capital-risque –, obsédée par le succès, ancrée dans une culture de l'efficacité, de l'innovation, des voies rapides et des résultats visibles. Le monde des stars d'Hollywood dont les rêves se réalisent.

Des fondations comme celles de B. et M. Gates n'ont pas débuté avec l'agriculture. Elles sont arrivées dans ce secteur bien plus tard, après avoir été actives dans le domaine de l'éducation, faisant don d'ordinateurs aux bibliothèques et aux institutions publiques et de santé, s'occupant principalement de la pauvreté locale aux États-Unis. L'équipe initiale, qui a compris que l'agriculture était la prochaine étape incontournable pour que la fondation prenne de l'ampleur, n'avait absolument aucune expérience de l'agriculture. C'était un mélange constitué d'un médecin, d'un spécialiste de l'informatique et d'un adepte des théories de McKinsey & Company. L'orientation qu'a prise cette fondation ne provenait pas des antécédents de ces individus, mais reposait sur une vision du monde commune, une logique commune, la conviction que la technologie peut résoudre tous les problèmes et créer le monde matériel idéal pour nous tous. Peu de choses sont laissées aux mains des personnes et aux sociétés, et les droits n'ont pas beaucoup de place; la stratégie consiste surtout à imposer des solutions simples, des ensembles de techniques et des recettes toutes faites, tout cela agrémenté de la bonne terminologie – participation, femmes et durabilité. Dans cette vision du monde, la vie est binaire: d'un côté, il y a les problèmes et de l'autre, les solutions. La vaste palette de nuances subtiles entre les deux pôles est totalement effacée, ainsi que le réseau complexe de relations et de connexions. La coévolution et l'ancrage

dans le temps et l'histoire sont ignorés. Les projets sont détachés du temps, ils sont atemporels. Et comme les personnes sont compliquées et difficiles à saisir, elles sont considérées comme des composantes nécessaire du progrès, mais pas les principales. La dimension humaine est un résultat plutôt qu'un moteur de changement.

Quelques autres fondations sont en scène depuis plus longtemps et poursuivent leur partenariat régulier avec les communautés et continuent de remettre en question les méthodes actuelles. D'autres sont arrivées récemment, comme Google et Skoll (créée par le fondateur d'eBay) et ont fait leur entrée en empruntant diverses voies; certaines d'entre elles remettant en question les méthodes rigides et statiques qui ont été appliquées au cours des 60 dernières années, caractérisées par très peu de renouveau, très peu d'innovation et une créativité limitée, donnant l'impression que les dinosaures du développement tournent en rond. Le danger réside dans l'appropriation de concepts qui peuvent être mal compris et induire en erreur, car ils utilisent les mêmes méthodes et la même vision du monde qui sont à l'origine des problèmes dans le secteur de l'agriculture, en premier lieu.

Et enfin, le monde financier s'est intéressé récemment à l'agriculture. Outre des investissements massifs dans la terre, connus sous le nom d'accaparement de terres, et dans l'agriculture industrielle, on ne sait toujours pas grand-chose à ce sujet, et aucun résultat positif ne peut être présenté aujourd'hui, malgré la progression, ces dernières années, du développement du secteur de l'investissement d'impact, supposé apporter un bien-être social et environnemental. C'est un secteur embryonnaire pour le moment, aux mains de quelques-uns de ceux qui sont encore dans la logique de Mickey Mouse, mais il pourrait être la source de mutations majeures dans le futur proche, pour aller vers des modèles d'agriculture viables, si son arrogance pouvait être laissée de côté et si les acteurs financiers avaient la capacité de saisir les méandres d'une réalité largement complexe, celle de mondes qui sont très distincts de leurs mondes.

Quant aux ONG de développement, aux organisations de la société civile et à la myriade de petites organisations dans le monde entier, leur nombre est tellement élevé et leur diversité si grande qu'il n'est pas possible de décrire leur rôle dans ce document, car elles sont considérées comment faisant partie de la constellation qui formerait le système immunitaire de la planète, abordée dans la première partie.

En fin de compte, ceux qui produiront, à eux seuls, de grands changements ne sont pas les mastodontes internationaux du développement, empêtrés dans les méandres de la bureaucratie, trop grands pour être efficaces, trop structurés pour être flexibles, dont les mains sont liées aux gouvernements qui représentent différents intérêts, flirtant dangereusement avec les intérêts privés, tendant trop souvent à recourir à des concepts paradisiaques, qui font boule de neige et restent finalement dans le même état d'esprit que des méthodes ayant aujourd'hui plus de 50 ans d'existence. Ni les nouvelles agences philanthropiques, qui semblent parfois être les poids lourds de l'Histoire, malgré leurs injections massives de liquidités dans le système, ni les systèmes des experts, qui ont prouvé leur capacité à créer de l'ignorance autant qu'à

créer du savoir, ni, bien entendu, le système financier, au moins de la manière dont il est actuellement structuré et orienté. Finalement, ce seront les mouvements paysans eux-mêmes qui auront le pouvoir de faire changer les choses, les mouvements paysans conjointement avec les partenaires qui sont prêts à adhérer à une autre logique. La transition agricole est aux mains de ces nouvelles alliances. Et ensuite, les nombreux autres acteurs issus d'horizons divers peuvent venir participer à la transition pour aller non seulement vers des formes de production alimentaire mais aussi vers des modes d'existence qui soient viables à long terme. En effet, il y a beaucoup à apprendre de notre relation au temps, à l'incertitude, à l'esthétique, au plaisir et à la joie de découvrir ce qu'est le mystère de l'agriculture, en acceptant de nous tourner vers une nature que nous comprenons rarement, sans parler de travailler avec elle, de vivre avec elle, dans un processus permanent de coévolution et de complémentarité.

Partenariats et alliances

On a beaucoup écrit sur les partenariats et les alliances, et beaucoup agi dans ce domaine. Certains fonctionnent, d'autres non. Des sommes massives ont été injectées dans cet exercice. C'était le terme à la mode milieu des années 2000, une façon d'entrer dans le siècle avec une façade fraîchement repeinte. Mais la solution est dans une tout autre logique. Si les partenariats ne sont là que pour partager le gâteau, et c'est ce qui s'est produit le plus souvent avec ce nouveau cheval de Troie, cela ne fait que perpétuer les modes de fonctionnement habituels et renforcer les pouvoirs établis. Lorsque, au contraire ils sont fondés sur un véritable désir de changement constructif qui s'accompagne d'intérêts complémentaires et avec des partenaires sur un pied d'égalité, ils ont alors le pouvoir de transformer la réalité par des modèles régénérés. Une transition est, par essence, une transformation des relations de pouvoir. Ce document n'a pas pour objectif d'examiner en profondeur les types de coalitions et d'accords qui peuvent soutenir et susciter une transition réussie. Mais ce serait la prochaine étape nécessaire, et c'est une partie fondamentale de la plateforme proposée à l'étape 9.

Dans l'exemple de transition réussie présenté dans cette partie, une des clés du succès, et de la création de richesse qui en a résulté, venait de la fusion d'alliances avec divers partenaires à différentes époques, chacun apportant sa brique au processus constructif. Les organisations d'agriculteurs ont acquis progressivement de la force et ont négocié le pouvoir; il y a d'abord eu une association, puis deux, puis six, jusqu'à la constitution de la coopérative régionale; et des alliances et des accords contractuels ont été conclus à différentes étapes, d'abord avec les services responsables au niveau local et national, puis avec un groupe multidisciplinaire de scientifiques, qui pouvaient agir en dehors des routines bien établies, puis avec divers partenaires institutionnels (énumérés à l'étape 9), qui se sont employés activement à mettre en place les objectifs du plan de travail ou "contrat territorial", proposé par la NFN. Une transition réussie repose sur la possibilité d'agir sur un environnement politique qui facilite, et non bloque, le processus de transformation, et qui comporte un processus d'apprentissage de chaque côté de l'équation.

Conclusion

Cela nous fait du bien de nous rendre compte que nous pouvons laisser la science-fiction pour les films à regarder en famille, un dimanche après-midi, et être plus sérieux en parlant de ce qui peut refroidir la planète et nous refroidir nous aussi. Il ne s'agit pas forcément d'une intervention d'ingénierie géographique à grande échelle dans nos océans, nos sols et notre atmosphère. Les solutions sont si proches que nous les voyons à peine. L'agriculture est un métier comme les autres, mais elle doit être comprise pour ce qu'elle est. De la même manière qu'un instituteur n'a pas les mêmes priorités ni la même manière de fonctionner qu'un trader, un agriculteur ou un paysan qui exploitent une ferme familiale ne fonctionnent pas comme un spéculateur de Wall Street. Il est difficile d'être agriculteur et il ne faut pas idéaliser ce métier. Il nécessite des connaissances, de la force et une capacité d'adaptation, mais apporte aussi des satisfactions: vous recueillez dans vos mains les fruits de vos efforts, vous pouvez même les goûter, en être fier; et créer un environnement dans la nature où, si vous réussissez, votre famille peut vivre. La fierté, le doute et l'innovation vous accompagnent en permanence. Aucun jour ne se ressemble. Là est peut-être la principale différence avec la vie d'un bureaucrate. Il est plus facile d'être agriculteur lorsque vous bénéficiez des savoirs accumulés par vos parents et vos ancêtres. Ces savoirs sont l'héritage le plus précieux, mais vous pouvez choisir de devenir paysan, si vous avez le courage de renoncer aux talons hauts et à l'air conditionné. Le problème est que les agriculteurs ont été mis dans deux boîtes séparées: ceux qui cadrent avec le boom industriel et adoptent tous les grandes technologies, qui enrichissent les compagnies pétrolières, et ceux qui sont pauvres et misérables, et ont besoin d'aide et qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire. N'étant pas compris pour ce qu'ils sont et contraints d'être dans des systèmes contre-productifs, les paysans ont, en effet, été marginalisés et exploités. Au bout du compte, après en avoir autant entendu sur les petits paysans pauvres, on se demande si cet extra-terrestre inventé de toutes pièces est vraiment un individu de petite taille.

Heureusement pour les sociétés humaines, ces êtres sont nombreux autour de nous, en fait, ils sont partout. Quels que soient le climat et le sol, quelle que soit la rudesse des conditions de vie, vous trouvez toujours des paysans. Ils sont des millions, et la bonne nouvelle est celle-ci: ils s'organisent, nous nous organisons. C'est la seule assurance d'avoir de quoi manger dans le futur, et aussi d'avoir des lieux où l'on peut vivre, et continuer à exister. Aussi, au lieu de s'opposer à eux en permanence, ce serait une bonne idée, pour nous tous, de s'arrêter un instant, de changer de lunettes et d'observer la réalité sous un angle différent. Et voir comment accompagner une transition qui peut être avantageuse aux 99 %, parce qu'au fond, qui n'aime pas s'asseoir à une table ou sur un tapis pour partager les délices que procurent des aliments frais? Ensuite, et bien oui, laissons les différents acteurs s'unir, laissons notre imagination s'ouvrir à toutes les idées, et à la haute technologie et à l'informatique, et laissons beaucoup d'autres fournir les moyens et inventer les outils, politiques et mécanismes, encore inconnus, des paysans du troisième millénaire.

ANNEXES
BIBLIOGRAPHIE



TABLEAU: PETITES EXPLOITATIONS (moins de 2 ha)

COUNTRIES	Exploitations agricoles de moins de 2 ha en % du nombre total d'exploitations	
Lesotho	97.99	> 50%
China	97.91	
Cook Islands	95.24	
Egypt	95.14	
Vietnam	94.81	
Georgia	93.22	
Nepal	92.44	
Kyrgyz Rep.	92.18	
Malta	90.63	
Albania	90.01	
Panama *	89.59	
Cape Verde *	88.96	
Guatemala	88.92	
Indonesia	88.73	
Saint Vincent	87.76	
Ethiopia	87.13	
Lebanon	86.76	
Jordan	86.19	
Jamaica	84.56	
Mozambique	84.16	
Yemen	83.87	
American Samoa (USA)	83.61	
India	81.8	
Slovak Republic	81.64	> 50%
Saint Lucia	80.77	
Guinea	78.29	
Bulgaria *	77.01	
Qatar	74.11	
Laos Peoples Dem.Rep.	73.5	
Cyprus	71.52	
Philippines	68.13	
Croatia	66.74	
Iran, Islamic Rep.	59.54	
Pakistan	57.62	
Italy	57.22	
Myanmar	56.92	
Côte d'Ivoire	56.31	
French Guiana (Fr)	56.3	
Portugal	54.59	
North. Mariana Isl. (USA)	53.74	
Trinidad and Tobago	53.52	
Puerto Rico (USA)**	52.72	
Poland	50.94	
Samoa	50.83	

Virgin Islands (US)	49,74	25-50%
Greece	49,04	
Serbia	46,26	
Guam (USA)	45,75	
Thailand	45,5	
Mali	45,28	
Czech Republic	44,37	
Morocco	43,6	
Ecuador	43,43	
Réunion (Fr)	41,81	
Spain	40,71	
Hungary	40,27	
Estonia	39,95	
Namibia	38,94	
Senegal	37,47	
Turkey	34,54	
Algeria	34,38	
Colombia	31,63	
Togo	29,33	

Chile	24,79	10-25%
Venezuela	22,64	
Nicaragua	21,64	
Brazil	20,32	
Belgium	17,19	
France	16,83	
New Zealand**	16,79	
Netherlands	15,87	
Austria	14,59	
United States **	14,41	
United Kingdom	13,88	
Luxembourg	12,46	
Uruguay**	10,96	
Germany	8,02	1-10%
Lithuania	7,91	
Norway	7,83	
Latvia	6,17	
Sweden	3,41	
Finland	3,39	
Ireland	2,19	
Denmark	1,69	

* < 1 ha en % du nombre total d'exploitations agricoles

** < 5 ha en % du nombre total d'exploitations agricoles

Le nombre total d'exploitations agricoles dans les pays était de 435 918 525, soit environ 83 % de l'ensemble des exploitations dans le monde. 85% d'entre eux sont de petits producteurs.

Source: FAO (2010), 2000 Recensement mondial de l'agriculture

TABLEAU: TENDANCES DES PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES

PAYS	Augmentation ou diminution du nombre d'exploitations agricoles de moins de 2 ha en 2000***en comparaison avec le nombre d'exploitations < 2 ha en 1970***	
American Samoa (USA)	329.47	Très forte augmentation, >150%
Panama *	314.62	
Pakistan	260.21	
Philippines	240.94	
Ethiopia	155.05	
Lesotho	139.7	Forte augmentation, 70-150 %
Nepal	103.83	
India	99.69	
Thailand	79.03	
French Guiana (Fr)	73.57	
Cyprus	24.78	Augmentation, 1 - 25 %
Saint Lucia	19.16	
North. Mariana Isl. (USA)	17.35	
United States **	14.41	
Brazil	11.06	
Virgin Islands (US)	6.74	
United Kingdom	1.88	

Turkey	-3.59	Diminution, 1-31 %
Italy	-19.76	
Greece**	-24.47	
Spain	-30.03	
Puerto Rico (USA) **	-52.7	Forte diminution, > 50%
Portugal	-53.07	
Netherlands	-53.91	
France	-60.46	
Austria	-61.62	
Luxembourg	-70.21	
Germany	-80.62	
Norway	-83.38	
Belgium	-84.62	
Denmark**	-86.23	
Ireland	-86.58	
Réunion (Fr)	-88.36	
Guam (USA)	-91.37	
Finland	-91.81	

* Chiffres pour les exploitations agricoles < 1 ha (Pas de chiffres disponibles pour < 2 ha ou < 5 ha)

** Chiffres pour les exploitations agricoles < 5 ha (Pas de chiffres disponibles pour < 1 ha ou < 2 ha)

*** Ces années se situent dans deux périodes: 1969-1985 et 1996-2005

Le nombre d'exploitations agricoles des pays énumérés ci-dessus représente environ 25 % du nombre total des exploitations agricoles dans le monde (chiffres d'IAASTD) et 30 % du nombre total des exploitations agricoles dans le recensement de 2000 (438 millions d'exploitations agricoles).

Source: Recensement mondial de l'agriculture de la FAO

Bibliographie

Actionaid & FoodFirst. "Smallholder Solutions to Hunger, Poverty and Climate Change." 2009.

Altieri, M. "Agroecology: the science of natural resource management for poor farmers in marginal environments ." *Agriculture, Ecosystems and Environment*, 2002: 1-24.

Altieri, M. "Small farms as a planetary ecological asset: Five key reasons why we should support the revitalization of small farms in the Global South." *Food First.* 2008. http://www.foodfirst.org/en/node/2115 (accessed April 16, 2012).

Altieri, M., Manuel Toledo, V. "The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants." 38, no. 3 (July 2011): 587-612.

Aubin, J.P. 1990, *La mort du devin, l'émergence du démiurge. Essai sur la contingence et la viabilité des systèmes.* Paris: Seuil.

Aubin, J.P. 1992, *Viability theory.* Birkhaüser.

Badgley, C., Moghtader,J.K., Quintero, E., Zakem, E., Chappell,M.J., Viles, K.R., Vázquez, Samulon, A., Perfecto, I. «Organic agriculture and the global food supply.» *Renewable Agriculture and Food Systems 22 (2)*, 2007: 86-108.

Bagadion, B.U. & Korten, F.F. "Developing Irrigators' organizations; a learning process approach." In *Putting People First*. Oxford University Press, 1991.

Bainville, S. Dufumier, M. "Mali sud: la spécialisation des interventions face à la diversification des exploitations."

Bainville, S., Dufumier, M. "Diversité des exploitations agricoles en zone cotonnière du Burkina Faso." 2009.

Bainville, S., Dufumier, M. "Transformations de l'agriculture et reconfiguration des terroirs au Sud-Mali: une "pression démographique" à relativiser." *BELGEO* 4 (2007).

Balbarino, E.A. & Alcober, D.L. "Participatory watershed management in Leyte, Philippines: experience and impacts after three years." *New Horizons IIED.* Bangalore, India, 1994.

Borrini-Feyerabend, G., Pimbert, M., Farar, M.T., Kothari, A., Renard, Y. *Sharing Power- A Global Guide to Collaborative Management of Natural Resources.* Earthscan, 2007.

Bunch, R. "EPAGRI's work in the State of Santa Catarina, Brazil: major new possibilities for ressource-poor farmers." *COSECHA, Honduras*, 1993.

Bunch, R. & López, G.V. "Soil Recuperation in Central America: measuring the impact four and forty years after intervention." 1994.

Bunch, R. "Low input soil restoration in Honduras: The Cantarranas farmer-to-farmer extension programme." *Sustainable Agriculture Programme Gatekeeper Series SA23 IIED*, 1990.

Burgos, S., Otte, J. *Poultry, HPAI and Livelihoods in Lao People's Democratic Republic- A Review.* Mekong Team Working Paper Nº 5, FAO, DFID, RVC, RRDC, IFPRI, ILRI, 2008.

Burnett, G. *Permaculture A Beginner's Guide.* Spiralseed, 2008.

Camarero, L. Cruz, F., González, M., Del Pino, J. A., Oliva, J., Smapedro, R. *La Población rural de España, de los desequilibrios a la sostenibilidad social.* Colección Estudios Sociales, 2009.

Carter, J. *Alley cropping: have resource poor farmers benefited?* Nº3, ODI Natural Resource Perspectives , 1995.

Charles, H., Beddington, J.R., Crute, I.R., Haddad, L.,Lawrence, D., Muir, J.F., Pretty, J. Robinson, S., Thomas, S.M., Toulmin, C. «Food Security: The Challenge of Feeding 9 Billion People.» *Science* 327 (2010): 812-818.

Conway, G.R., Pretty, J. *Unwelcome Harvest.* Earthscan Library Collection, 2009.

Daniel, S., Mittal, A. *(Mis)Investment in Agriculture.* The Oakland Institute, 2010.

De Freitas, H.V. "EPAGRI in Santa Catarina, Brazil: The microcatchment approach." *New Horizons, IIED.* Bangalore, India, 1994.

De Schutter, O. UN Special Rapporteur on the Right to Food. "Food Commodities Speculation and Food Price Crises." *Briefing Note 02.* 2010.

Desmarais, A. *La Vía Campesina: Globalization and the Power of Peasants.* Editorial Popular, 2007.

Dufumier, M. *Etude des systèmes agraires et typologie des systèmes de production agricole dans la région cotonière du Mali.* INAPG, 2005.

El Titi, A. & Landes, H. "Integrated Farming System of Lautenback: A practical contribution toward sustainable agriculture." In *Sustainable Agricultural Systems*. Soil and Water Conservation Society, 1990.

ETC Group. *Down on the Farm: The Impact of Nano-scale Technologies on Food and Agriculture.* ETC Group, 2004.

ETC Group. *The New Biomassters- Synthetic Biology and the Next Assault on Biodiversity and Livelihoods.* ETC Group, 2010.

ETC Group. *Who will feed us? Questions for the Food and Climate Crises.* ETC Group, 2009.

EUAD. "The Pakistan National Conservation Strategy." Environment and Urban Affairs Division, Government of Pakistan, 1992.

European Commission DG ENV. *Soil biodiversity: functions, threats and tools for policy makers.* European Commission- bioIntelligence Service, 2010.

European Commission. "Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress." 2009. www.stiglitz-sen-fitoussi.fr.

Faeth, P., *Agricultural Policy and Sustainability: Case studies from India, Chile, the Philippines and the United States.* WRI, 1993.

FAO. "Characterisation of Small Farmers in Asia and the Pacific." *Asia and Pacific Commission on Agricultural Statistics 23rd Session.* Siem Reap, Cambodia, 2010.

FAO. "Expert Meeting in Greening the Economy with Agriculture." Working Document 4, 2011.

FAO. *Food Insecurity, Poverty and Environment Global GIS Database- DVD and Atlas for the Year 2000.* FAO, 2007.

FAO. "Intercountry programme for the development and application of integrated pest control in rice in South and South-East Asia, Phase I and II." Project Findings and Recommendations. Terminal Report, 1994.

FAO. "Pathways to success- success stories in agricultural production and food security." 2009.

FAO. *World Agriculture: towards 2015/2030.* FAO, 2002.

Fujisaka, S. "The need to build on farmer practice and knowledge: reminders from selected upland conservation projects and policies." *Agroforestry systems, 9*, 1989: 141-53.

GAIA Amazonas. "Governance and Sustainable Development in the Colombian Amazon."

Giller, K. "The successful intensification of smallholder farming in Zimbabwe." *LEISA Magazine*, 2008: 30-31.

Global Footprint Network. *Global Footprint Network response to the "Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress" (or "Stiglitz Commission) Report.* Footprint Network, 2009.

Golay, C. *The Rights of Peasants.* Critical Report nº5, CETIM, 2009.

Government Office for Science. "Foresight the Future of Global Food and Farming ." London, 2011.

Greenpeace. "Agriculture at a Crossroads: Food for Survival." 2009.

GTZ. "The spark has jumped the gap." *Deutsche Gessellschaft für Technische Zusammenarbeit*, 1992.

Hanson, J.C. Johnson, D.M., Peters, S.E., & Janke R.R. "The profitability of sustainabale agriculture on a representative grain farm in the mid-Atlantic region, 1981-1989." *Northeastern Journal of Agriculture and Resource Economics,*, 1990: 90-8.

Hawken, P. *Blessed Unrest.* Viking, 2007.

Heft-Neal, Kahrl, F., Otte, J. *Assessment of Smallholder Indigenous Poultry Producer Viability in Thailand.* Mekong Team Working Paper Nº 9, FAO, DFID, RVC, IFPRI, ILRI, RRDC, 2009.

Herrero, M., Thornton, P.K., M., Notenbaert A., Wood, S, Msangi, S., Freeman, H. A.; Dixon, J., Peters, M., van de Steeg, J., Lynam, J., ParthasarathyRao, P., Macmillan, S., Gerard, B., McDermott, J., Seré, C., Rosegrant, M. "Smart Investments in Sustainable Food Production: Revisiting Mixed crop-livestock systems." *Science*, February 2010.

Hewitt, T.I., Smith K. R., *Intensive Agriculture and Environmental Quality: Examining the Newest Agricultural Myth.* Henry Wallace Institute for Alternative Agriculture, 1995.

Holmgren, D. *Future Scenarios- How communities can adapt to peak oil and climate change.* Green Books, 2009.

Holmgren, D. "Permaculture- Principles & Pathways Beyond Sustainability." Permanent Publications, 2011.

Holt-Giménez, E. "Grassroots Voices- Linking farmers' movements for advocacy and practice." *The Journal of Peasant Studies* 37, no. 1 (2010): 203-236.

IFAD. "www.ifad.org." *IFAD.* 2009. http://www.ifad.org/events/op/2009/rt_4.htm (accessed April 16, 2012).

InterAcademy Council. "Realizing the Promise and Potential of African Agriculture." 2004.

IAASTD International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development. *Agriculture at a Crossroads- Synthesis Report.* Island Press, 2009.

IAASTD. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development. *Global Report*. Island Press 2009.

Jones, A., Pimbert, M., Jiggins, J. *Virtuous Circles: Values, Systems and Sustainability- Reclaiming Diversity and Citizenship.* IIED, 2010.

JordanV.W.L., Hutcheon, J.H. & Glen, D.M. "Studies in Technology Transfer of Integrated Farming Systems. Considerations and Principles for Development." Institute of Arable Crop Research, Long Ashton Reserach Station, 1993.

Jouve, A.M. *Terres Meditarranéennes- Le morcellement, richesse ou danger?* Karthala-CIHEAM, 2001.

Kallis, G. "When is it coevolution." *Ecological Economics* 62 (2007): 1-6.

Kallis, G., Norgaard, R.B. "Coevolutionary ecological economics." *Ecological Economics* 69 (2010): 690-699.

Kamp, K., Gregory, R. & Chowhan, G. "Fish Cutting Pesticide Use." 2/93 1993: 22-3.

Kassam, A., Friedrich, T., Shaxson, F., Pretty, J. "The Spread of Conservation Agriculture: Justification, sustainability and update." *International Journal of Agricultural Sustainability* (Earthscan) 7, no. 4 (2009): 292-320.

Kenmore, P. *How Rice Farmers Clean up the Environment, Conserve Biodiversity, Raise More Food, Make Higher Profits, Indonesia's IPM- A Model for Asia.* FAO, 1991.

Kimbrell, A. *Fatal Harvest, the tragedy of industrial agriculture.* 2002.

Krishna, A. "Large-scale government programmes: watershed development in Rajasthan, India." *New Horizons conference IIED.* Bangalore, India November , 1994.

La Via Campesina- Coordinadora LatinoAmericana de Organizaciones del Campo. "Final Declaration of the 2nd Continental Encounter of Agroecology Trainers in La Via Campesina." Chimaltenango, August 2011.

La Via Campesina. *Sustainable Peasant and Family Farm Agriculture can Feed the World.* Jakarta: LVC, 2010.

Lappé, F.M. *EcoMind: Changing the Way We Think, to Create the World We Want.* 2011.

Liebhardt, W., Andrews, R. W., Culik, M.N., Harwood, R.R., Janke, R.R., Radke, J.K. & Kand Rieger-Schwartz, S.L. "Crop production during conversion from conventional to low-input methods." *Agronomy Journal*, 1989: 150-9.

Linden, D.J. *The accidental mind, how brain evolution has given us love, memory, dreams and god.* Belknap Harvard, 2007.

Mendoza, T. "Impact Analysis of Organic Farming in Rice Agroecosystems in the Philippines." *First RDA/ ARNOA International Conference, RDA and Dankook University of Korea.* 2002.

Millennium Ecosystem Assessment. *Ecosystems and Human Well-Being- Biodiversity Synthesis.* World Resources Institute, 2005.

Millennium Ecosystem Assessment. *Ecosystems and Human Well-Being- Our Human Planet.* Island Press, 2005.

Molle, F. "Nirvana concepts, narratives and policy models: insights from the water sector." *Water Alternatives*, 2008: 131-156.

Myers, J., Scott Cato, M. "Education as re-embedding: Stroud communiversity, Walking the Land and the enduring Spell of the Sensuous." *Sustainability* 3 (2011): 51-68.

NAF. *A Better How to Hoe: The Economic, Environmental and Social Impact of Sustainable Agriculture.* Northwest Area Foundation, 1994.

National Research Council. *Alternative Agriculture.* National Academy Press, 1989.

Norway, Ministry of Foreign Affairs. "Det kongelige utenriksdepartement. Prop. 1 S (2011–2012) Budget proposal." 2012.

Nyéléni. "Declaration of Nyeleni." Nyeleni Village, Selingue, Mali, 2007.

OECD. "Agriculture and Environmental Policies." 1989.

Omiti, J., Okuthe, S.O. *An Overview of the Poultry Sector and Status of Highly Pathogenic Avian Influenza (HPAI) in Kenya- Background paper.* Africa/Indonesia team Working Paper Nº4, FAO, DFID, RVC, IFPRI, ILRI, RRDC.

Ostrom, E. *Governing the commons: the evolution of institutions for collective action.* UK: Cambridge University Press, 1990.

OXFAM. "Small Farmers, Big Change! Learning from scaling our approach to smallholder agriculture." 2009.

Palacios, X.F. *Contribution to the Estimation of Countries'Interdependence in the Area of Plant Genetic Resources.* Background Study Paper Nº 7 Rev1, FAO- Commission on Genetic Resources for Food and Agriculture.

PAR Platform for Agrobiodiversity Research -Climate Change Project. *The use of agrobiodiversity by indigenous and traditional agricultural communities in: adapting to climate change.* Bioversity International, 2009.

Pimbert, M. "Making Agricultural Research Work for Small Farmers and Agroecological Approaches in West Africa." *International Seminar The contribution of agroecological approaches to meet 2050 global food needs.* Brussels, June 21-22, 2010.

Pimbert, M. *Towards Food Sovereignty.* Gatekeeper IIED, 2009.

Pollan, M. *The Omnivore's Dilemma: a natural history of four meals.* Penguin Books, 2006.

Practical Action. *Hunger, food and agriculture: responding to the ongoing challenges.* Practical Action, 2011.

Pretty, J. "Agricultural sustainability: concepts, principles and evidence." P*hilosophical Transactions of the Royal Society* 21, no. 06 (2008): 1-20.

Pretty, J. Morison, J.I.L., Hine, R.E. "Reducing food poverty by increasing agricultural sustainability in developing countries." (Agriculture, Ecosystems and Environment) 95, no. 1 (2003): 217-234.

Pretty, J. "The Earthscan Reader in Sustainable Agriculture." 2005.

Pretty, J. "The Living Land." Earthscan, 1998.

Pretty, J., Ball, A.S., Xiaoyun L., Ravindranath, N.H. "The role of sustainable agriculture and renewable-resource management in reducing greenhouse-gas emissions and increasing sinks in China and India." *Philosophical Transactions of the Royal Society* 360 (2002): 1741-1761.

Pretty, J., Hine, R. *Reducing food poverty with sustainable agriculture: A summary of new evidence. Final report from the "SAFE-World: The potential of sustainable agriculture to feed the world" Research Project.* Centre for Environment and Society, University of Essex, 2001.

Pretty, J., Noble, A.D., Bossio, D., Dixon, J., Hine, R.E., Penning De Vries, F.W:T., Morison, J.I.L. "Resource-Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries." *Environmental Science and Technology* 40, no. 4 (2006): 1114-1119.

Pretty, J., Sutherland, M. J., Ashby, J., Auburn, J., Baulcombe, D., Bell, M., Bentley, J., Bickersteth, S., Brown, K., Burke, J., Campbell, H., Chen, K., Crowley, E., Crute, I., Dobbelaere, D., Edwards-Jones, G., Funes-Monzote, F. R., Godfray, H. C. J.,. "The top 100 questions of importance to the future of global agriculture." *International Journal of Agricultural Sustainability* 9, no. 1 (2010): 1-20.

Pretty, J., Toulmin, C, Williams, S. "Sustainable intensification in African agriculture." *International Journal of Agricultural Sustainability*, 2011.

Pretty, J.N. *Regenerating Agriculture: Policies and Practice for Sustainability and Self-Reliance.* Earthscan, 1995.

Pretty, J.N., Howes, R. "Sustainable Agriculture in Britain: Recent Achievements and Nowe Policy Challenges." *IIED Research Series*, 1993: Vol 3 Nº1.

Pretty, J.N., Thompson, J. "Sustainable Agriculture at the Overseas Development Administration." 1996.

Pretty, J.N., Thompson, J., Hinchcliffe, F. "Sustainable Agriculture: Impacts on Food Production and Challenges for Food Security." *Gatekeeper Series SA60 IIED*, 1996.

Quang, T. "Impacts of Farmer-based Training in Seed Production in Vietnam." Thesis, 2009.

Reij, C. *More success stories in Africa's drylands than often assumed.* ROPPA, 2006.

Reij, C.P., Smaling, E.M.A. "Analyzing successes in agriculture and land management in Sub-Saharan Africa: Is macro-level gloom obscuring positive micro-level change?" *Science Direct- Land Use Policy*, 2008: 410-420.

ROPPA. "Agricultural Investment strengthening family farming and sustainable food systems in Africa." *African farmer workshop.* Mfou, Cameroun, 4-5 May 2011.

Rosset, P. "Preventing hunger: change economic policy." *Nature*, 2011: 472-473.

Rosset, P., and M.E. Martinez-Torres. "La Via Campesina: the birth and evolution of a transnational social movement." *The Journal of Peasant Studies*, 2010: 149-175.

Rosset, P., Machín, S., Roque Jaime, A.M., Avila Lozano, D.R.,. *Revolución Agroecológica: El Movimiento Campesino a Campesino de la ANAP en Cuba.* ANAP Asociación Nacional de Agricultores Pequeños, 2010.

Rosset, P.M. "The Multiple Functions and Benefits of Small Farm Agriculture in the Context of Global Trade Negotiations. Policy, Institute for Food and Development." *Food First Policy Brief*, 1999.

Röling, N. G., Wagemakers, M.A.E. *Facilitating Sustainable Agriculture-Participatory learning and adaptive management in times of environmental uncertainty.* Cambridge University Press, 1998.

Royal Society, *Reaping the Benefits*, Royal Society, London. 2009.

Settle, W., Hama Garba, M. *Sustainability, Resilience and Increased Productivity in African Food and Agricultural Systems.* Case Study, Foresight Food and Farming Futures Project, in press.

Shah, P. "Village-managed extension systems in India: implications for policy and practice." In *Beyond Farmer First: Rural People's Knowledge, Agricultural Research and Extension Practice* . London: IT Publications: I. Scoones & J. Thompson, 1994.

"Shashe Declaration." *1st Encounter of Agroecology Trainers in Africa Region 1 of La Via Campesina.* Masvingo District, Zimbabwe, 20 June 2011.

Sherief, A. K. "Kerala, India: group farming." *AERDD -Bulletin*, 1991: 14-17.

Shiva, V. Pandey, P. *A New Paradigm for Food Security and Food Safety.* biodiversity based organic farming, Navdanya, 2006.

Sillliprandi, E. "Rural poverty, agriculture and food security." *Commission on the status of women Fifty-fifth session- The empowerment of rural women and their role in poverty and hunger eradication, development and current challenges.* 2011.

Soberanía Alimentaria. "Biodiversidad y Culturas." Julio 2010.

Somers, N., Roling N.G. "Knowledge development for sustainable agriculture: an explanatory study of several experimental projects in arable farming." 1993.

Stiglitz, J. E., Sen, A., Fitoussi, JP. *Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress.* www.stiglitz-sen-fitoussi.fr, 2009.

Strauch, A.M. Muller, J.M., Almedon A.M. "Exploring the Dynamics of social-ecological resilience in East and West Africa: Preliminary evidence from Tanzania and Niger." *African Health Sciences* 8, no. Special Issue (2008).

SWCB. "The impact of the Catchment Approach to Soil and Water." 1994.

Tearfund. "Investing in Communities- the benefits and costs of building resilience for food security in Malawi." 2010.

TEEB for Policy Makers. *The Economics of Ecosystems & Biodiversity for National and International Policy Makers- Summary: Responding to the Value of Nature.* UNEP, Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety, defra, Norwegian Ministry of Foreign Affairs, Rijksoverheid, European Commission, 2009.

Teufel, N., Markemann, A., Kaufamnn, B., Valle Zarale, S., Otte, J. *Livestock Production Systems in South Asia and the Greater Mekong Sub-Region- A quantitative description of livestock production in Bangladesh, Cambodia, India, Lao PDR, Nepal, Pakistan, Sri Lanka, Thailand and Viet Nam.* PPLPI Working Paper N° 48, FAO.

The Ecological Wealth of Nations. *Earth's biocapacity as a new frarmework for international cooperation.* Global Footprint Network, 2010.

The Royal Society. *Reaping the Benefits- science and the sustainable intensification of global agriculture.* 2009.

Tilman, D., Cassman, K.G., Matson, P., Naylor R., Polasky, S. "Agricultural sustainability and intensive production practices." *Nature* 418 (2002): 671-676.

UK Food Group. *Securing Future Food: towards ecological food provision.* UK Food Group, 2010.

UNDP. *Human Development Report* . UNDP, 2007/2008.

UNDP. *Human Development Report.* UNDP, 2010.

UNDP. *The Benefits of Diversity. An Incentive Toward Sustainable Agriculture.* New York: UNDP, 1992.

UNDP. "The Benefits of Diversity. An Incentive Toward Sustainable Agriculture." 1992.

UNEP. "Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication,." 2011.

UNEP. *UNEP Green Economy Report.* UNEP, 2010.

UNEP-UNCTAD Capacity Building Task Force on Trade, Environment and Development (CBTF). *Organic Agriculture and Food Security in Africa.* New York and Geneva: United Nations.

USC Canada/Seeds of Survival. *Growing Resilience: Seeds, Knowledge and Diversity in Honduras.* Canadian Food Security Policy Group, 2008.

Van der Ploeg, J. D. *The New Peasantries- Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization.* Earthscan, 2009.

Van der Ploeg, J.D., Marsden, T. *Unfolding webs- the dynamics of regional rural development.* 2008.

Van der Werf, E. & de Jager, A. "Ecological Agriculture in South India: An Agro-Economic Comparaison and Study of Transition." The Hague, 1992.

Verejiken, P. "Research on integrated arable farming and organic mixed farming in the Netherlands." In *Sustainable Agricultural Systems*. Soil and Conservation Society, 1990.

Via Campesina. "Small Scale Sustainable Farmers are Cooling Down the Earth." Jakarta, 2009.

Wallace, R. G., Hogerwerf, L., Hall, K., Gilbert, M. Slingenbergh, J. "Agro-ecological resilience and protopandemic influenza." 2010 in press.

Wallace, R.G. "Breeding Influenza: The Political Virology of Offshore Farming." *Antipode*, 2009: 916-951.

Weber, J. "Il faut taxer toutes les consommations de nature." *Terra eco* 15 (Juin 2010): 28-31.

Wheatley, M. *Turning to one another- second edition.* Berret Koehler, 2009.

Wheatley, M.and Frieze, D. *Using Emergence to Take Social Innovation to Scale.* Berkana, 2006.

Windfuhr, M., and J. Jansen. *Food Sovereignty towards democracy in localized food systems.* Practical Action, 2005.

World Agroforestry Center. *Farming Trees, Banishing Hunger- how an agroforestry programme is helping smallholders in Malawi to grow more food and improve their livelihoods.* CGIAR, 2008.

World Watch Institute. *Farming in Urban Areas Can Boost Food Security.* WWI, 2005.

Wright, J. "Feeding Nine Billion in a Low Emissions Economy- Simple, Though Not Easy." A Review of the Literature for the Overseas Development Institute, 2010.

Yixian, G. "Improving China's rice cropping systems." *Shell agriculture 10*, 1991: 28-30.

Il semble que nous soyons pris dans un mystère qui garde son opacité, et qui tient peut-être au fait que nous sommes des êtres humains étroitement liés à toutes les formes de vie proches ou éloignées. Peu à peu, au fil des années, nos fenêtres de perception se sont fermées à tout ce qui est instable, imprévisible et en constante mutation dans notre milieu environnant. Par peur de l'inconnu, de l'inattendu et de tout ce que nous ne maîtrisons pas, nous nous sommes construit une carapace qui nous enserre de plus en plus étroitement. Aussi ne devrions-nous pas nous étonner d'être malmenés par des crises qui n'en finissent pas. Peut-être le rêve d'harmonie et de paix formulé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme peut-il encore se réaliser. Ce mystère en dissimule un autre, invisible et rarement reconnu, qui pourrait fort bien nous livrer les clés de nombreuses énigmes. C'est le mystère de l'agriculture. Celui des paysans vivant en interdépendance avec la nature, travaillant en accord avec elle et sélectionnant les végétaux et les animaux depuis des siècles.

LA TRANSITION AGRICOLE

une autre logique

Le Réseau Plus et Mieux